

121

ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATE

ACTA JURIDICA ET POLITICA

Tomus XXXIV.

Fasciculus 5.

1986 FEB 04

GYÖRGY ANTALFFY

Cours sur l'État Socialiste



SZEGED

1985

**ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATE**

ACTA JURIDICA ET POLITICA

Tomus XXXIV.

Fasciculus 5.

GYÖRGY ANTALFFY

Cours sur l'État Socialiste

SZEGED

1985

Redigunt

ELEMÉR PÓLAY, ÖDÖN BOTH, LAJOS TÓTH

Edit

*Facultas Scientiarum Politicarum et Juridicarum Universitatis Szegediensis
de Attila József nominatae*

Nota

Acta Jur. et Pol. Szeged

Szerkesztti

PÓLAY ELEMÉR, BOTH ÖDÖN, TÓTH LAJOS

Kiadja

*A Szegedi József Attila Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Kara
(Szeged, Lenin krt. 54.)*

Kiadványunk rövidítése

Acta Jur. et Pol. Szeged

I. L'ÉTAT SOCIALISTE

1. L'évolution de l'État socialiste

1. Selon l'opinion de Marx et Engels, la révolution socialiste pourrait se réaliser simultanément dans tous les pays civilisés, ou au moins en Angleterre, aux États-Unis et en Allemagne. Cette constatation fut complétée plus tard de la manière que la révolution pourrait éclater dans un seul pays aussi, mais la possibilité de son triomphe, en tant qu'un processus social impossible au milieu capitaliste, fut exclue.

En ce qui concerne le rapport entre l'État et la révolution socialiste, la thèse fondamentale fut que la classe ouvrière se voit dans l'obligation d'écraser l'appareil d'État bourgeois et aux fins de mettre en oeuvre sa dictature, elle a besoin de créer une organisation entièrement nouvelle de l'État. En connexion avec l'interprétation de «l'écrasement» de l'organisation étatique de maintes et différentes conceptions se dégagèrent. D'après la manière de voir de Lénine, l'État bourgeois devrait être écrasé en son *essentiel politique* pour ce qui regarde l'appareil oppressif, tandis que ses institutions *technicoformelles* (p.e. banques, communication, poste) étant de fonctions indispensables du point de vue de la direction de société, ne sont pas à briser, de plus, leur écrasement est défendu. En accord avec la constatation de Boukharine, il la cite comme suit: «... lorsque le pouvoir étatique passe au prolétariat, le système bourgeois se dissout et le nouvel ordre étatique s'organise, cependant les éléments de l'ancien régime en dissolution se trouvent anéantis d'une part, et apparaissent sous de nouveaux rapports, sous de nouveaux types des relations, d'autre part...»

La vérité de cette thèse est encore plus marquante lorsque le pouvoir politique, comme l'évolution de la forme d'État de la démocratie populaire la démontre, ne passe pas à la classe ouvrière par voie d'une seule et radicale tournure (par force armée), mais au cours d'un changement d'une durée plus longue. Tout en reconnaissant que la prise du pouvoir politique se déroule dans les limites du système politique donné, l'influence des masses prétendant à une transformation révolutionnaire est, au cours du changement, indispensable sur les conditions de force existantes dans les cadres «constitutionnels».

La question du pouvoir politique une fois décidée, *l'institutionnalisation de la société socialiste* s'intensifie de toute nécessité. La société entière et la réglementation des conditions sociales perdent de plus en plus leur caractère spontané de plus tôt, et ce sont les formes juridico-étatiques qui passent au premier plan. La base en est la régularité qu'en dirigeant la vie sociale,

l'État socialiste élargit son domaine d'action d'une mesure dépassant celle de toutes autres formations précédentes, avec l'intention, en première ligne, que le développement de la société soit harmonique. L'institutionnalisation dépasse parfois la mesure désirée par les relations objectives: ce sont alors *la centralisation exagérée, le formalisme juridique, la bureaucratie*, dont accroissent les possibilités, et la séparation de l'appareil étatique de la société peut s'intensifier. (Cet état disfonctionnel ne peut exister que temporairement: vu sa détermination sociale, l'organisation étatique socialiste, pour la durée, n'est pas en mesure que de suivre seulement ses *propres* objectifs.) D'autre part, au cours du développement socialiste de l'existence nationale, dès que le système politique de la société se sera irréversiblement consolidé, les membres de la société socialiste seront immiscés de plus en plus dans l'exercice direct du pouvoir, *le rapport entre l'État et son entourage social* deviendra de mieux en mieux intense, ce qui conduira finalement à l'effacement des limites des institutions étatiques «traditionnelles».

2. En examinant les phases de développement de l'État socialiste, on constate qu'elles se relient étroitement aux périodes d'évolution de la société socialiste. Conformément à celles-ci on distingue deux phases principales du développement de l'État socialiste.

La première étape principale du développement de l'État socialiste est celle de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'État qui suit le passage du capitalisme au socialisme. Sa deuxième période principale consiste en l'édification du communisme, dans la formation de l'État populaire universel.

Il y a naturellement, entre ces deux étapes principales évolutionnaires plusieurs *périodes de transition*, mais ce sont les deux principales étapes mentionnées qui permettent de séparer clairement la transformation de l'État socialiste.

Dans la littérature soviétique concernant la philosophie d'État et du droit, on a exprimé déjà maints avis sur les périodes d'évolution de l'État socialiste. Il y en a quelques auteurs qui prennent parti pour la division chronologique des deux phases, acceptée d'ailleurs par nous aussi. D'autres auteurs sont de l'opinion que l'État socialiste subit un développement à trois phases. La nouveauté y consiste, en comparaison avec la conception des deux phases en ce que la transformation de l'État de la dictature «du prolétariat» en un État de tout le peuple est reconnue comme phase autonome et de «plein droit». Selon NV. Tchernogolovkine «c'est la phase d'évolution», dont la notion devrait être éclairée comme point de départ et il expose que les bases de cette notion seraient «de toute nécessité les traits caractéristiques et les critères de l'État». Dans son esprit, la phase principale du développement de l'État socialiste serait une période «caractérisée par une stabilité relative par rapport à ces fonctions, formes et son mécanisme, conformément aux tâches primordiales, dont la solution est mise en exécution par l'État dans l'époque en question». Et, justement, la division chronologique devrait être basée sur l'essentiel de l'État représentant son critère principal: c'est la substance de classe ou bien le type de l'État qui est compris sous ce rapport. Par conséquent, les phases du développement de l'État socialiste sont les suivantes:

a) la période de l'État socialiste de la dictature du prolétariat qui est conforme à la subdivision chronologique du développement social de l'État lorsqu'il passe du capitalisme au socialisme;

b) la période de la transformation de l'État socialiste de la dictature du prolétariat en État populaire universel, ce qui correspond à la période du socialisme, c'est-à-dire à l'étape apparue dans le développement du système socialiste, qui renferme la phase de l'édification de la société socialiste avancée, plus concrètement exprimé: la position des fondements du socialisme;

c) la période de l'État populaire universel socialiste ce qui correspond à la phase du développement de la société socialiste qui marque le passage du socialisme au communisme. Or, l'État populaire universel subsistera jusqu'à la création de la société socialiste avancée, c'est-à-dire jusqu'à la position des fondements du communisme.

La nouvelle Constitution de l'Union Soviétique renferme quelques généralisations théoriques sur les changements déjà concernant l'État socialiste en Union Soviétique qui font la base des objectifs, tâches et directives à plus long terme. Ces généralisations sont importantes au point de vue de la théorie constitutionnelle socialiste, puisqu'elles sont applicables à d'autres États socialistes aussi. L'État de la dictature du prolétariat, comme tous les phénomènes sociaux, subit des changements. En conséquence de la liquidation des classes exploiteuses, la fonction oppressive de l'État est successivement rejetée en arrière-plan, ou bien meurt-elle et c'est de cette manière que l'État, en sa qualité d'organe oppressif des classes, est relégué au second plan.

Par la réalisation de l'économie socialiste, les fonctions d'organisation économique et d'éducation culturelle de l'État socialiste prennent un essor multilatéral. Cela a facilité la création des conditions économiques et politiques nécessaires à ce que l'État de la dictature du prolétariat devienne l'État populaire universel. Au cours du développement du socialisme ce processus de transformation s'est graduellement accéléré. Après que l'État socialiste a rempli ses tâches fondamentales et principales, il se transforme en un État populaire universel, c'est-à-dire il devient l'organe exprimant les intérêts et la volonté du peuple entier.

Les ouvriers, paysans et intellectuels subissent, au cours de l'édification du socialisme des changements essentiels. Les ouvriers et les paysans représentent des classes d'une formation qualitativement nouvelle, bien qu'il existe encore une différence entre la production basée sur la propriété étatique et entre celle qui est fondée sur la propriété coopérative. Le *rapprochement continu* de ces deux formes de la propriété socialiste s'effectue, et c'est finalement la base de la cessation, entre ces deux classes, des différences d'aparavant.

Puisque la classe ouvrière est la force la plus organisée de la société socialiste, c'est elle aussi qui, dans la période du déploiement du communisme, maintient son rôle directeur. Ce rôle est défini par la position objective de la classe ouvrière occupée dans la société:

a) elle est, — en tant que la partie subjective des forces productrices — en contact direct avec la propriété étatique et pour cette raison, le tenant suprême des relations de propriété socialistes aussi;

b) elle est capable de remplir par son organisation les fonctions du dirigeant de la société;

c) comme porteur de l'idéologie du mode de production communiste, c'est en elle que s'expriment les relations les plus avancées de la conscience de classe.

Le rôle dirigeant de la classe ouvrière est d'une importance historique. La classe ouvrière, après avoir organisé le pouvoir politique, a fait participer en qualité d'alliée, la paysannerie travailleuse à l'exercice de son pouvoir. La société socialiste une fois définitivement stabilisée, la classe ouvrière, à l'avenir aussi, remplit les fonctions du dirigeant de la société. Ceci ne cesse qu'avec la réalisation de la société communiste, lorsque même les classes cessent d'exister.

Le développement de la deuxième phase de l'État socialiste entraîne une nouvelle période. Cette dernière est reflétée par la nouvelle Constitution de l'Union Soviétique, qui, sous ce rapport, prévoit que: «... le but suprême de l'État soviétique consiste dans l'édification de la société communiste sans classes. Les tâches principales de l'État sont: la création de la base matérielle et technique du communisme, la perfection des conditions de la société socialiste et leur transformation en conditions communistes, l'éducation de l'homme de la société communiste, l'élévation du niveau matériel et culturel des travailleurs, la garantie de la sécurité de l'État, l'encouragement de la stabilisation de la paix et du développement de la coopération internationale».

En Union Soviétique, la dictature du prolétariat a déjà rempli sa fonction historique en assurant la complète défense de la première phase du communisme, c'est-à-dire celle du socialisme et par ce fait, la démocratie prolétarienne subsistant jusqu'ici, s'est transformée en une démocratie socialiste du peuple entier. En ce qui concerne la constatation qu'en Union Soviétique, sous l'aspect du développement interne, la dictature du prolétariat est devenue superflue, il est nécessaire d'éclairer le sens attribué par nous à la notion de la dictature du prolétariat. Selon une définition de Lénine, «... toute force victorieuse au cours d'une guerre civile ne peut être qu'une dictature... La dictature signifie un pouvoir illimité et pas un pouvoir s'appuyant à la loi.» Cette définition d'une signification absolument restreinte est rattachée par Lénine à la période d'une guerre armée, lorsque le pouvoir révolutionnaire est contraint de s'appuyer directement à la force. C'est de même l'élément de la force qui est mis en relief par Lénine dans sens le plus large, «la dictature du prolétariat est une alliance de classe la deuxième définition de la dictature du prolétariat. Selon la définition d'un d'une forme particulière entre le prolétariat en tant que l'avant-garde des travailleurs et les couches nombreuses non-prolétaires de la population laborieuse (petite bourgeoisie, petits propriétaires, paysannerie, intellectuels, etc.), ou entre la majorité de celles-ci». Dans ce sens la dictature du prolétariat signifie donc, au cours de l'entière période du passage du capitalisme au communisme, le guidage de la société par la classe ouvrière.

C'est l'État socialiste soviétique qui a fait les premiers pas concernant le développement des traits populaires universels de l'État socialiste. En Union Soviétique, des changements considérables survenus dans les conditions des classes, — transformation qualitative de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la classe intellectuelle — ont élargi la base sociale de l'État et celle-ci, aujourd'hui, embrasse toutes les couches de la population. par conséquent la notion de «travailleurs» signifie déjà la société entière, la totalité du peuple. D'autre part, l'égalité des droits de tous les groupes sociaux, par rapport à la gestion des affaires étatiques, se sont renforcés.

En ce qui concerne l'essence de l'État populaire universel, il ne s'agit pas là d'un État du type nouveau, déviant du type socialiste, mais c'est le

même État socialiste dans lequel, conformément aux changements économiques et structuraux de classe, se présentent plus profondément et à plusieurs faces les traits démocratiques généraux caractérisant cet État dès sa naissance.

Quelles sont donc les différences et les analogies entre la dictature du prolétariat et l'État populaire universel? La *différence* consiste dans le fait que l'État populaire universel n'est plus l'instrument de la domination de classe, le nécessité de l'oppression des classes exploiteuses étant, en effet, supprimée et de leur manque résulte l'inexistence de la dictature du prolétariat. *Leurs traits analogues*, par ailleurs, consistent en ce que toutes les deux formations représentent le pouvoir du peuple travailleur, en tête avec la classe ouvrière; elles sont basées sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie; leur tâche principale est l'assurance de la victoire du communisme et c'est le rôle guidant et dirigeant du parti qui se fait valoir dans toutes les deux. Mais l'État populaire universel n'a pas perdu son caractère de classe. Il est bien vrai qu'en Union Soviétique l'État ne se présente plus comme une dictature de classe, mais cela n'a pas fait cesser son caractère d'État de classe, c.-à-d. son contenu politique, car des différences de classe entre les deux formes de la propriété sociale se manifestent, encore aussi, et leur réglementation juridique en conformité avec cette situation s'avère nécessaire.

L'État populaire universel ne couvre donc de conflits de classe fondamentaux, mais vu que les différentes classes continuent d'exister, cela sert pour base aux différences de classe, et c'est pourquoi des oppositions peuvent exister entre les classes diverses et, en outre, à l'intérieur de celles-ci, entre certaines couches de classe.

3. Par généralisation des expériences historiques concrètes des États socialistes on peut tirer les conclusions principales en ce qui concerne cette époque comme suit:

a) L'existence nationale du type socialiste ne signifie pas un état donné, mais un processus d'une mutation constante. A ce point de vue c'est un des aspects de la transformation continue, ou dans un sens plus large, du changement révolutionnaire de la société.

b) Le démocratisme du système politique socialiste est fondé sur l'activité croissante des classes, couches, groupes sociaux, mais d'une telle manière que la spontanéité ne mette pas en arrière-plan la direction rationnelle de la société (c.-à-d. la direction de caractère professionnel).

c) L'objectif de base et le perspectif du développement est la transformation de la direction à caractère professionnel et séparée (isolée) par la division du travail de la société.

d) Par le développement de l'organisation de l'État la coordination des divers intérêts particuliers devient réelle, ce qui contribue à la formulation plus exacte des intérêts concernant toute la société.

e) Le développement de l'État socialiste suppose le déroulement d'une démocratisation dans la structure économique, dans l'entier de la vie publique et dans les relations humaines aussi.

2. L'État et l'auto-gestion sociale

1. La cessation du type d'État socialiste signifie non seulement l'extinction d'une existence nationale correspondant à la société socialiste, mais à la fois celle des systèmes politiques des sociétés de caractère de classe aussi. Dans ce processus fait donc son apparition, en même temps, une régularité spécifique et une régularité universelle de la société.

Marx a expliqué l'entière période de l'existence de l'État par des *relations sociales d'intérêts hétérogènes*: «...l'État ne fut qu'autant le représentant officiel de toute la société, sa synthèse sur un territoire visible, qu'en son temps il représenta lui-même la société complète; dans l'Antiquité, il fut l'État des citoyens de la classe esclavagiste, dans le Moyen-âge de la noblesse féodale, en nos temps il est l'État de la bourgeoisie. Par le fait que, finalement, il devient effectivement le représentant de toute la société, il se rend superflu».

2. La question du dépérissement de l'État est d'une importance décisive concernant la délimitation des conceptions marxistes et non-marxistes. Les conceptions bourgeoises essayent de renier que l'État exprime les *intérêts particuliers du pouvoir économique* et complètent celles-là en même temps par la thèse distordue selon laquelle la réalisation de l'idée marxiste sur la disparition de l'État conduirait à l'anarchie dans la société entière. Elles en font résulter comme conséquence que l'État serait nécessairement un facteur de l'entière évolution historique, dont la destination consisterait dans l'augmentation du bien-être et de la sécurité de toute la société.

Les points de départ des formulateurs de ces théories ne sont jamais les véritables thèses du marxisme, mais les variations mésestimées de celles-ci. Il est à préciser avant tout que les sociétés sans État (c.-à-d. ceux des primaires, y compris les communautés primitives et leurs formations communistes) ne sont pas considérées par le marxisme comme communautés sociales qui ne connaissent pas les institutions de la direction, du guidage et du pouvoir.

Comment peut-on interpréter, en outre, la déclaration que le gouvernement au dessus des gens sera remplacé par l'administration des affaires et par le guidage des cours de la production? En première ligne de la manière que dans le cas où l'État qui dirige la société *perdrait sa fonction réglemantaire des rapports humains*, alors celle des *intérêts politiques*, c'est par là que cesserait le plus essentiel critère de sa notion. L'État n'est donc caractérisé seulement par son mécanisme intégrant les intérêts, mais aussi par la hiérchisation des intérêts exécutée toujours selon des aspects politiques. Si le système d'intérêts de la société devenait fondamentalement homogène, ce ne seraient que quelques *traits techniques et formels qui subsisteraient* de l'État antérieur et qui, par la suite, ne régleraient que de rapports entre la nature et la société. Cette forme organisatoire future de la société ne peut être embrassée d'avance, naturellement, dans ses détails d'un seul regard, la théorie marxiste n'étant capable qu'en tracer les traits les plus généraux.

Cependant la possibilité de prévoir les tendances de l'évolution future est basée sur le principe que la connaissance des régularités objectives dont dépendent les phénomènes et celle des conditions des effets de ces régularités, permet de prévoir le développement ultérieur des phénomènes aussi. La mission de la théorie de l'État et du droit marxiste consiste dans la réalisation, de ce but et du développement progressif d'une manière

créative des hypothèses générales concernant l'avenir de l'État, formulées par les classiques du marxisme.

Les doctrines marxistes résultant de généralisation d'une considérable matière empirio-historique, ont prouvé déjà au 19^e siècle que l'État est un phénomène historique, c.-à-d. qu'il est apparu dans une époque déterminée par l'évolution de la société humaine et qu'elle se développe conformément aux changements socio-économiques. La conception de base générale se rapportant au dépérissement de l'État a été développée par Lénine dans son oeuvre intitulée «État et Révolution» et c'est lui qui a conçu *les conditions nombreuses et absolument nécessaires du dépérissement de l'État*. A l'opposite des anarchistes, il a mis l'accent sur la nécessité, comme régularité objective, de la création antérieure de l'État socialiste, et que celui-ci ne commence son dépérissement qu'après l'accomplissement des fonctions de la dictature du prolétariat. Il a attiré l'attention à ce que le processus du dépérissement *de l'État exige l'existence de nombreuses conditions objectives et subjectives*, c.-à-d.:

- a) condition politique (liquidation de l'antagonisme de classe);
- b) conditions économiques (selon les principes du travail convenant aux capacités, et selon ceux de la répartition selon les besoins);
- c) conditions techniques (développement des forces productrices garantissant l'abondance de haut niveau des biens);
- d) conditions sociales (cessation des différences entre le travail intellectuel et le travail physique résultant de la division du travail);
- e) conditions culturelles (réalisation d'une culture de haut niveau rendant possible la compétence développée du maintien volontaire des règles de la coexistence sociale, en outre la transformation du travail en besoin fondamental).

3. L'histoire de l'existence des États socialistes est, cependant, identique au processus de l'extinction de l'État. La nouvelle organisation étatique se développant après la révolution socialiste est à considérer (d'après Lénine) comme «demi-État», et cela non seulement parce que les solutions formelles de ses institutions dépassent les solutions d'organisations étatiques antérieures, mais aussi parce qu'il est capable d'exprimer des relations d'intérêt social d'une ampleur plus grande que jamais et qui s'élargissent de plus en plus.

Les recherches concernant la formation de l'État ont révélé, à l'intérieur de la théorie constitutionnelle marxiste, quelques traits analogues au processus du dépérissement de l'État aussi. C'est entre autres l'examen du «mode de production nommé asiatique» qui a renforcé cette supposition antérieure, qu'il existerait, notamment, entre les formations sociales sans classes et les formations basées sur la structure de la propriété privée, — de n'importe quelle direction ce développement soit-il pris en considération, — une période intermédiaire, où le mécanisme politique et de classe fonctionnerait *basé sur de conditions de la division du travail*. Tandis que les conditions politiques du «mode de production asiatique» permettent de conclure justement sur l'existence nationale «classique» basée à la propriété privée, ceux de la société socialiste, au contraire, conduisent vers leur liquidation.

A l'époque de l'édification du socialisme développé se déploient les tendances prenant route sur l'égalité complète de la société. En analysant notre structure sociale des temps actuels, ces tendances étant en dégagement,

doivent être amenées au jour par nous, en faisant ressortir respectivement les inégalités de caractère de classe en tant que les restes du passé, aussi que les tendances se reproduisant sous les conditions du socialisme.

Même dans la société hongroise d'aujourd'hui, les classes et couches représentent les grands groupes sociaux occupant de différentes places dans le système de la division du travail de la société et dans celui des rapports de production. Sur la base de la division du travail de la société, les membres des différents groupes sociaux travaillent dans de différents branches de l'économie nationale et y déploient des activités de différents caractères. La division du travail de la société détermine fondamentalement, par l'état avancé des forces productrices et leur répartition territoriale, la structure de l'agglomération et parallèlement les formes d'agglomération, les conditions et modalités objectives de vivre de la population active et ses membres de famille appartenant aux différents groupes de la société. La division du travail de la société exprime de même les rapports de la propriété concernant les moyens de production, — c'est-à-dire les rapports de la production — qui déterminent le système des relations sociales du travail (du lieu du travail) et même le mode et l'ampleur de la répartition des revenus.

Il résulte de ce que nous venons de dire que nous avons, au cours de l'édification socialiste, mis un terme aux distinctions de classe fondamentales basées sur les antagonismes, mais des inégalités sociales concernant d'importantes relations existent encore et notre structure sociale démontre, aujourd'hui encore, de différenciations sociales renfermant d'essentielles inégalités.

La tendance fondamentale de notre structure sociale consiste dans l'approchement mutuel des classes et des grandes couches sociales, en plus, dans la disparition successive des différences essentielles développées entre celles-là par le passé historique, et en outre, l'apparition du travail formant la conscience dans le sens du renforcement des valeurs socialistes, et de tout cela résulte la consolidation des tendances vers la direction de l'égalité sociale.

4. En dernière analyse, le communisme se développe entre les circonstances de la réorganisation qualitative des rapports sociaux, comme le résultat d'un *passage planifié*, dirigé par l'État. Cela nécessite que le rôle dirigeant de l'État soit complet (mais pas étatiste) au stade initial; ce rôle se diminuant dans la mesure où l'activité d'une direction détachée devient superflue. Ceci, à son tour, peut devenir réel, si le sens naturel des mouvements et le rythme des processus sociaux coïncident avec les régularités déterminées par de rapports sociaux objectifs.

Cela signifie que le cercle de *l'immixtion étatique dans la vie de la société sera diminué* graduellement. Le rôle reculé de la contrainte en arrière-plan à l'époque de l'extinction de l'État constitue une tendance essentielle des relations sociales. Cela se manifeste dans la période suivant l'édification du socialisme, c.à-d. dans la phase où l'État de la dictature du prolétariat se transforme en État populaire universel. Cette tendance résulte de la liquidation des oppositions de classe antagonistiques et, par conséquent, de la diminution du recours à la force contre les classes exploiteuses. Il y s'agit en première ligne de l'éclipse de la *contrainte étatique* et non de la régression, en général, du rôle de toutes sortes de contraintes, ce qui, de nos temps, ne serait pas encore réalisable. En ce qui concerne la criminalité, ce

ne sont pas de mesures répressives du futur sur lesquelles l'attention est attirée, mais surtout à la prévention réalisée par le moyen de l'influence de la société et par le moyen de l'éducation assurée par celle-ci.

En examinant cette tendance à long terme, elle indique que les moyens punitifs seront, nécessairement et entièrement, remplacés par des moyens instructifs et sociaux. Au cours de ce processus on peut distinguer les phases suivantes:

a) les éléments de persuasion augmenteront et ceux de la contrainte seront en baisse concernant leurs effets dans règles juridiques (cela signifie en même temps l'extinction successive du caractère juridique des normes);

b) le recours aux moyens de contrainte étatique sera graduellement remplacé par la contrainte sociale;

c) l'emploi des mesures de persuasion deviendra, finalement, exclusif.

Une des tendances en connexion avec le dépérissement de l'État, consiste dans la cessation des fonctions de la défense extérieure aussi. La réalisation complète de celle-ci n'est possible que dans le cas où il cesserait universellement le danger d'une agression extérieure. Il est d'une importance primordiale par rapport à cette question que les États socialistes représentent les principes de la coexistence pacifique et de la réalisation de la démilitarisation complète. Mais il est nécessaire de distinguer le processus de l'extinction de l'État de sa cessation définitive. Le processus même commence au moment de la naissance de l'État socialiste et s'intensifie dès l'existence de l'État populaire universel. L'extinction complète de l'État, le résultat final du procès exige en outre que, les conditions internes y nécessaires soient développées et que le socialisme, sur le plan des relations internationales se stabilise aussi. Il en résulte qu'il est nécessaire, à tous les niveaux de la société, d'atteindre un tel état d'évolution qui puisse assurer la redistribution des produits et des prestations selon les besoins.

Le caractère auto-gestionnaire de la société communiste peut être résumé en ce qui suit:

a) il s'agit d'une organisation non-politique énonçant les intérêts de toute la société qui se distingue fondamentalement de l'organisation étatique à caractère de classe;

b) il permet à la société entière de gérer ses affaires d'une façon autonome, à l'opposé de l'organisation étatique employant à ces fins un appareil particulier qui s'isole;

c) il deviendra une organisation qui, à l'encontre des organisations étatiques, se servant de la force, — s'appuyant sur la disposition déjà développée du respect des règles de la coexistence sociale — mettra en application avant tout les moyens d'éducation.

La contrainte comme méthode de direction, sera maintenue dans la société communiste sous forme de *contrainte psychique* et aura, comparée à la contrainte psychique des sociétés de classes, un caractère particulier. La contrainte physique subsiste dans la société communiste aussi, mais son application n'aura lieu que dans des cas extrêmes et pas vis-à-vis des classes, mais en ce qui concerne quelques formes d'attitude déviantes et n'ayant pas de caractère de classe. C'est pourquoi on peut prétendre que la contrainte est constamment inhérente au développement social et que celle-ci caractérise nécessairement tous les régimes sociaux. Ce qui fait cesser le caractère *juridique* de la contrainte c'est l'éclipse graduelle de l'élément politique et ensuite sa cessation entière. C'est sur ce point que les contrastes

de la conception marxiste et les vues anarchistes et révisionnistes se sont heurtées fondamentalement. Lénine a souligné qu'il serait totalement fautif de voir le critère distinctif de l'État dans la puissance coercitive, puisqu'une force compulsive existerait dans chaque société humaine.

G.J. Glezerman analyse le processus du dépérissement de l'État dans le contexte des facteurs suivants: «...tout d'abord dépérit la fonction de l'oppression armée, le domaine d'application de la contrainte étatique se rétrécit en général, par conséquent la nécessité d'existence des organes qui s'en servent sera de plus en plus diminuée. L'extinction de l'État suppose, en second lieu, qu'aux domaines de la gestion de l'économie et de la culture les fonctions à caractère politique deviendront des fonctions à caractère social. L'extinction de l'État ne signifie pas donc que les fonctions économiques cessent en général, qu'il n'y aurait plus besoin de la gestion de l'économie, mais que ces fonctions perdent leur caractère politique. Cela semble être réalisable à condition que cessent les distinctions de classe et soient maîtrisées les survivances capitalistes autant dans l'économie que dans la conscience et le mode de vivre des gens. L'extinction de l'État suppose, en troisième lieu, l'assurance du concours de tout le monde dans la gestion de la production, dans la solution des affaires publiques; par là cesse graduellement la nécessité de l'appareil de la puissance politique. L'extinction de l'État signifie le processus de développement et d'élargissement de la démocratie, dans tous les domaines de la vie sociale».

Au cours du développement de la société communiste, est à remarquer du côté organisatoire, l'intégration de différents éléments du système politique, et elle se forme, au dernier degré, par l'absorption du système politique par son entourage social.

Par suite de ces nouvelles perspectives, la conception marxiste-léniniste antérieure sur l'extinction de l'État devient-elle une partie organique des conceptions constructives et encore plus larges se rapportant à l'édification de l'auto-gestion sociale communiste, mais l'auto-gestion sociale ne se réalise qu'en occurrence de conditions suffisantes permettant de parler sur les *formes concrètes* de l'organisation de la société future.

II. LES CARACTÉRISTIQUES NOTIONNELLES DE L'ÉTAT SOCIALISTE

1. *La souveraineté de l'État socialiste*

Comme il est impossible de parler de l'État en lui même, aussi serait-il irraisonnable de prendre en considération la souveraineté en dehors de ses rapports avec la société: comme toute forme du pouvoir, la souveraineté exprime aussi un rapport. L'État exerce son autorité supérieure *sur la société* et puisque l'application de n'importe quelle autorité ne se montre nécessaire que dans le cas où des forces opposées aux prétentions du sujet de la puissance auraient d'influence, il est décisif, du point de vue de l'État *d'influencer et de diriger ces processus de la société*.

La suprématie du pouvoir d'État socialiste est bilatérale: elle se compose de *l'universalité* et de *l'indépendance*. La souveraineté suppose l'existence de la société en tant *qu'objet du rapport du pouvoir*, sur lequel s'exprime la

suprématie de l'État, librement des forces intérieures de la société: c'est en quoi consiste l'universalité, le profil interne de la souveraineté. Cela signifie d'un aspect objectif que l'État socialiste pourra, en principe, considérer n'importe quelle relation sociale comme objet d'une réglementation juridique; la limite n'y est assignée que par la circonstance que la condition fondamentale de la législation consiste dans «l'exigence de réglementation» des rapports sociaux, et en outre que cette réglementation exige des moyens juridiques. En ce qui concerne les rapports *personnels et territoriaux*, l'universalité signifie l'autorité exercée sur le territoire de l'État, respectivement sur les citoyens de la société socialiste; il en existe cependant quelques dérogations en première ligne de caractère de droit international. (Notons encore qu'en principe le rapport territorial de l'universalité peut devenir problématique, car tous les rapports du pouvoir, sont des relations entre les individus, ou bien entre leurs formes d'organisation, et de même l'autorité territoriale suprême de l'État socialiste ne s'oriente pas au territoire où les relations d'autorité mentionnées fonctionnent, mais l'universalité exprime, en dernière analyse, la domination de la souveraineté personnelle sur un territoire déterminé.)

Bien souvent la réglementation des rapports juridiques est caractérisée plutôt par la force du pouvoir que par le droit, c'est pourquoi la base des relations mutuelles inter-étatiques semble être gravement ébranlée, à tout le moins dans sa forme comme elle a été héritée des siècles passés, à la génération d'aujourd'hui, et cette situation est à réexaminer. Il est particulièrement difficile de se faire une idée exacte sur le développement et la nature du droit, puisque de nos jours, la tendance d'employer des termes identiques à des notions absolument contradictoires, a presque atteint son point de culmination. On avait pu dire antérieurement aussique presque aucun domaine des recherches du type humain des sciences sociales n'ait produit autant d'hypothèses obscures que celui-là. La confusion et l'incertitude issues de l'opposition des points de vues ont accrue, de nos jours, encore davantage.

Ce que nous avons soutenu, en général, concernant le droit international, est applicable particulièrement à la souveraineté des États, puisque celle-ci est à compter parmi les institutions centrales du droit. Il s'agit, en effet, du fait qu'il faudrait savoir si la «souveraineté» et «l'indépendance» d'une part, et l'ordre légal et la dépendance mutuelle de nos jours des États particuliers d'autre part, seraient compatibles ou non. La doctrine juridique est arrivée à d'importants résultats dans l'élaboration d'une syntèse, mais elle n'a pas réussi à formuler la définition nette de la souveraineté. En tout cas, il semble évident que la forme de la définition concernant la souveraineté, dans sa formulation héritée du siècle passé, est trop générale pour qu'elle puisse donner une réponse satisfaisante, à moins que nous ne nous trouvions pas en face de relations concrètes.

En analysant la notion de la souveraineté, il faut prendre en considération que cette institution de l'ordre légal est soumise, elle aussi, au développement. Au passé, le droit de propriété fut considéré p.ex. comme entité, comme unité individuelle et indivisible, mais il est devenu évident que les tendances d'unification exagérée produisirent une image qui ne donna pas pleine lumière sur les divers aspects de la situation juridique du propriétaire. Tandis qu'au cours du siècle passé, conformément aux idées individualistes de l'époque, l'accent a été mis sur la liberté du propriétaire et l'inviolabilité de la propriété privée, c'est la dépendance de plus en plus directe du pro-

priétaire qu'on met, à présent, en relief et on fait ressortir la fonction sociale du droit de propriété. Le droit n'est considéré que comme une idée générale marquant une situation juridique d'un type donné. Lorsque nous acceptons, concernant le droit, la possibilité du développement dynamique, on pourrait poser aussi la question de savoir s'il serait indispensable de même sur le terrain de l'ordre légal? Par rapport à la souveraineté, on peut conclure de ce fait, quoique l'idée de la souveraineté eût été comprise auparavant dans un sens absolu, qu'il n'y avait pas eu pourtant lieu de rejeter «la souveraineté» comme expression, en ne perdant pas de vue que l'emploi de ce terme ne supposait pas a priori la présence de l'un quelconque des éléments du concept de la souveraineté, comme il est accepté dans le sens du présent.

L'Antiquité et le Moyen-âge n'ont pas connu le droit dans la forme comprise en nos jours, parce que les rares règles de la vie commune appliquées p.ex. dans la Grèce antique, aux Indes et en Chine, n'avaient pas été assez développées à ce qu'elles eussent pu former un système cohérent. Les philosophes de l'Antiquité, cependant, ont déjà retenu la conception qu'il existe, en outre et au-dessus du droit institué par les hommes, des «lois non-écrites», c.-à-d. un droit spécial inspiré par la nature, ou la sagesse divine; cette conception a atteint plus tard, dans la période du 17^e au 19^e siècles, son âge d'or: les penseurs de l'Antiquité ont été en outre tellement enthousiasmés par la pensée cosmopolite qu'elle les a fait même accepter l'intégration future des habitants barbares des régions marginales parmi les citoyens de l'État. Mais le monde de l'Antiquité s'est borné de facto sur la Cité isolée et possédant un caractère individuel. Bien que l'Antiquité se soit servie, dans des cas particuliers, de différents et essentiels principes du droit, p.ex. des règles se rapportant aux accords contractuels et à l'égalité en droits, mais tout-de-même, il semblerait bien une audace d'appliquer le terme de la souveraineté, employé beaucoup plus tard, à ces temps-là puisque si le monde antique l'avait connu, il n'aurait pas manqué de l'utiliser. — La philosophie de l'Antiquité était maîtresse dans l'art de la logique et elle l'a prouvé sur un large terrain des sciences de droit: dans les sphères du droit privé, mais aux domaines du droit constitutionnel et du *ius gentium* au lieu d'édifier des temples, elle se contenta d'emboîter des pierres sculptées. D'autre part on a pris en considération aussi que la conception de la souveraineté est applicable même à l'État antique, dans le sens que l'État antique lui-même disposa aussi d'une capacité juridique complète, par rapport à l'exécution des actes concernant son indépendance ou l'exercice de ces droits et on fit ressortir que la souveraineté ne signifia pas en toutes circonstances le manque de la dépendance. Ce sont les amphictyonies, les fédérations d'États qui, dans cet ordre d'idées, sont mentionnées d'habitude, ayant eu pour but original la protection commune des hiérons et qui furent considérés comme soumission initiale des États au droit.

L'Empire romain a étendu son règne sur la Grèce et sur les autres États de la Méditerranée aussi et il liquida de cette façon le réseau des relations internationales étant en voie de développement. L'État de l'Empire romain n'a pas eu, pratiquement, aucun profit du droit international, puisque l'État romain, comme État unique s'est étendu sur le monde entier connu en ce temps-là. Mais le système universel représenté par l'État romain a mérité l'attention dans le sens que l'imperium romain, pour une première et seule fois, a réalisé la paix générale, la «*pax romana*» qui fut maintenue pendant

cinq siècles, alors pendant une période relativement longue. L'idée étatique romaine, l'idée de l'universalisation du règne, fut tellement immense qu'elle survécut même à la chute de l'Empire romain et exerça son influence sur l'entier du Moyen-âge.

En ce qui concerne la souveraineté, cette question n'a pas été mis en relief au cours du Moyen-âge, les peuples de l'Ouest étant considérés comme la synthèse du «Corpus Christianum», et parce que l'État féodal du Moyen-âge fut inspiré soit par le pluralisme, soit par l'individualisme, à savoir que c'étaient les Ordres d'une part, et les sujets puissants d'autre part qui constituèrent l'opposition de l'État représentant l'unité organique. Bien que les opinions des observateurs tardifs pussent différer en ce qui concerne la question, de savoir si le développement de l'ordre légal international atteignit, parmi les États catholiques de l'Ouest un niveau plus élevé ou analogue à celui du monde de l'Islam; mais sous l'aspect de l'essentiel de la souveraineté, il est à constater, sans doute, qu'au cours du Moyen-âge, le pouvoir absolu de la souveraineté ne fut pas reconnu.

Vers la fin du Moyen-âge et au début des temps modernes, dans la période de la chute du pouvoir des empereurs et du pouvoir temporel des papes, de nombreux royaumes et principautés se constituèrent. La formation des États nouveaux était caractérisée par «la lutte de tout le monde contre tous», et, en même temps naquit le nouvel ordre des circonstances, destiné à remplacer la «res publica Christiana» du Moyen-âge. Dans cette «anarchie organisée» qui a suivie la «res publica Christiana» dans une Europe disloquée en conséquence de la naissance des milliers de petits États, la formation d'un certain ordre légal est devenue d'une inévitable nécessité sociale. Mais l'idéalisme politique du Moyen-âge ayant foi dans l'unité du monde, a disparu. Cela se montra clairement en connexion avec les premières aspirations de la situation et qui visèrent la formation d'une alliance; les efforts des initiateurs tendaient, en réalité, à mettre de l'ordre dans les rapports politiques, mais l'accès de cet ordre désiré leur semblait inévitablement joint à la subordination des États isolés à la suprématie d'un État supérieur. (Ils sont les pionniers de l'idée d'une «Société des Nations», ainsi p.ex. le conseiller royal Pierre Dubois au début du 14^e siècle, le dominicain espagnol Campanella vivant quelque 300 ans plus tard et le prince Sully, ministre de Henry IV, dans la première moitié du 17^e siècle s'efforçaient tous de servir par leurs programmes, en premier lieu, des buts nationaux et secondairement seulement des internationaux). Les juristes en droit canonique du Moyen-âge étaient, évidemment, plutôt des moralistes, se passionnant plus qu'on ne pense, pour la conscience des princes que pour leur orientation internationale, ceux-ci cependant se seraient intéressés mieux de l'ordre légal objectif. De pareilles aspirations étaient, au milieu des circonstances politiques de l'époque donnée, étrangères à la réalité et les efforts déployés par les penseurs catholiques de la fin du Moyen-âge et du début des temps modernes prétendant à remplacer le pouvoir temporel perdu de l'Église catholique, par un pouvoir spirituel transcendant, exercé au nom de la doctrine du droit naturel, et qui, nécessairement, aurait été posé au-dessus des unités territoriales et égocentriques formées par les États particuliers, n'éveillèrent aucun écho aux cercles des États nouveaux, non plus. Il est bien vrai que cela répondait à l'esprit de l'époque en tant que la réalisation d'un ordre légal universel a été estimée comme indispensable, celui-ci étant considéré dans ce temps-là garant de l'ordre légal européen en vue d'éviter

l'anarchie totale; mais simultanément la conception de l'unité politique formée par le monde chrétien fut définitivement affaiblie; on a accepté, en effet, l'idéal politique de l'État de jeune âge indiqué souverain, à l'aube de l'époque nouvelle. C'est justement la conception de la souveraineté qui caractérisa la situation développée au début des temps nouveaux et qui reçut un caractère déterminant: en l'examinant à l'intérieur elle exprima la suprématie territoriale, tandis que de dehors, elle symbolisa l'égalité des États. C'est à l'aide de la souveraineté qu'on a voulu empêcher la fragmentation de l'État, et la naissance de la souveraineté est un élément indispensable de la structure fondamentale de l'État.

Les notions qu'exprimaient initialement les termes «souverain» et «souveraineté» s'attachèrent aux luttes menées par les nouveaux États contre l'État féodal et dans cet ordre d'idées la souveraineté n'eut qu'un caractère de «notion polémique». Au début l'expression «supremitas» signifia que le pouvoir royal ne dépend d'aucun autre pouvoir féodal, ou bien, d'après la coutume développée vers la fin du Moyen-âge, que ce pouvoir ne soit en fonction de nul autre pouvoir que de celui de Dieu. Comme l'avait constaté Charles Rousseau, la notion de la souveraineté est, sans doute, d'origine française et produite par les circonstances politiques et qui fut appropriée, après avoir imposé sa force à tous les seigneurs féodaux, par le roi de la France. C'était ainsi que cette idée eut pris le sens du pouvoir séculier royal à l'intérieur du pays, d'une part, et le sens de l'indépendance de l'extérieur aussi, d'autre part. Le terme de souveraineté exprima, au début, la notion du rapport indiquant la nature du pouvoir royal et en outre de celui-ci, elle signifia dans un sens strictement négatif que le pouvoir royal ne dépendit d'aucun autre pouvoir. Mais dans la pratique, le terme de la souveraineté changea peu-à-peu en conséquence du fait qu'il commença d'être employé pour signifier le pouvoir royal même.

La notion scientifique de souveraineté définie de cette façon, fut acheminée par le Français Jean Bodin, dans son oeuvre intitulée «Six livres sur l'État» 1576. C'était déjà un sens positif de cette idée, d'une signification analogue au pouvoir royal ou étatique et qui s'attacha étroitement à la doctrine patrimoniale de l'autorité publique.

L'intention principale de Bodin fut d'expliquer que la souveraineté du prince ou de l'État le rend indépendant des lois et que la souveraineté assure au souverain, dans ses rapports avec les citoyens de l'État, le pouvoir suprême. Mais il a pensé en même temps que le pouvoir souverain de l'État soit soumis aux lois divines et naturelles. Bodin, en déployant son activité aux fins du renforcement de la consolidation du pouvoir étatique interne, n'était point d'avis que le prince, par rapport à ses relations à d'autres souverains, c.-à-d. dans la sphère internationale, aurait dû être considéré comme exempt des lois «legibus solutus». Quoiqu'on puisse considérer Bodin comme précurseur de la théorie moniste du droit valide à l'intérieur du territoire de l'État, — et cela signifie, notamment, sous d'aspects internationaux que la base primordiale du droit soit la volonté de l'État, c'est-à-dire le droit valide ne naisse que par la volonté des États et a un caractère positif basé sur l'expérience, — il ne nous est tout de même pas admis de voir le défenseur de la souveraineté absolue dans le père de la conception se rapportant à la souveraineté étatique. Tout comme Emerich Vattel qui par son oeuvre intitulée «Le droit international» parue en 1758 en y exposant la doctrine de l'État souverain qui se gouverne soi-même et ne dépend d'aucun

État étranger, celui-ci devint fondateur de la doctrine de l'égalité des États, Bodin de sa part, accepta la conception de la souveraineté relative, selon laquelle la souveraineté ne comprenne que l'indépendance d'un État étranger, mais ne signifie pas une indépendance vis-à-vis du droit international.

Il est à mentionner, d'autre part, que l'ordre légal ne posséda pas, dans les circonstances initiales des temps nouveaux, trop de possibilités de fonctionner comme force unificatrice dans le sens d'une consolidation du système des États. La conception de l'interdépendance mutuelle des États a été mise en arrière-plan par le fait que les États nouveaux, ou plutôt leurs souverains tâchèrent de s'assurer, à eux-mêmes, l'indépendance absolue, et cela s'accrut, en première ligne, dans une tendance à l'égalité formelle des droits. Le milieu politique fut tracé d'une manière frappante dans «Le Prince» (Il Principe) de Machiavel qui n'est pas du tout à considérer comme une école au cynisme, mais plutôt comme une description objective de l'attitude quasi nécessaire des personnages dirigeants des souverainetés se trouvant en opposition. Et il s'agit non seulement d'une situation politique se trouvant en défaut d'une organisation institutionnelle quelconque, mais qui fut encore privée de tout soutien des principes plus élevés. Les découvertes des parties nouvelles du Monde se manifestèrent comme facteurs nouveaux des relations internationales et apportèrent, peu-à-peu au-delà de l'Europe, l'extension des règles se rapportant aux relations internationales et conduisèrent en Europe à la création du droit international. Mais l'extension du commerce intérieur aux pays d'outre-mer fut susceptible en même temps d'exciter des rivalités entre les États. Le système politique européen devenu un système politique universel, avait eu comme tâche, notamment, d'assurer la stabilité des relations et de consolider le caractère permanent des règles juridiques en faveur du Tiers État se trouvant en ascension par son ralliement au commerce et à la production. Toutefois, le développement du droit n'avait pas eu seulement pour tâche principale la consolidation de la dépendance inter-étatique, mais la création d'un minimum des règles, applicables à la belligérance, à la diplomatie et au commerce international. L'oeuvre intitulée «De Iure Belli ac Pacis» du Hollandais Hugo Grotius, parue au cours des années 1623—1625, peut être considérée comme une sorte de synthèse des conditions historiques et forces sociales ayant eu une influence sur la formation de la philosophie du droit. Le mérite de Grotius et de ses adhérents consista, dans le domaine du droit international en ce qu'ils satisfirent à la fois le pouvoir public et le Tiers État. Grotius réserva une position plus absolue à l'État que par exemple le Jésuite espagnol F. Suarez qui dans son oeuvre parue en 1612 et intitulée «Tractatus de legibus ac de Deo legislatore» fit ressortir une certaine unité du genre humain et signala la restriction de la compétence étatique par les lois de la nature et le consentement des sujets. Le système de Grotius, cependant, renfermant des prétentions morales et humaines qui furent capables d'éliminer l'influence résultant de l'inégalité réelle entre les États et d'empêcher cette influence de perturber les relations économiques, assura au Tiers État des moyens d'action acceptables.

La doctrine juridique proclamée par Grotius et basée sur le droit de la nature, renfermant aussi le droit inter-étatique qui dépend de la volonté des États, signifia qu'il existe une véritable «Alliance» du genre humain; Grotius mit en relief, d'autre part, la souveraineté des États aussi. Le système de Grotius fut basé sur le droit de la nature, supérieur aux États. Le développement n'atteignit que plus tard le stade de la réduction à une forme simple

de la suprématie exercée par le droit de la nature sur les États: après avoir accepté comme base des décisions une conception rationnelle correspondant à la nature des affaires, ou d'autres conceptions générales, on avait eu la faculté d'interpréter différemment la teneur du droit, faisant ainsi la jurisprudence capable pour servir au camouflage du véritable despotisme. Dès le 19^e siècle la doctrine du droit de la nature fut remplacée par l'école nommée positiviste, selon laquelle la volonté de l'État soit l'origine du droit. Le volontarisme positiviste qui s'est rallié à l'avancement de l'idée nationaliste, s'exprima dans l'accentuation du caractère individualiste et autoritaire de l'État.

La paix de Westphalie en 1648 fut la manifestation extérieure du fait que la mission de la conservation de l'idée de «l'État mondial» du Moyen-âge s'est déplacée à la communauté internationale. La circonstance que les États chrétiens d'Europe, — (et il est à remarquer qu'en ce temps-là la Russie n'a pas été considérée encore comme État européen et sous ce rapport la Turquie a été exclue aussi) — se sont rassemblés au congrès, signifia qu'ils fondaient les bases d'une communauté européenne, dont les membres avaient été des États égaux et indépendants. D'aucuns étaient même désireux de reconnaître dans la paix de Westphalie un ligne précurseur en tant que le principe de l'équilibre inter-étatique, cette tradition de l'art politique italienne, destinée à servir de base, aux cours des siècles prochains, à la vie commune des États, aurait acheminé vers «l'ennoblissement», parce qu'en dépassant le principe de l'équilibre d'un sens strictement mathématique, elle essaya de déplacer le plateau de la balance dans l'intérêt de la justice. En tout cas, les bases de la communauté internationale restaient invariables depuis la paix de Westphalie jusqu'à la première guerre mondiale; les règles fondamentales se rapportaient, à la souveraineté territoriale et à l'égalité en droit des États. Le trait caractéristique des relations produites par la paix de Westphalie consistait en ce que le droit fut construit sur de principes fondamentaux de plus en plus abstraits; et cette manière de voir présentait la meilleure garantie à ceux de parmi les petits États qui furent jugés dignes d'être admis à la Communauté des États.

La fin du 18^e et le début du 19^e siècle furent des époques de graves perturbations politiques. La Proclamation d'Indépendance des États Unis de l'Amérique du Nord que l'Angleterre, en 1783, était contrainte de reconnaître, signifia l'apparition d'un élément nouveau et essentiel dans le développement de l'ordre légal, et les guerres faites par la Révolution Française, tout comme les guerres de Napoléon, y compris la chute de Napoléon aussi, produisaient de nouvelles relations et suggéraient une espèce de nouvelle estimation des causes. L'histoire politique de la communauté humaine montre une image fascinante de l'influence mutuelle des idées et des relations extérieures. Les idées dominantes d'une époque nous font souvenir d'un large fleuve plein de remous. Certaines idées ne peuvent plus être maintenues pour une durée plus longue que dans la mémoire de penseurs isolés. Mais les relations de la communauté pourraient, à l'improviste se changer d'une telle manière que ces idées soient généralement soutenues. Dès lors, elles seront capables de libérer des forces sociales réprimées, d'influencer les gens et marqueront de leur empreinte l'ordre juridique aussi. Si la situation historique en prêtait l'occasion, l'idée, de sa part, contribuerait à l'entrée en scène de la situation historique.

C'est ainsi qu'on peut caractériser le fait qu'il se trouve une corrélation

entre les droits de l'homme et du citoyen exprimés dans la Déclaration approuvée par l'Assemblée Constituante Française en 1789 et entre les idées du droit de la nature ayant pour principe qu'il existe, indépendamment de toutes relations du pouvoir, un droit basé sur des principes durables, comme l'a dit Hugo Grotius. Sous l'aspect de l'ordre légal international, la Révolution Française et ses conséquences signifiaient également un tournant, et dans la vie internationale, et dans l'appartition définitive des idées nouvelles. Il devint souhaitable que la *conception ancienne de l'État* accentuant que c'est le souverain qui domine et exprimant la souveraineté du prince, soit remplacée par la conception de la souveraineté basée sur le peuple ou l'État. Les idées de la nation et de l'État national devinrent des facteurs positifs. Comme résultat de la saisie du pouvoir par Napoléon, celle-ci ébranlant totalement les idées classiques des temps antérieurs et portant en elle-même le danger d'une subordination des relations internationales aux ordres d'un despote, et, sous l'influence des guerres de plus d'un quart de siècle contre Napoléon, la pensée de l'unité européenne se ranima et de même l'idée du caractère mutuel concernant les droits et obligations des États. Le trait caractéristique du 19^e siècle fut que l'idée nationale et l'idée de l'internationalité en apparence contradictoires se développaient parallèlement. Il est à mentionner au point de vue de la consolidation de l'ordre juridique que la pensée de la solidarité mutuelle des peuples devenait, d'une manière progressive, plus efficace.

Dans la période allant de la Révolution Française jusqu'à la première guerre mondiale, le soutien des prérogatives et droits des États dans les rapports internationaux fut estimé tout naturel. Le développement de la conception concernant le statut juridique de l'État, à cette époque, avait un caractère sous plusieurs aspects semblable au développement de l'idée sur la liberté du commerce. L'entrée en vigueur de l'idée sur la liberté du commerce exerça, au début, une influence négative puisqu'elle a entraîné l'élimination des contraintes économiques des temps écoulés, mais sans qu'elle eût signifié elle-même une sorte quelconque de contribution constructive à la politique d'économie internationale.

Le développement international menait au renforcement de la conception concernant la souveraineté absolue et l'apparition de la conception de l'État juridiquement organisé ne s'avérait pas suffisamment capable d'empêcher ce développement.

Pendant la période de la naissance de la philosophie du droit une conception vitale s'est développée, accentuant l'existence d'une communauté du droit universel. Les auteurs de ce temps, parmi lesquels nous citons p.ex. Francisco de Vitoria, pensaient que les États en conséquence de se voyant obligés de recourir l'un à l'autre, constituaient une communauté universelle, une «*societas gentium*»; il est à prendre en considération en outre que Hugo Grotius en exposant son système juridique, basa sa théorie sur la conception d'une communauté des États impliquant le monde entier, puisqu'ils aient été ralliés sous l'égide du droit.

Pour ceux qui contestent l'existence du droit international, la pensée d'une communauté du droit universel ne se présente, évidemment, qu'en forme d'un mythe quelconque. Ils acceptent l'existence d'une communauté embrassant la civilisation occidentale, ou bien ils sont assez réalistes pour reconnaître que selon «la théorie des intérêts» la grande variété des liens rattachant les États produisait une sorte de communauté inter-étatique, aux

fins de la réalisation plus efficace de leurs buts étatiques, mais, selon leur opinion, les liens se formant des règles juridiques ne sont à considérer en tant que base de cette communauté *réelle*. Ils n'acceptaient, cependant pas encore à l'unanimité l'idée de la communauté du droit universel, même s'ils reconnaissaient que la réalité du droit constitue une des données constantes sur lesquelles les relations en question se basent; et cette divergence de vues se rapportait à la nature de la communauté du droit universel aussi.

Il fut admis généralement que le principe du droit suppose a priori l'existence d'une communauté. Ceux qui *contestaient* la réalité d'une communauté juridique furent forcés souvent de se placer sur un terrain du même ordre, en constatant que dans la sphère internationale ne se trouvent pas de pareilles institutions à celles des communautés étatiques, comme p.ex. le pouvoir législatif, judiciaire et exécutif. D'après les tenants de cette opinion ce seraient les institutions permanentes qui représenteraient les conditions d'une communauté juridique et ils ne reconnaissent dans l'évolution verticale de la vie commune de l'humanité que deux étapes ou alternatives possibles et succédant à l'état de l'anarchie complète: une société purement réelle représentant seulement une vie mécanique en commun avec plusieurs organismes nationaux et indépendants les uns des autres, ou bien la société organisée juridiquement, disposant des règles d'attitude définies d'avance et possédant plusieurs organes de coopération et d'exécution: c'est-à-dire une société apparue sous la forme d'une personne morale. Des tentatives désireuses de maintenir le caractère juridique du droit, mais refusant en même temps la possibilité de l'existence d'une communauté juridique sur le plan d'un système juridique, ne firent défaut non plus. C'était l'opinion de Walther Bruckhardt aussi qui prêta une nature spéciale au droit international et en vit un droit rationnel forcé par la nécessité. Mais un droit international de cette sorte ne ne serait à cause de ses abstractions que bien inconstant, sans représentant ni le droit positif, ni des normes morales ou bien politiques, et aurait été fondé seulement sur l'axiome d'après lequel les relations mutuelles inter-étatiques se dirigeraient inévitablement par des principes rationnels.

En ce qui concerne la notion de la communauté, on pourra se poser la question, la société «de facto» considérée comme premier stade de la communauté apparue d'une forme primitive et sans qu'elle ait possédé de normes juridiques réglant l'attitude de ses membres, à quel point diffère-t-elle de l'état de l'anarchie, et comment serait-il possible de s'imaginer, en général, une communauté, tant primitive qu'elle soit, sans un certain ordre juridique? On pourra se questionner d'autre part aussi, quelle serait la base de la distinction tracée par la sociologie concernant la communauté et la société, la communauté n'indiquant qu'une agglomération dont la force conservatrice consisterait dans la solidarité mutuelle des membres, c'est-à-dire dans une certaine symbiose, tandis que, selon cette distinction, la société serait caractérisée par l'adéquation des intérêts opposés. Il semble être tout de même plus correct si on était de l'avis que la distinction catégorique entre la communauté et la société conçue initialement par Tönnies, ne soit qu'une division générale et qui n'exclue pas de formes interposées, — autant que le prouve la vie réelle aussi. C'est ce point de vue qui fut accepté, entre autres, par Paul Roubier qui était de l'opinion qu'en ce temps-là il ne s'agissait pas encore de l'édification d'une nouvelle société qu'on aurait pu considérer comme personne morale; cette opinion tâchait de s'appuyer, en

effet, sur la circonstance que l'équivalent de cette situation se trouve dans le droit privé dans le sens lorsqu'un but visé mutuellement par plusieurs personnes ne se trouve pas en face d'aucune personne morale. («Gemeinschaft zur gesamten Hand»). G.A. Walz pense-t-il, lui encore, quoiqu'une sorte quelconque d'une communauté soit indispensable pour faire naître un ordre juridique, mais il en ne résulterait pas tout de même qu'une communauté servant comme base d'un pareil système, devrait être, par regard de sa structure, identique à la communauté massée dans l'État et connaissant déjà le droit à l'intérieur de l'État, et il serait incontestable, selon lui, qu'il existe dans la réalité une communauté, restreinte sans doute à peu de domaines de la vie.

La notion de la communauté juridique se rattache strictement au concept créé sur le caractère du droit. D'après l'opinion générale, l'expression du «droit de coordination», tel qu'il est par sa nature, fut employée en contraste du «droit de subordination», ce dernier étant basé, en effet, sur le pouvoir considéré comme le droit interne de l'État et qui porte en soi, notamment, les signes spéciaux du droit public. Il est à mentionner concernant la réglementation juridique coordinative que son trait caractéristique consiste en cela qu'elle se base sur un ordre juridique et conventionnel, dont la tâche, paraît-il, se limiterait en principe à ce qu'elle assure la maximale indépendance et liberté que possible aux membres disposant de droits égaux.

Ce n'est donc la vie commune des membres qui est exprimée par la communauté, mais sa portée se trouve dans une coordination quelconque des membres de la communauté, et la tâche du droit ne consiste que du règlement des rapports de leur coexistence. Au droit de coordination n'incombe que la tâche d'assurer le minimum d'un ordre qui est en mesure de rendre possible l'harmonie des droits de liberté.

Concernant le domaine du droit, l'acceptation du concept du droit de coordination pourrait guider, paraît-il, facilement au subjectivisme. Cela signifie qu'en désirant expliquer la réalité du droit dans la vie internationale, ce n'est pas le droit objectif en sa qualité de règle, mais ce sont les droits subjectifs des États, c'est-à-dire l'ensemble des États avec leurs intérêts individuels qui nous servent comme points de départs. Une communauté qui, selon une pareille conception n'aurait pas d'autre rôle que de se rendre garant des droits de tout le monde, ne serait qu'une simple sommation des États dont chacun d'eux suivrait ses propres intérêts.

La présentation du droit comme droit de coordination semble répondre, sous plusieurs rapports, aux faits internationaux. Quoique l'ordre juridique de coordination n'est pas acceptable dans un sens allant jusqu'aux dernières conséquences et prétendant qu'un pacte, c'est-à-dire la volonté des États constitue le fondement de tous les droits, — ce qui équivaldrait en réalité à la négation de la possibilité du droit international, — et bien que le fait de l'acceptation de l'existence des droits subjectifs ne guide pas, en nulle façon, à la légalisation d'un exercice abusif du droit subjectif, il paraît tout de même que la tâche essentielle du droit de coordination tende à ce qu'elle fixe les limites sous le rapport des droits subjectifs concurrents. Certes, le droit international a-t-il en conséquence de sa teneur, pour la majeure partie un caractère formel, il s'agit d'un droit de procédure ne contenant que très rarement de règles matérielles. La paix et la conservation de la paix devraient être les questions fondamentales de cet ordre juridique et

pourtant, pendant des siècles jusqu'à nos jours on est arrivé seulement à la prise de position juridique selon laquelle un certain formalisme avait été imposé à la guerre, celui-ci même étant menacé par le développement des temps nouveaux. Le fait que les règles du droit international ont, pour la plupart, un caractère arbitraire puisque l'exercice de ce droit n'est pas obligatoire, contribue aussi à l'obscurcissement des contours de l'image créée sur le droit international.

Ce sont les problèmes sur lesquels s'appuient les deux arguments majeurs, opposés à l'affirmation mentionnée d'habitude qu'on peut parler, au domaine du droit, d'un véritable «ordre». Les normes portant la dénomination du droit seraient, d'après le premier argument, pauvres et dispersées qu'elles sont, à peine à considérer comme moyens de la formation d'un système cohérent de la vie. Selon l'autre argumentation il n'existerait pas un droit imposé et mis au-dessus des États, ainsi qu'on ne trouve non plus aucune communauté qui conserverait les valeurs communes.

En ce qui concerne le premier argument: le nombre et contenu modestes prétendus des règles juridiques ne peuvent pas signifier une base réelle de référence à l'encontre de la cohérence objective de l'ordre juridique.

Il est à constater déjà que Hugo Grotius était convaincu, entre autres, de l'existence des principes juridiques absolus et obligatoires pour les États et c'est ainsi qu'il resta bien éloigné du relativisme basée sur la théorie de la relativité des valeurs, celle-ci étant jusqu'aux dernières années de nos temps l'idée en vogue de certains cercles et qui portait la tendance en soi de revêtir la forme du subjectivisme, de plus, à ce qu'elle achève de se transformer en nihilisme contestant toutes les valeurs. On pourrait estimer que ce fut Spinoza qui premier en date, s'eût opposé au système de Grotius; sa thèse principale était que chaque'un dispose d'autant de droit que son activité et pouvoir sont-ils larges, ce qui signifiait en réalité qu'il refusa la reconnaissance de la valeur du droit. La tendance désireuse d'éliminer en façon progressive du droit les valeurs standards spirituelles culminait dans le positivisme juridique. Cette doctrine exerça une grande influence, non seulement au siècle passé, mais elle exerce une grande influence au cours du siècle présent aussi et selon laquelle n'est à reconnaître comme droit valide que celui qui naît par la volonté des États et qui ait un caractère positif basé sur l'expérience. Il faut admettre que l'apparition du positivisme était en réalité une réaction saine, provoquée par quelques variations ambiguës et confuses de l'école du droit naturel, affirmant que la *raison* la nature des faits ou d'autres conceptions générales seraient les bases du droit; et cela facilite non seulement les perceptions diverses du droit, mais de s'en servir aux fins d'un camouflage du despotisme aussi. Mais le positivisme poussé à l'extrémité signifie que le droit ne représente que la volonté de celui qui l'a constitué, représente, en effet, une ordonnance rigoureuse à exécuter, ce qui est désigné par la définition de Lénine comme «moyen de coercition» et signifie la légalisation de la situation politique. A juste titre peut-on poser la question, serait-il possible de parler, sous ce point de vue, du droit et le suédois Vilhelm Lundstedt est d'avis, effectivement, qu'il n'existe tout simplement aucun droit et que le droit de la partie règne entre les peuples qui dispose des armes techniques les plus puissantes. Une pareille conception de la base du «droit» ressemble à ce qu'avaient acceptée, en son temps les adhérents du national-socialisme. Eux aussi étaient d'avis que le droit se range à côté du plus fort, ils estimaient même de pouvoir prétendre

qu'il existe un droit basé sur les intérêts individualistes et égoïstes des membres de la communauté internationale et qui par conséquent ne soit ni universel, ni absolu.

Morgenthau pensait de voir un paradoxe étrange à ce qu'un peuple quelconque considéré au sens moyen puisse accepter concernant le droit international un point de vue plus sceptique et plus réaliste c'est-à-dire plus scientifique qu'était celui de la doctrine même du droit. Une opinion pareille d'un peuple quelconque compris au sens moyen, ne serait à justifier que s'il s'agissait d'une doctrine utopique, mais il est à admettre cependant que «l'homme de la rue» possède une vue certaine et inchangée du droit en prétendant que «même l'incendie ne fait pas périr la justice» et que le droit resterait droit, même s'il était violé. Le droit donc, comme il est compris par «l'homme de la rue», est basé, en l'exprimant avec d'autres mots, sur des valeurs générales et objectives et d'après son point de vue les nihilistes reniant le droit, seraient des gens «méditatifs» erronés qui se mouvraient dans une vie d'une «échelle plus haute» et aberrée.

Selon la tradition qui remonte aux siècles les plus anciens de l'Antiquité et étant valide en nos jours aussi, l'opinion se tient que des valeurs objectives et absolues doivent constituer la base du droit international. La naissance et la conservation de cette tradition a, sans doute, un vaste fondement empirique et réel. Le point de vue semble être justifié, dans de telles circonstances, que le droit positif ne renferme pas le cercle entier de l'expérience juridique et il faudrait qu'il existe un «*ius quia iustum*». Cette vue signifie que le mandat impératif et l'ordre ne sont pas des attributs essentiels du droit: les normes constituent une forme transitoire entre les impératifs et les déclarations qui constatent, mais n'ont pas de caractères impératifs. Ce n'est que le positivisme juridique exagéré qui ait obscurci cette notion remontant aux temps ancestraux, et d'après laquelle l'État n'est pas une unité autoritaire groupant les individus, mais une communauté rationnelle et morale à laquelle se rattache la vie collective des hommes. Il est à supposer, par conséquent, que les rapports inter-étatiques reposent de même sur des valeurs générales et objectives, sur des principes juridiques fondamentaux.

La souveraineté de l'État socialiste, sa politique extérieure et intérieure sont influencées par des facteurs de dehors aussi, mais au cours de la direction de la société, — et dans les cadres de la relation de la dépendance objective, — l'État doit être indépendant *de ces influences de puissance*: c'est ce qui constitue le côté extérieur de la souveraineté de l'État socialiste. Les deux côtés forment *un complexe*, car «ne peut être indépendant un État qui ne dispose pas de pleins pouvoirs sur son propre territoire et l'État dépendant de l'un d'autres puissances n'est à considérer, même sur son propre territoire, comme possesseur du pouvoir suprême».

Il faut s'étendre sur le problème que la notion de la souveraineté est employée dans la littérature des sciences politiques souvent dans des sens bien différents. Dans son étude concernant la souveraineté, W.J. Stankiewicz distingue la théorie classique (conçue par Bodin, Hobbes) de la souveraineté, à l'opposé de laquelle «la critique nouvelle essayait de discréditer la souveraineté par trois tendances: à la base du sémantisme, de l'empirisme et de la théorie. L'argumentation sémantique prétend que l'expression possède trop de signification. L'empirique se plaint que la souveraineté par ses caractéristiques classiques serait impossible d'identifier et mesurer. Et le

moraliste se plaint, cependant, que la notion se heurte contre d'autres valeurs, surtout contre les principes de l'ordre.»

La souveraineté signifia initialement, comme elle fut interprétée par Bodin aussi, le pouvoir non lié par le droit, disposant du monopole de la législation suprême et de l'application du droit, en outre disposant de celui de la contrainte étatique; il fit donc ressortir le côté *intérieur* de la souveraineté, de la même manière que l'avaient fait plus tard les classiques du marxisme aussi. Dès la fin du 19. siècle, commençant par l'époque de l'essor des mouvements d'indépendance, l'idée de la souveraineté fut considérée de plus en plus identique *au droit de l'auto-détermination* et c'est ainsi qu'elle perdit presque, par l'accentuation exagérée du côté extérieur, les éléments de notion des relations du pouvoir étatique interne. Ce point de vue injustement unilatéral était la conséquence, pour la plupart, d'une explication exagérée concernant l'aspect international du droit. De pareilles définitions peuvent être acceptées par rapport de la détermination du côté extérieur de la suprématie du pouvoir public, mais ne sont pas à considérer comme étant complètes.

Dans la relation des deux côtés de la souveraineté c'est le côté intérieur qui est d'une importance plus grande, car la souveraineté étatique en tant qu'universalité se présente vers l'interne, toujours en qualité *du sujet* des décisions et d'un caractère *actif* et opératif, tandis que l'indépendance au cours de son contact avec d'autres États, vers l'extérieur embrasse plusieurs éléments de la *non-action* aussi (p.ex. l'interdiction de la force, de l'intervention, etc.).

Georges Lukács éclaircit une autre, encore plus importante corrélation: «... si nous désignons la politique comme une action humaine voulant créer, modifier, etc. des institutions, le rôle original et créatif incomberait exclusivement à la *politique intérieure* et ce serait naturellement la fonction, en même temps, prêtant le caractère expressif à la nature hétéronome de la politique, tandis que dans la *politique extérieure* les institutions fonctionneraient comme existantes et les tâches les plus particulières de la politique extérieure seraient leur conservation ou l'extension de leur sphère de domination, ce serait alors une sorte d'action politique secondaire en comparaison de son véritable, et naturellement hétéronome «essentiel». La notion de l'État socialiste renferme les éléments principaux suivants:

a) le critère fondamental de l'essentiel de l'État socialiste concernant ses relations extérieures et intérieures;

b) la suprématie relative du pouvoir politique de l'organisation étatique socialiste au-dessus de la société (celui-ci étant déterminé socialement);

c) cette relation politique s'exprime en général, et surtout dans la phase du développement de l'évolution socialiste, sous une forme juridique aussi.

Le sujet de la souveraineté est l'État; il le faut séparer sous ce rapport de la *souveraineté nationale* et de la *souveraineté du peuple*. C'est une réponse acceptable à la question pourquoi le sujet de ces souverainetés est-il la nation, respectivement le peuple, mais ainsi l'expression de la souveraineté étatique ne peut s'employer dans son sens effectif, car la suprématie signifie toujours une *suprématie en exclusivité* et dans une société donnée trois suprématies du pouvoir ne peuvent pas exister à la fois.

a) La souveraineté nationale signifierait selon la logique formelle une suprématie par laquelle le sujet du pouvoir suprême politique, la totalité de la nation ferait valoir son intérêt dans les questions de la politique extérieur

et également dans celles de la politique intérieure. Mais comme le pouvoir institutionnel, universel et suprême politico-juridique ne peut caractériser que l'État, la notion de la souveraineté ne peut pas être employée dans un sens pareil. Lorsqu'on ne se rapporte qu'au côté extérieur, on se rapproche mieux de la solution. Le manque de l'indépendance de la politique extérieure et intérieure d'un État quelconque se présente d'apparence, en effet, comme la dépendance de la nation, mais ce rapport est transformé par le *pouvoir étatique* en direction de la société, et l'essentiel y consiste aussi dans le manque de la totalité de la souveraineté étatique.

D'après la conception la plus répandue, la souveraineté nationale est identique au *droit d'autodétermination*, cette dernière expression désignant le droit de tous les peuples et nations de disposer librement, exempt de toute intervention, de leur statut politique et de la formation de leur développement économique et socio-culturel. La notion se présentant tout d'abord comme but politique, fait partie également de la théorie bourgeoise et marxiste concernant l'État et se trouve formulée plus tard comme principe fondamental et international dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies aussi.

Il paraît, cependant, que l'existence simultanée des notions du droit d'auto-détermination et de la souveraineté étatique *s'excluent*. En effet, soit qu'une nation faisant usage de son droit d'autodétermination, ait acquis son existence nationale, son droit d'auto-détermination s'exprimerait dans le côté *extérieur* de la souveraineté étatique. S'il existait donc une souveraineté étatique, ne serait-ce qu'une contradiction de parler, en corrélation de l'État donné, d'une auto-détermination réelle. Si par contre la nation avait perdu ou n'avait pas encore acquis son existence nationale et parallèlement sa souveraineté nationale, le droit d'auto-détermination serait une prétention réellement existante de la nation.

L'interprétation bourgeoise de l'idée nationale dissimule considérablement la structure interne de la société, la hétérogénéité d'intérêts, en conséquence de quoi le problème qu'on trouve par derrière de l'accentuation du droit d'auto-détermination d'autres intérêts politiques divergeant de ceux de la nation aussi, est rejeté au second plan. Ainsi, le droit d'auto-détermination *ne peut être une visée absolue*, parce qu'il est inséparable de son rapport au développement social. Lénine le signale sans ambiguïté, en énonçant les suivants: «... nous, les communistes ne pouvons porter assistance aux mouvements bourgeois de liberté des pays coloniaux et ne les soutiendrons que dans le cas, où ces mouvements soient en réalité révolutionnaires et que leurs représentants ne nous empêchent pas d'enseigner et d'organiser la paysannerie et les masses exploitées dans un esprit révolutionnaire». La notion du sujet du droit d'auto-détermination peut être définie avec précision, par regard de sa séparation de la souveraineté étatique, en ce qui suit: *c'est une communauté pouvant être délimitée ethniquement et existant dans un État multinational, dont les intérêts objectivement séparés seraient réalisés progressivement par le changement de sa position (en première ligne de celle concernant le droit constitutionnel) à l'intérieur de l'organisation étatique, ou par la formation d'une nouvelle existence nationale, ou bien par son adhésion à un autre organisme étatique*. Cette définition est d'un sens plus étroit que celle de «toutes les nations et tous les peuples»; la cause en est tout d'abord qu'il serait contradictoire en soi-même de parler du droit de disposer de lui-même dans le cas de l'existence d'un État national. En outre,

la définition stalinienne de la notion semble être trop formelle. («La nation est une communauté permanente et formée historiquement par des hommes et qui est issue à la base de la complexion psychique commune de la communauté de la langue, du territoire, de la vie économique et de la culture».) Ce sont les nations formant un État qui réalisent surtout l'unité économique et territoriale, ce qui cependant en même temps ne s'accommode pas à la notion du droit d'auto-détermination. Simultanément, d'après la définition donnée, le défaut de l'unité économique et territoriale ne permet pas de parler d'une nation; on arrive alors finalement à la constatation qu'il n'existe pas de nation sans État.

Il est à souligner une fois de plus que l'exercice du droit d'auto-détermination d'une communauté ethnique doit avoir un caractère *progressif*. Les classiques du marxisme n'avaient soutenu que les mouvements nationaux dont le mouvement d'indépendance s'attachait au progrès et à la démocratie. Lénine conçoit cette situation de la manière «que le prolétariat reconnaît l'égalité en droits et les droits égaux à la formation d'un État national, mais il estime davantage et met avant toutes les aspirations l'alliance des prolétaires de toutes les nations et apprécie toute séparation nationale d'après le point de vue de la lutte de classe des ouvriers».

b) Il paraît que la corrélation de la souveraineté étatique et celle du peuple soit une connexion plus simple. La souveraineté du peuple signifie, dans un sens plus large, la suprématie du peuple, le pouvoir du peuple, ce qui s'attache à l'exercice de la souveraineté du type d'État socialiste, *la souveraineté du peuple est donc la dénomination politique de la souveraineté de l'État socialiste*. L'expression de la souveraineté du peuple n'allègue que secondairement le sujet des décisions des pouvoirs publics de la société socialiste, elle désigne en première ligne que l'intéressé et l'objet de la décision du pouvoir étatique peuvent se rapprocher plus que jamais jusqu'à présent.

La notion de la souveraineté du peuple se forma au cours de l'époque précédant les révolutions bourgeoises, comme pivot du développement idéologique, conformément à la ligne de l'évolution effective de la société. Mais dans ce cas-là *on ne peut plus* parler de la souveraineté du peuple, de plus d'aucune relation politico-autoritaire, puisque l'auto-gestion communiste est une forme de gestion sans institutions politiques et juridiques.

En examinant les corrélations des souverainetés nationales, populaires et étatiques, on pourra conclure à ce qu'elles ne sont pas de phénomènes simultanés dans la marche du développement de l'organisme étatique, mais *elles se rallient aux diverses phases de l'existence nationale*. La souveraineté nationale se rattache à l'État futur, la souveraineté du peuple est la dénomination répandue de la souveraineté de l'État socialiste réalisé, qui cesse par le dépérissement de l'État.

2. Les fonctions de l'État socialiste

1. La définition des fonctions de l'État socialiste remue, à plus d'un titre, d'importantes questions de la théorie de l'État. D'une part, les théories non-marxistes contestent en général l'existence de l'élément politique dans les fonctions de l'État, et d'autre part, dans la littérature marxiste ne s'est pas formé encore un point de vue unanime non plus, ni sur la définition des

fonctions de l'État socialiste, ni concernant la formation des types de fonctions.

L'approche fondamentale de ce problème par le marxisme consiste en ce que le caractère de classe s'intègre à ses fonctions aussi, *son contenu a donc en priorité un caractère politique*. Au-delà de cette constatation, Marx et ses collaborateurs ajoutèrent encore que celles-là servent à la formation des relations sociales réglées, exprimant tous les intérêts de la société.

En adaptant les constatations de la logique dialectique aux relations de l'État socialiste, on pourra poser en fait que les fonctions de l'État socialiste signifient, dans le sens le plus général, les qualités des parts de l'organisme étatique qui se font valoir soit à l'intérieur de l'organisme de l'État, soit à son extérieur, mais ces qualités ne caractérisent pas l'unité d'organisme en question hors des corrélations de l'organisme étatique. Au cours de l'interprétation de cette détermination on peut constater que:

a) aucune unité d'organisme de l'État socialiste ne peut répondre à sa destination sans qu'elle occupe une place *stable, permanente et fixe* à l'intérieur de l'organisme étatique. En effet, c'est la condition première à ce que les règles normatives se rapportant à l'édification et à la fonction de l'unité d'organisme ne soient, dès leur début, contraires à leurs fonctions:

b) l'activité de l'unité d'organisme de l'État socialiste ne caractérise pas la fonction de l'organisme de l'État socialiste qu'en fonctionnement harmonique avec d'autres organismes — en première ligne avec des organismes étatiques — (l'examen de la fonction des organes représentatifs ne peut pas avoir lieu p.e. isolé sans l'analyse de ses rapports avec l'appareil exécutif et administratif, sans celui de ses rapports avec la juridiction);

c) la fonction peut s'exprimer en actions se concentrant également aux relations *intérieures* ou *extérieures* de l'organisme étatique socialiste. Les premières sont, sans doute, les typiques, mais en distinguant les relations externes et internes de l'État, il sera tout de même motivé de ranger dans la sphère des fonctions étatiques, les formes d'activité externes aussi.

La fonction de l'État socialiste se place, d'un aspect plus proche, *entre l'activité concrète des organes étatiques particuliers et entre les buts fixés à l'État*, mais elle n'est pas identique ni avec la première, ni avec la deuxième. L'idée de la fonction de l'État socialiste signifie, sous ce rapport, *les principaux groupes d'orientation de l'activité déployée par les organes étatiques socialistes aux fins d'atteindre des visées sociales*, et embrassant de plus ou moins longues périodes. L.I. Casque et L.V. Nicolaieva prêtent une importance primordiale au cours de leurs recherches sur des fonctions étatiques, à la théorie de système «... le but est le facteur qui intègre l'activité et forme le système, il est le critère fondamental de la définition de maints éléments de l'activité. L'activité changeante, en corrélation avec beaucoup de ses éléments, change difficilement la structure de l'activité, le but reste cependant invariable jusqu'à la date de la réalisation. Le but est le critère de l'appréciation de l'efficacité de l'activité aussi.»

On peut établir des types de fonction de l'État socialiste *en fonction des principaux groupes d'orientation de l'activité des organes étatiques*. On trouve des accès qui, suivant l'articulation de la division du travail à l'intérieur de l'organisme étatique, forment l'idée de la fonction de l'État en additionnant les diverses fonctions des types particuliers d'organisation.

Un autre partage possible des fonctions de l'État socialiste prend en considération la distinction des côtés *politiques* et *organisateurs*. Il en est à

ajouter en supplément que l'État n'existe *qu'en unité* de ces fonctions et l'une d'elles se réalise à travers de l'autre. La concentration et la décentralisation étatique des excédents de la production créés par la société socialiste servent à l'organisation des fonctions de la société entière et à son approvisionnement, d'une part, et expriment les intérêts de la classe ouvrière accomplissant des fonctions organisatrices et de direction, d'autre part. Un des exemples les plus caractéristiques et y relatifs se prononce dans le niveau de la politique sociale. Celui-ci était tout d'abord clairement, sans équivoque l'élément du côté politique et s'est différencié dans la société par l'intermédiaire de la préférence d'intérêt politique. Mais il présenta par ailleurs, avec le développement de la société socialiste, de plus en plus un intérêt général et global pour la société.

2. Mais en examinant les fonctions de l'État socialiste, il paraît être plus opportun d'élaborer de tels groupes d'activité qui caractérisent — bien qu'en proportions différentes — tous les types d'organismes étatiques, et ainsi l'unité globale de l'organisme socialiste étatique aussi. *En soumettant à l'examen les formes des fonctions de l'État socialiste, entre les pôles du but et de l'activité, le critère le plus important servant à la formation de catégories se montre au terrain de la formation des relations sociales déterminé par le but étatique de l'action donnée, respectivement dans la sphère où se fait valoir l'activité concrète des organes de l'État.*

On peut décomposer la formation socio-économique socialiste en échelons économiques, politiques, en outre idéologiques. Toutes les trois sphères sont présentes à l'intérieur de la société en question, mais au plan international aussi. Une décomposition ultérieure et interne pourra se faire dans le règlement des relations à l'intérieur de la société socialiste en ce que la direction principale de l'activité se rapporte soit à ses propres relations internes, soit à l'externe, à la société globale.

La raison d'exister de la notion des fonctions à l'intérieur de l'État est motivée par le fait que *l'État possède aussi des buts réalisés par sa propre activité se concentrant vers son intérieur. Dans le domaine économique, on l'aperçoit dans l'assurance des conditions objectives et matérielles du fonctionnement de l'organisation étatique. Au domaine politique, on peut y ranger le système de prise de décision touchant les relations d'intérêts internes de l'organisation étatique (p.e. la politique de cadres). Dans la sphère de ses fonctions idéologiques internes, l'organisation étatique prend les soins de l'augmentation du niveau des connaissances idéologiques et professionnelles de l'appareil de l'État.*

Le système des fonctions réglant les relations économiques, politiques et idéologiques de l'État socialiste est traditionnellement accepté et dans ses fondations bien élaboré. Les fonctions économique-organisatrices n'étaient pas toujours remplies par l'État sur un domaine bien large. Cette fonction est, dans les États du type exploitant, d'une intensité incomparablement plus faible et elle a aussi, au point de vue du contenu, une autre signification comme dans les États socialistes. Elle est relativement peu développée dans l'État capitaliste basé sur la concurrence libre: mais son intensité *augmente* et son contenu s'élargit. par ailleurs, dans l'État capitaliste de l'époque de l'impérialisme, lorsque l'État s'ingère plus fortement dans la vie sociale pour contrebalancer les dysfonctionnements produits par la spontanéité des processus économiques.

La fonction économique-organisatrice est une fonction fondamentale dans

l'État socialiste. C'était en outre la source de la vue simplifiée et exprimée dans la littérature socialiste en prétendant que, la fonction économico-organisatrice ne pourra pas être réalisée par un État exploitant, mais seulement par l'État socialiste, l'économie entière dans l'État exploitant se trouvant en mains des propriétaires privés et pas en celles de l'État.

Par contre il est un fait que quelques États capitalistes de l'époque de l'impérialisme reprennent, dans un certain cercle, l'organisation partielle de la vie économique et commune. (Extension de la propriété étatique dans le système de la production, des prestations, la politique sociale, etc.)

La fonction économico-organisatrice de l'État socialiste s'exprime dans la priorité de la propriété étatique, dans la *planification* de la production en une mesure globalement sociale, en outre dans la *rédistribution* et réglementation du produit global et des prestations de la société. Mais la planification ne signifie pas, même sous les conditions du socialisme, qu'on a pu changer les tendances spontanées se présentant dans la sphère de l'économie en un état complètement réglementé. La planification ne garantit pas en elle-même le développement d'une situation qui permettra à l'État de procéder à toutes les modifications suivant le mode prévu et planifié. Le rôle économique de l'État socialiste rétrécit incontestablement, la *sphère de la spontanéité*, mais ils existent toutefois des gestes économiques qui s'avèrent, à l'opposé des intentions de l'État socialiste qui se présentent comme «sous-produits» imprévus de ses dispositions.

La redistribution du produit global de la société et des prestations se réalisent aussi dans le cadre des fonctions économico-organisatrices de l'État socialiste. C'est que l'État socialiste n'assure pas la participation au partage des biens sociaux produits à la base du droit de participation à la production. Il en découle que, sous conditions du socialisme, la possibilité existe de *regrouper* une partie déterminée du produit global de la société, aux fins du développement des branches économiques arriérées, ou bien à l'assistance des couches économiquement plus faibles de la population.

La redistribution des produits s'était réalisée par de différentes décisions économiques pour la plupart, à la base de normes juridiques. Ces décisions n'assurent pas dans le socialisme l'égalité, dans le sens que, du produit global de la société chacun aura l'occasion de faire face à ses besoins d'une mesure égale. La cause en est que dans le socialisme ce n'est qu'une *quantité restreinte* des produits et prestations dont on dispose et les actions des gens sont motivées de *facteurs nombreux subjectifs* qui caractérisent fondamentalement la société capitaliste. Il est à constater de même que la redistribution des prestations et des produits sociaux peut s'avérer disfonctionnelle, de la façon que le socialisme, quoiqu'il ait supprimé l'acquisition à caractère de classe, la redistribution peut contribuer pourtant à la possibilité de l'apparition d'un conflit des intérêts entre les couches particulières de la société. L'oppression de ces symptômes disfonctionnels exige l'accession d'un niveau objectif et subjectif convenable du développement social.

Au cours de la première phase de l'édification de l'État socialiste c'est l'oppression interne et la suppression des tentatives à la restauration qui représente la fonction principale.

La littérature relative à la théorie de l'État socialiste indique que cette fonction principale *ne se fait pas valoir au même degré et à la même manière*, ce qui est prouvé par le développement de l'État soviétique et l'État démocratique populaire aussi.

Cette fonction primaire et fondamentale s'est réalisée, au cours du développement de l'État démocratique populaire, d'une autre manière qu'en Union Soviétique. La transformation démocratique populaire était plus graduelle et relativement plus paisible. Ces particularités ont donné l'occasion à la bourgeoisie dépouillée de son autorité d'essayer à se servir des cadres constitutionnels et juridiques aussi aux fins de regagner ses positions de classe. Au cours du développement étatique des démocraties populaires des heurts guerriers ouverts n'ont pas eu lieu avec la bourgeoisie, ce qui a rendu possible qu'elle retire ses forces avant leur anéantissement total. Mais de l'autre côté, sa position était plus désavantageuse, puisque les forces armées de l'Union Soviétique ont rendu impossible d'atteindre l'assistance d'intervention ouverte de la bourgeoisie internationale. C'est pourquoi la résistance de la classe exploitante se tournait vers des formes politico-étatiques de la démocratie populaire, par la voie de la désorientation, des provocations, etc. des masses égarées.

La destruction complète du pouvoir effectif de la bourgeoisie était donc au cours de la révolution démocratique populaire, sous un certain rapport, plus difficile. Les forces de la bourgeoisie ont pu jouer, même après leur évincement effectif du pouvoir politique, un rôle important au domaine de la vie sociale, économique et culturelle. Point de doute que dans cette phase aussi, la fonction principale de l'État socialiste ne fût la liquidation complète de la résistance des classes exploiteuses se présentant sous maintes formes. Mais, dans la période de l'édification complète et définitive du socialisme, cette fonction est de plus en plus en changement parce que parallèlement au développement des conditions sociales cesse la base d'existence des classes exploiteuses.

Une certaine fonction culturelle et éducative a été exercée, prenant en considération le pouvoir idéologique de la classe dirigeante, par chaque État. L'importance de cette fonction augmente à présent dans l'État capitaliste aussi. Cette fonction se montre fondamentalement dans la tendance d'influencer et former la conscience des citoyens.

La base de la formation de la conscience est la constitution d'un système de connaissances son développement constant. Ce système se rapporte au même degré à la nature et à la société. En ce qui concerne la science se rapportant à la nature et à son application, la société globale en est intéressée, celle-ci, en général, ne se mettant pas en opposition avec les expériences et intérêts des classes particulières. Quant aux connaissances relatives à la société, cela diffère. Prenant en considération qu'il existe plusieurs classes dans la société, chacune des classes acquiert des expériences spéciales sur la vie de la société. La base des connaissances sociales n'est pas donc constituée par la pratique de la société globale, mais par l'expérience historique de la classe, c'est-à-dire la lutte de classe. L'intérêt de classe et l'expérience de classe, auprès d'autres nombreux facteurs, différencie les connaissances aussi. L'idéologie marxiste-léniniste joue un rôle actif et constructif dans l'édification de la société socialiste. Les prétentions et moyens proposés par l'idéologie marxiste-léniniste contribuent à la satisfaction des intérêts de la population entière et sont capables d'exprimer des intérêts universels de la société. Ce caractère double de l'idéologie marxiste-léniniste donne la possibilité à la direction objective du système d'attitude humain.

L'idéologie marxiste-léniniste renferme des notions et thèses qui

reflètent l'intérêt général de la classe ouvrière, mais dans le fond celui de tous les citoyens. Tout cela n'exclue pas, par ailleurs, la présence des éléments non-marxistes dans la société socialiste. Parmi ces conditions il constitue donc une tâche dominante de la fonction culturelle et éducatrice de l'État socialiste qu'il évalue convenablement et d'une manière adéquate à la réalité les idées différentes, mais maintes fois formellement identiques et qu'il les *fasse accepter* en se servant du moyen de la persuasion. L'État socialiste accomplit sa fonction culturelle et éducatrice surtout par la mise en jeu des moyens de communication de masse.

Ce sont les grands moyens de l'information qui contribuent à atteindre la domination de l'idéologie de la classe ouvrière et que la situation politique appuyée sur l'idéologie marxiste soit répandue généralement. La fonction culturelle et éducatrice de l'État socialiste tend à ce qu'on exploite et exprime des valeurs assurant que les membres de la société socialiste donnent la preuve des attitudes et des comportements de contenu collectif désirés.

L'accroissement de la division du travail international nécessite aussi la coopération inter-étatique d'une mesure plus élevée. Ce processus est le plus marquant *dans la sphère des relations économiques*, la naissance des grandes organisations économiques internationales exigeant la formation de la fonction économique de l'État en direction de l'extérieur. Ce processus est surtout frappant dans les relations mutuelles des États socialistes. L'intégration économique a animé *la fonction politique extérieure* aussi. L'exemple caractéristique en sont les visées et actions de l'État s'attachant aux diverses organisations internationales. Les États socialistes sont caractérisés, au domaine des fonctions extérieures, par l'identité des lignes directrices de la politique extérieure ou tout au moins par leur synchronisation à haut degré et par leur harmonisation continuelle. Ils entrent en action en commun pour la conservation de la paix, pour l'éviction d'une nouvelle guerre mondiale, pour faire arrêter la course aux armements. En ce qui concerne la fonction *idéologique vers l'extérieure*, la confrontation des deux systèmes du monde est à remarquer. Sur ce domaine la «coexistence pacifique» n'est pas à réaliser et aucune «convergence» idéologique n'est imaginable.

3. La capacité générale de direction de l'État socialiste augmente considérablement au cours de la période de la société socialiste développée, car la société est intéressée à ce qu'on emploie le système complet des moyens aux fins de la réglementation des tâches de divers sens. L'organisation étatique augmente, tout d'abord, la dirigeabilité de ces processus et le niveau de leur direction, ce qui prouve l'accroissement du *facteur du niveau de l'organisation* dans la vie de la société. A présent, l'État socialiste se sert des formes de direction concernant la société qui reflètent l'avancement vers l'auto-gestion communiste des travailleurs étant égaux sur l'échelle sociale.

Les processus économiques-sociaux, technico-scientifiques, démographiques et d'autres encore sont caractérisés par un dynamisme de haut degré, et c'est le *facteur du temps* qui, en conséquence, reçoit une signification spéciale aussi. Les objets de la direction sont intégrés, et les rapports entre les divers niveaux de la direction, et de l'exécution deviennent de plus en plus compliqués. Au sens de ce qui précède, l'évaluation des fonctions de l'État socialiste et son mécanisme créatif sont à accéder d'une manière nouvelle. Le contenu des fonctions (économiques, politiques, idéologiques) remplies auparavant par l'État, change, la fonction concernant l'assurance

du haut niveau de vie de la population se modifie et son importance s'accroît fortement.

Le trait caractéristique de la réalisation des fonctions de l'État de tout le peuple consiste dans la position et solution de caractère complexe des tâches. Ce sont celles qui reflètent au mieux la coopération accrue de tous les éléments de la vie sociale, et la possibilité augmentée de l'État dans le domaine de la direction des processus sociaux. Il devient plus claire, en même temps, que leur solution se réalise dans une mesure de plus en plus forte, simultanément et non tour à tour. *Il est nécessaire de constituer un lien étroit entre les éléments d'organisation et les objets de la direction. La dépendance mutuelle* du guidage et de la direction des sujets et objets est en croissance, en outre la possibilité stimulatrice du système économique aussi. L'État se sert de maints moyens de l'influence, les méthodes traditionnelles de l'activité étatique se complètent. Le rôle des méthodes économiques, l'importance des nouvelles méthodes scientifiques augmentent, et la sphère d'activité étatique devient, par conséquent, plus intense. L'application étendue de celles-ci aide, finalement, à la meilleure connaissance des processus économique-sociaux et à l'élaboration des méthodes des plus convenables servant leur formation.

C'est le rôle de l'organisation de tout le peuple que l'État joue dans la période développée de l'évolution de la société socialiste, qui unit et organise l'activité de la société en utilisant les résultats de la science et de la technique. Il dirige, en tant qu'organisation politico-organisatrice du peuple entier, les processus se réalisant dans l'intérêt de la société. L'augmentation de l'efficacité de l'activité étatique s'exprime, finalement, dans l'accroissement de l'orientation des processus sociaux.

Le développement progressif de la culture marque, dans la période de l'édification en essor du communisme, la phase terminale de la révolution culturelle. Cette fonction est en étroite corrélation avec la fonction économique-organisatrice, puisque du degré du développement de la culture et de la conscience des citoyens en tant que facteurs subjectifs, dépend l'essor du côté objectif des forces productrices, le progrès technique, l'organisation de la production et l'augmentation continue de la productivité. Et sur le plan politique c'est ce point de départ de quoi dépend l'intensification de l'activité sociale des travailleurs, le développement des bases démocratiques de l'auto-gestion et la réorganisation communiste de la vie publique entière.

3. L'organisation de l'État socialiste

1. En prenant connaissance des régularités du pouvoir étatique socialiste, il faut s'occuper du caractère *organisateur* de l'État aussi. Un des plus grands problèmes est par rapport du pouvoir étatique, comment les organes de l'État socialiste expriment-ils en leur ensemble ou séparément le pouvoir étatique et s'ils le traduisent isolément, en quelle partition sont-ils le moyen d'expression de celui-là. La théorie marxiste estime que l'idée de Montesquieu sur la division des branches du pouvoir étatique serait une conception irréaliste, puisque l'expression et la réalisation à la fois des intérêts de classe opposés, par le pouvoir étatique, pour la durée, ne serait pas possible. D'après quelques auteurs bourgeois le principe de la *division des branches du pouvoir étatique* signifie en nos temps les suivants:

a) la même personne ne pourra pas déployer son activité qu'en une seule branche du pouvoir étatique; b) aucune branche ne pourra pas contrôler la fonction d'une autre branche; c) aucune branche ne pourra pas exercer la fonction d'une autre branche. La vie pratique de l'État argumente contre ces imaginations, parce qu'il est inimaginable que, dans une organisation étatique stable, manquent les rapports de dépendance directes ou indirectes entre les unités d'organisation particulières. D'autre part, la division du travail technique et territoriale se montre opportune à l'organisation rationnelle du travail de l'appareil étatique socialiste.

La question se pose donc: l'articulation de la division du travail (qui se réalise intégralement justement dans l'État socialiste) partage-t-elle le pouvoir étatique entre les organes étatiques particuliers, ou bien caractérise-t-elle l'État dans son unité. Vu du côté de la pratique, les porteurs effectifs du pouvoir étatique sont les unités d'organisation *qui constituent les sujets des processus de réglemens déterminés par des rapports d'intérêts sociaux pouvant être appréciés comme actes de pouvoir*. L'approche des formes extérieurement variées du groupement des organes étatiques socialistes est rétrécie ainsi à un seul point de vue, auquel tous les autres sont subordonnées, c.-à-d. au rapport des organes étatiques avec les décisions. De cette manière on peut distinguer à l'intérieur de l'État socialiste des organes en priorité prenant des décisions, respectivement des organes exécutant des décisions, mais la nécessité d'une articulation ultérieure se montre tout de suite, car tous les organes, — même s'ils agissent de divers points de vues et de manières diverses, — sont à la fois des organes prenant et exécutant des décisions aussi. A ces fins on a besoin de la manière d'aborder au point de vue vertical des organes de l'État socialiste qui permet de mesurer les proportions de la participation à l'exercice du pouvoir étatique socialiste. L'importance de la participation à l'exercice du pouvoir étatique est démontrée, à cette base, par la position hiérarchique et par l'ordre de valeur abstrait de l'organe en question, à l'intérieur de l'organisation étatique socialiste. Cette position hiérarchique peut être *de facto et de iure coïncidant, mais elle peut se scinder aussi*: en une réalité sans réglementation juridique, ce qui signifie de l'autre côté que l'organe du pouvoir de iure perd son rôle effectif de prise des décisions dans les processus du pouvoir.

Au cours de l'exercice du pouvoir de l'État socialiste le côté du droit positif et celui de la réalité coïncident en leurs tendances. Au point de vue de l'articulation horizontale de l'organisation étatique ce sont les organes de la représentation populaire qui disposent d'une priorité absolue en comparaison des autres organes étatiques; à l'intérieur d'eux, à la base de l'articularisation verticale le pouvoir complet est en mains du suprême organe de la représentation populaire.

L'organe central de l'exercice du pouvoir étatique socialiste assure le concours des autres organes de l'État aussi, dans une mesure et proportion déterminées par la situation politique donnée (les conditions politiques données); dans l'exercice du pouvoir; leur pouvoir est en conséquence «un pouvoir délégué». *L'organe étatique socialiste bénéficie de la subjectivité des décisions du pouvoir en dépendance de sa position hiérarchique et à l'envers: sa participation aux décisions du pouvoir détermine le niveau de sa position hiérarchique.*

L'exercice du pouvoir étatique caractérise finalement la complexité de l'organisation étatique et «puisqu'il n'existe aucun État, peu développé qu'il

soit, dans lequel un seul organe étatique exerce le pouvoir le pouvoir étatique appartient ainsi, à l'intérieur de l'État socialiste aussi, à l'ensemble des organes. Le fait donc qu'à l'intérieur de l'organisation étatique socialiste un organe quelconque dispose de la suprématie et les autres organes en sont subordonnées directement, ne signifie pas que ce soit le seul organe où se monopolise le pouvoir de l'État socialiste.

2. Le classement des organes de l'État socialiste peut s'effectuer par la prise en considération des relations historiques ou statiques; cette dernière pourrait se réaliser sous trois aspects: a) d'après les points de vues de leur structure (morphologie), durée et constitution; b) selon la compétence des organes; c) par la prise en considération de leurs rapports mutuels.

a) selon l'aspect *morphologique* nous distinguons les organes suivants:

aa) organes unipersonnels ou corporatifs;

ab) organes permanents et périodiques. Par cette division c'est le fonctionnement des organes qui est pris en considération et celui-ci est d'un caractère sessionnel ou continu;

ac) organes primaires qui sont constitués directement à la base d'une norme juridique, tandis que la formation des organes secondaires exige la participation des autres organes aussi;

b) selon l'aspect de la *compétence*, le classement suivant se montre possible:

ba) selon le contenu de la compétence des organes on peut parler des organes de la représentation, ainsi que des organes administratifs, judiciaires et des organes du parquet;

bb) des organes spéciaux sont constitués en occurrence de quelques circonstances extraordinaires précisées par des règles juridiques. A la constitution et fonction des organes normaux de circonstances spéciales ne sont pas exigées;

bc) les décisions d'une validité obligatoire dérivent des organes de prise de décisions; ces décisions sont préparées par des organes consultatifs;

bd) on peut diviser les organes, par regard de leur compétence matérielle, en organes dispositifs et exécutifs;

be) dépendant de la circonstance qu'une règle juridique donne-t-elle la possibilité à un organe quelconque de faire usage d'un autre organe ou non, on peut distinguer des organes de propre compétence et des organes de substitution;

bf) d'après l'extension territoriale on distingue des organes centraux et locaux;

c) par regard des *rapports mutuels* des organes, les catégories suivantes peuvent être formées;

ca) il y en a des organes de direction et des organes en leur subordination et

cb) des organes indépendants et des organes dépendants suivant la restriction de compétence par un autre organe.

3. La constitution, la structure, la compétence et l'ordre de fonctionnement des organes étatiques socialistes sont *précisés* exactement par les règles juridiques. Chaque élément des organes étatiques s'intègre à la hiérarchie de l'État: en considérant la réalisation de la direction, de la responsabilité, les normes juridiques sont d'une importance primaire. Parmi les organes de l'État socialiste, il faut s'occuper, en première ligne, des organes représentatifs. Dans le mécanisme de l'État socialiste la forme des

conseils dépasse, en son essentiel, sous deux aspects, les solutions des organisations étatiques d'un autre type. Sa structure est construite de la manière qu'elle *unifie* les pouvoirs législatifs, exécutifs et fonctionne à la base du principe du centralisme démocratique. Lénine, dans son oeuvre intitulée «État et Révolution» a souligné que le droit de prise de décisions du peuple concernant la direction de la société serait unifié dans le pouvoir. Cela est fondé sur le raisonnement que les larges couches du peuple seront, après la révolution socialiste, politiquement plus mûres à l'acceptation des conditions socialistes. Mais cela n'est par arrivé de cette façon, parce que la classe ouvrière, en son entier, ne s'est pas approprié encore le degré souhaitable de la conscience, d'une part, et en outre les organes représentatifs et ceux des conseils établis par élection des masses, ne disposent que d'une compétence restreinte, c'est-à-dire «les questions appartenant à leur domaine de prise décisions ne s'étendent pas à tout.» La socialisation globale de l'État ne peut être réalisée donc à ce niveau de l'évolution sociale, car le système des contradictions présentes dans la société, en fixent des limites.

C'est l'organisation administrative de l'État qui dispose, entre les organes de l'État socialiste de particularités spéciales. Il est caractéristique qu'à l'encontre des solutions étatiques — organisatrices antérieures, elle est subordonnée aux organes représentatifs et que ce système d'organes est construit aussi sur le principe du centralisme démocratique. Lénine, dans son oeuvre intitulée «État et Révolution» a exposé en outre que les membres de l'appareil étatique sont à élire, on a besoin de leur révocabilité et qu'il faut réaliser le principe fondamental que les appointements des fonctionnaires ne dépassent pas les salaires des ouvriers. L'État donné des conditions sociales n'a pas encore permis l'élimination complète de l'organisation administrative séparée.

C'est ainsi que dans la société socialiste se développe l'organisation exécutoire et dispositive (d'administration d'État) dont les membres sont nommées d'après leur qualification professionnelle, les membres de l'appareil disposent, dans un système hiérarchiquement constitué, d'une compétence définie avec précision, reçoivent leurs appointements basés sur leurs travaux exécutés par profession et répondant à leurs affectations officielles.

4. La division partielle du travail, au domaine de l'organisation administrative, est exigée surtout par l'organisation de la production et la redistribution des biens produits. Mais l'organisation administrative de l'État constituée selon des principes déterminés, a renfermé la possibilité d'un mécanisme *disfonctionnant* aussi. Tout cela était en connexion avec la circonstance que l'organisation administrative de l'État pouvait se séparer dans une certaine mesure de la classe régnante et occuper une position autonome. Cette possibilité peut traîner avec elle l'affaiblissement du caractère populaire du pouvoir étatique socialiste. *L'autonomie relative* de l'organisation administrative de l'État socialiste peut s'exprimer sous plusieurs rapports:

a) elle est capable de déployer une activité qui n'est pas toujours conforme aux intérêts de la classe dirigeante, quoiqu'elle ne contrarie pas ses intérêts fondamentaux;

b) elle peut exprimer des compromis particuliers en agissant au sein de diverses forces sociales se plaçant derrière elle;

c) elle peut se fixer des buts spéciaux d'organisation et tendre à leur réalisation;

d) elle est capable d'atteindre une certaine autonomie à un niveau local, en opposition de la classe dirigeante.

Tout cela est en dépendance de l'existence de l'organisation exécutive en tant qu'organisation séparée qui, par conséquent pourrait produire un intérêt d'organisation spécial et il existe la possibilité, au plan central de l'État socialiste, de la formation d'un pouvoir dirigeant autonome aussi.

Les déficiences de l'appareil bureaucratique sont les suivantes:

1. La bureaucratie ne permet pas le développement de la personnalité adulte;

2. il développe le conformisme et l'esprit de clique;

3. Il ne prend pas en considération les organisations non-formelles, respectivement l'apparition des problèmes inattendus et non-prévus;

4. son système de contrôle et autoritaire est suranné;

5. il ne dispose pas d'un mécanisme juridique adéquat;

6. il ne dispose pas de moyens adéquats à la solution des différences et conflits entre certains rangs et surtout entre quelques groupes fonctionnels particuliers;

7. la différenciation hiérarchique empêche, ou, éventuellement, rend impossible la communication (et le renouvellement);

8. toutes les réserves de la bureaucratie ne sont pas utilisées par manque de confiance, ou bien à la suite de la crainte d'une révolte ou d'autres actions pareilles;

9. il n'est pas capable d'assimiler la technologie nouvelle, ou les hommes de science s'affilient à l'organisation;

10. il modifie la structure de la personnalité; c'est pourquoi les gens deviennent des hommes ennuyeux, sans éclat et déterminés de l'organisation et ils restent de cette espèce.

La littérature politique s'est beaucoup occupée des termes opposés comme démocratie et technicité, collégialité et direction unique, organe de pouvoir et organe administratif, démocratie directe et indirecte, organe professionnel et organe non-professionnel, etc. Le fait que ces thèmes de discussion se trouvent sans cesse à la surface, sont la conséquence, à moins partiellement, qu'au cours du fonctionnement de l'organisme étatique socialiste ce sont les problèmes qui peuvent manifester la plupart des disfonctionnalités et des déviations des but fixés.

En faisant abstraction du fait que les délimitations de compétence entre les organes étatiques particuliers ne peuvent être que générales et relatives, — parfois malgré les règles juridiques — le système prévu pour la division des prises de décisions pourrait se déplacer en deux directions aussi: d'une part une tendance est à remarquer, selon laquelle les organes plus hautement placés dans la hiérarchie de l'organisation (même en dépassant la direction centrale conforme au démocratisme central) *restreignent* fortement la sphère de prise de décisions des organes d'un niveau plus bas. La prise de position de l'appareil professionnel *influence*, d'autre par, d'un caractère déterminant, même à l'intérieur de l'organisation donnée, l'opinion de l'organe rendant la décision.

5. Par la double nature de l'État socialiste comme organisation, la signalisation des problèmes suivants est justifiée, prenant en considération que l'État socialiste, lui aussi, est un groupe social: a) le rôle et l'influence des intérêts particuliers se développant à l'intérieur de l'État socialiste, en sa qualité d'organisation; b) le rôle et l'importance du statut et du standing développés

à l'intérieur de l'État socialiste en sa qualité d'organisation; c) le rôle et l'importance de la structure informelle se présentant à l'intérieur de l'État socialiste en sa qualité d'organisation (rapports extérieurs); d) l'influence des normes informelles se développant à l'intérieur de l'État socialiste; e) les rapports du dirigeant et du subordonné; f) les effets des facteurs sociaux jouant un rôle dans le processus de la création des normes de l'organisme étatique; g) l'influence de l'entourage extérieur et social sur l'organisme étatique et impressionnant sa structure et son fonctionnement; h) les effets organisatoires exercés sur les fonctionnaires de l'administration publique, la composition de la structure de l'effectif; i) la relation de la clientèle et de l'organisation de l'administration publique, etc.

La ligne principale de l'évolution de l'État socialiste *tend vers le mécanisme de l'auto-gestion*. Du point de vue de l'organisation étatique cela se présente de la manière que l'organe de la représentation suprême entraîne de plus en plus les éléments sociaux dans l'exercice du pouvoir étatique, et parallèlement, le changement essentiel de son contenu est à remarquer aussi. Par la circonstance que ceux qui exercent directement le pouvoir, deviennent de plus en plus identiques aux citoyens qui sont dirigés, c'est le caractère étatique lui-même de l'organisation de l'État qui se dissout dans la société, puisque par là cesse la divergence entre «État-société,» servant comme sa base d'existence. L'avancement de ce processus d'évolution exige l'effet commun d'une masse de facteurs.

4. Statut politique de l'État du type socialiste

1. Les classiques du marxisme ne sont pas fait devoir de révéler dans leur ensemble les formes politiques de l'avenir et cela autant moins que la théorie ne peut prévoir que l'essence d'un processus sans en déterminer les formes réelles tant que les expériences pratiques offertes par ce processus ne lui sont disponibles en nombre suffisant. Le marxisme-léninisme prend pour point de départ les conditions historiques effectives qui produisaient le phénomène donné et dans le cadre desquelles celui-ci évolue. «L'essentiel de la théorie politique marxiste n'est appris que par celui qui a compris que la dictature d'une classe est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général et non seulement pour le prolétariat faisant tomber la bourgeoisie mais encore pour toute la période historique qui sépare le capitalisme de la société sans classes, du communisme. Les statuts politiques bourgeois sont très variés mais leur principe est toujours le même: tous ces États sont, d'une manière ou d'une autre mais en fin de compte nécessairement, des dictatures bourgeoises. Le passage du capitalisme au communisme produit évidemment une immense richesse et variété de formes politiques mais l'essentiel restera toujours le même: la dictature du prolétariat» — c'est ainsi que Lénine résuma la relation fondamentale entre le type d'État et le statut politique.

La Commune de Paris a esquissé l'État prolétarien à venir. En analysant les expériences de celle-ci Marx a démontré le fait que la Commune avait réalisé pour le peuple une *démocratie plus étendue* que la démocratie parlementaire bourgeoise, si courte que son existence eût été. Elle a en effet allié le pouvoir législatif et exécutif, institué la possibilité d'élire et de destituer les fonctionnaires en supprimant à la fois leur privilèges et en les rendant

responsables en face du peuple, etc. La révolution du prolétariat a fait naître un nouveau statut politique mais dont Marx n'affirma qu'il fût absolu.

Les opportunistes de la II^e Internationale — écrit Lénine — ont adopté les formes politiques de la bourgeoisie parlementaire démocratique pour une limite qui ne doit pas être dépassée, en qualifiant anarchisme toute ambition qui visait l'écrasement de ces formes.

En généralisant les expériences acquises lors de la révolution de 1905 et de celle de février 1917 et en se référant aux conclusions offertes par la Commune de Paris, Lénine a désigné comme la nouvelle forme de gouvernement de la dictature du prolétariat le *système de Conseils* ayant né de la participation active des ouvriers de la Russie.

En Russie, les premiers Conseils ont été établis lors de la révolution de 1905, sous forme de Conseils (soviets) des députés ouvriers; les bolscheviques leur attachaient dès lors une grande importance en voyant dans ceux-ci les éléments de base du pouvoir révolutionnaire. La force et l'importance des Conseils ont tiré leur origine des manifestations de l'activité révolutionnaire tant générale que directe du peuple.

En développant le marxisme Lénine est arrivé à la constatation selon laquelle la forme de gouvernement appropriée à la dictature du prolétariat est la république des Conseils et non la république parlementaire. La pratique politique de la république soviétique avait justifié cette conception et permis le développement d'une forme politique dans le cadre de laquelle l'émancipation économique du prolétariat et la victoire du socialisme ont eu lieu en Union Soviétique.

La conception de Marx selon laquelle la forme de gouvernement de la dictature du prolétariat doit être une république du type de la Commune de Paris et non une république parlementaire ne se développait plus, certaines illusions ayant pris forme en ce qui concerne la *république démocratique parlementaire*, au sein du mouvement ouvrier (sous l'influence des révisionnistes en particulier) mais qui se sont dissipées avec la formation de l'impérialisme.

L'un des plus grands mérites de Lénine était l'élaboration d'une nouvelle forme de la dictature de la classe ouvrière, en théorie, dans les conditions historiques données de la Russie. Lors de la révolution de février 1917, les soviets sont réapparus. En avril de 1917, dans la période du passage de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, Lénine proposa comme devise l'organisation de la république des Soviets qu'il considérait comme *la forme de gouvernement qui convient le mieux aux conditions données*. Cette conclusion de Lénine est devenue la base de la pratique politique soviétique et constitue également la base théorique des recherches ultérieures sur la théorie marxiste de l'État.

Dans l'analyse du statut politique, comme dans celle de la dictature du prolétariat, il est à souligner que le terme «statut politique» est appliqué *dans plusieurs sens* par la littérature spéciale: premièrement, pour désigner *une forme spéciale de l'organisation de la société* et qui doit être distinguée des phases de l'évolution des formations sociales n'ayant pas de caractère politique ou national; deuxièmement, pour définir la forme de gouvernement de la *dictature de la classe dirigeante* où le statut politique concerne des organisations établies par les classes de la société; troisièmement, comme une notion par laquelle *les différentes organisations d'État existantes* doivent

être comprises dont le fonctionnement se structure suivant la forme de gouvernement, le mécanisme d'État et les organisations.

2. La théorie marxiste de l'État ne peut pas être considérée comme homogène en ce qui concerne les conceptions relatives à la notion de statut politique. L'une des causes en est le fait que la théorie marxiste assurait longtemps la priorité à la recherche des caractéristiques de l'État liées aux classes en consacrant relativement peu d'attention à l'ensemble des problèmes du statut politique. L'élaboration d'une conception homogène était empêchée encore par la question, d'ailleurs discutée, de savoir quels éléments du système de notions de la dialectique peuvent être réduits, — gnoséologiquement — au concept d'un État socialiste.

D'une autre approche, on peut placer la catégorie du statut politique dans le système de rapports général-singulier-particulier. Même dans ce cas il est important de révéler les critères objectifs qui, en apparaissant dans les conditions concrètes des différents États, s'abstraient dans le général par l'intermédiaire du niveau du singulier.

La catégorie générale des États apparaissant à la base d'une formation socio-économique socialiste est l'État du type socialiste. Elle embrasse les caractéristiques de l'organisme d'État socialiste donné que les États de ce type ont en commun et qui résultent de leur essence. Mais ces caractéristiques générales présentent une variété extraordinaire suivant les conditions externes et internes de l'organisme de l'État donné, c'est pourquoi on a besoin d'élaborer aussi une notion qui résume des *caractéristiques situées à un niveau d'abstraction moins élevé par rapport à l'État du type socialiste* servant ainsi pour intermédiaire entre le particulier et le général. Cette catégorie est la notion du *statut politique*.

3. Même les États socialistes peuvent être classés suivant des points de vue très différents. Il est absolument évident que la notion «type d'État socialiste» peut être définie à la base de la structure connue des conditions de la production et que les caractéristiques nationales des différents États sont également données. Mais quels sont les critères suivant lesquels ces derniers peuvent être catégorisés au sein du type d'État socialiste? Ils peuvent être classés à la même catégorie, par exemple, suivant l'étendue de leur territoire, leur population, le degré de développement de leur économie, leur situation géographique, etc. Cependant la théorie marxiste de l'État considère l'organisme d'État avant tout comme une organisation politique et élabore donc sa notion de statut politique au regard de l'exercice du pouvoir. L'exercice de pouvoir de l'État socialiste se traduit en premier lieu par l'activité des organes d'État. À partir de cette base, on peut parler de *deux aspects du statut politique*:

a) Le moment *structural* de la notion de statut politique contient les caractéristiques de la structure de l'État considéré comme un système d'organisations. Une importance capitale y est représentée par la *forme de gouvernement* qui se constitue des organisations de direction et de gestion suprêmes de l'organisme d'État et des modalités de leur connexion *entre elles*. Le statut politique socialiste se caractérise au deuxième niveau par les rapports *verticaux* de l'organisme d'État c'est-à-dire par sa structure locale et régionale et la façon dont ces niveaux se relient au gouvernement et entre eux. Enfin le troisième composant structural du statut politique est la forme dans laquelle l'organisme d'État se relie dans son ensemble à son *environnement*: au régime politique et, plus largement, à la société entière.

b) La forme de l'organisme d'État, s'étant développée au cours de l'histoire, ne caractérise pas en elle-même le statut politique de l'État socialiste. Il importe de considérer également *la façon dont cette structure fonctionne*. L'histoire d'États peut citer de nombreux exemples qui montrent qu'un organisme d'État construit formellement de façon démocratique exprime au fait des intérêts minoritaires mais, au contraire, une forme d'organisation fortement centralisée qui réduit au minimum la possibilité d'une participation démocratique peut être capable d'exprimer des intérêts généraux.

L'État socialiste se caractérise surtout par la mise en valeur du principe du démocratism, en ce qui concerne les méthodes de gestions de la société. Le respect des principes du démocratism socialiste est une condition fondamentale que l'État socialiste doit assurer en toute phase du développement. La démocratie la plus complète ne pouvant s'exprimer que dans le cadre d'un État, le démocratism le plus étendu est avant tout une méthode de direction politique mais qui se traduit aussi dans l'application d'une contrainte directe exercée par l'État. Le démocratism de l'État socialiste n'exclut donc la possibilité d'une contrainte physique directe quelle que soit la phase de son développement. Mais les différentes phases de développement se caractérisent justement par le choix de ceux que l'application de cette contrainte vise et par les principes de direction politique à partir desquels celle-ci a lieu.

Il résulte de l'essence du rapport existant entre l'État socialiste et la société que le démocratism se déploie non seulement au niveau de l'État mais également à celui de la société et cela avec de plus en plus de largeur et que des moyens politiques-sociaux entrent en jeu à côté des moyens politiques de l'État. C'est pourquoi les organisations de masse et les associations qui rallient les forces de la société jouent un rôle très important dans le système d'organisation de l'État socialiste. Elles ont pour fonction de favoriser la mise en oeuvre des principes fondamentaux de la démocratie socialiste, compte tenu des conditions sociales dans leur ensemble, dans le domaine de l'économie, dans celui de la vie publique, etc.

Les disparités qui peuvent être observées dans la structure de l'organisme d'État socialiste à la phase actuelle du développement des différents pays socialistes présentent une tendance à la baisse, ces organismes d'État se basant sur des principes fondamentalement identiques. La diminution des différences existant entre les statuts politiques des États socialistes résulte donc du fait que la démocratie socialiste joue partout comme principe fondamental et exige l'établissement et le fonctionnement des institutions identiques. Cependant il est à noter en ce qui concerne les différences entre statuts politiques que celles-ci n'ont pas cessé d'exister dans les formes concrètes de la démocratie socialiste et dans leur dimension.

Le statut politique socialiste se caractérise par le fait que *le côté structural et fonctionnel se supposent l'un l'autre et qu'ils s'harmonisent*. Le démocratism en est assuré non seulement par ses réalisations politiques organisationnelles mais aussi par les formes de son activité.

Compte tenu de tout cela, les organismes d'État du type socialiste dont les caractéristiques sont les mêmes en ce qui concerne la forme de gouvernement, leur relation aux organes régionaux (locaux) ainsi que la façon dont ils se relient à leur environnement social et en ce qui concerne encore les traits principaux du fonctionnement de tout le mécanisme d'État, appartiennent à la même catégorie de statut politique.

4. Les statuts politiques jusqu'ici connus du type d'État socialiste se sont

développés dans le cadre de l'évolution de l'Union Soviétique et des pays démocratiques populaires. On peut considérer comme une caractéristique qui leur est commune la fixation juridique absolue du rôle *primaire* des organes représentatifs et, du point de vue de la relation de l'organisme d'État avec l'ensemble du régime politique, *l'internationalisme*. Otto Bihari classe également dans cette catégorie la spécialisation de l'organisme d'État socialiste et la consolidation des cadres de la division du travail de l'État car «l'organisme d'État socialiste se spécialise au lieu de simplifier et il en résulte, entre autres, que la préparation des décisions politiques nécessite le travail d'une organisation spécialisée et fort complexe qui soit capable de s'orienter à un niveau scientifique conforme à l'époque...»

Les différents organismes d'État sont revêtus de caractéristiques spécifiques par *l'évolution historique et socio-économique* qui exerce une influence sur la formation des réalisations concrètes. Cela vaut par exemple pour le caractère de la révolution ayant permis la prise du pouvoir et pour des établissements qui y ont survécu compte tenu des traditions de l'organisme d'État concerné, pour la mesure de la centralisation exigée par le degré de développement économique de la société socialiste et pour les traditions antérieures de la participation politique des citoyens à la direction de la société, etc.

5. Le triomphe de la Révolution socialiste soviétique a permis aux peuples de la Russie d'obtenir leur existence nationale qui se traduisait dans de diverses formes. Au cours de l'édification socialiste, les peuples soviétiques se sont associés — en bénéficiant de leur droit à disposer d'eux-mêmes et en maintenant leur existence nationale spéciale — à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Dans le cadre de l'État soviétique unitaire multinational fédératif, toute condition est assurée au développement autonome des peuples soviétiques et à l'édification efficace du communisme ainsi qu'à la défense des conquêtes socialistes.

Un régime démocratique populaire s'est établi dans les pays de l'Europe centrale et sud-orientale au cours de la lutte dirigée par les *Fronts populaires*. Lors de cette lutte, les divers partis et dont ceux de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie proprement dite ont établi un terrain d'entente commun sous la direction du parti du prolétariat. Cela avait pour résultat que certains pays démocratiques populaires ont pu instaurer un régime politique à plusieurs partis où les différents partis ont formé leur bloc, ce qui était pratiquement impossible en Russie des Soviets. Grâce à l'accomplissement des tâches démocratiques fondamentales, une forme spécifique de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans s'est réalisée. L'été de 1945, la révolution socialiste paraissait aussi possible en Hongrie que la restauration de la dictature bourgeoise, cependant les conditions subjectives du triomphe d'une révolution socialiste n'existaient pas encore. C'est pourquoi la révolution socialiste n'est arrivée au triomphe qu'à la suite du développement progressif des conditions subjectives et à l'issue d'un processus relativement long (durant quelques années), l'été de 1948.

La dictature du prolétariat s'est établie dans les différents pays démocratiques populaires par d'autres voies que dans la formation soviétique, suivant leurs conditions historiques spécifiques, et elle présente des dissemblances aussi par le fait que certains États démocratiques populaires conservaient le caractère de Front populaire de leur régime politique et ont créé leur org-

anisme d'État par des méthodes relativement plus pacifiques toutes ces particularités font sentir leurs effets même dans l'évolution actuelle.

Ce processus exerce une influence sur le côté subjectif c'est-à-dire à la conscience sociale dans la mesure où les conditions socio-économiques se rapprochent et s'intègrent. Tout cela permet d'en tirer la conclusion selon laquelle les critères fondamentaux du statut politique *se rapprochent de plus en plus* bien qu'ils apparaissent dans des conditions individuelles toujours plus variées.

6. L'État socialiste s'établit suivant certaines régularités fondamentales. Ces régularités jouent dans la réalité au cours de la révolution socialiste aussi qui exprime le rôle dirigeant de la classe ouvrière et l'activité créatrice révolutionnaire des masses dans la formation de l'État nouveau. Dans ce processus la dictature du prolétariat s'établit de façons différentes et peut évoluer de diverses manières.

La variété de formes est en rapport avec les facteurs qui sont à l'origine des différences existantes entre les statuts politiques actuels. La théorie marxiste peut considérer comme sa tâche la révélation totale des caractéristiques qui apparaissent à côté des régularités générales, comme *particularités* dans la transformation révolutionnaire du tiers monde et des pays développés occidentaux.

a) Les États capitalistes développés se caractérisent pour la plupart par des traditions bourgeoises bien fortes et des régimes politiques relativement stables. Toutefois l'établissement monopoleur de l'État est incapable de remplir, au-delà d'une certaine limite, les fonctions générales de la direction de la société, un contraste fondamental existant entre les intérêts de la société et ceux des monopoles. Ces phénomènes mondiaux ont pour conséquence que l'alliance des partis de gauche et des masses populaires devient de plus en plus serrée. Une condition première en est entre autres l'élaboration d'un programme politique et socio-économique complexe étudié à fond qui pourra être compris et adopté par la majeure partie de la société. Les alliés s'efforcent d'obtenir progressivement une *majorité politique* par l'acquisition de positions locales et centrales de la représentation et ensuite celles d'autres organes du mécanisme d'État et veulent profiter de l'intervention méthodique de l'État pour le changement radical des rapports de propriété.

Un processus de réforme de cette sorte se déroulera probablement longtemps dans le cadre des institutions nationales et politiques bourgeoises développées dans le passé.

b) Les particularités des conditions des pays en voie de développement tirent leur origine du fait qu'elles se constituent généralement des critères de plusieurs formations sociales pré-capitalistes ce qui va de pair avec une structure de classes rudimentaire résultant de l'état sous-développé de l'économie. La transformation de ces sociétés est pour la plupart du temps parallèle à la lutte contre le colonialisme ou ses formes modernes. *Le régime politique indifférencié* n'adopte qu'un seul système des caractères de parti et qui se charge de la direction de l'accomplissement de tâches nationales dans le domaine de l'indépendance, de la révolution et de la démocratie et cela souvent en fusion avec l'appareil de l'organisme d'État fort centralisé. Les objectifs politiques sont fixés généralement sous l'influence de la situation qui se caractérise par le mélange marqué des normes juridiques, politiques, religieuses et morales dans le système de normes sociales.

Tous ces facteurs peuvent engendrer de *nouvelles variantes de status*

politiques socialistes à venir dont les caractéristiques principales les plus générales seront les critères spéciaux au type d'État socialiste mais qui apparaîtront sous une forme spécifique déterminée par les conditions historiques données.

III. LE RÉGIME POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE ET L'ÉTAT

1. *Les fonctions des organes sociaux et l'État*

Des organisations sociales de caractère en premier lieu politique et de caractère en premier lieu non-politique fonctionnent même aux États capitalistes.

1. Les *syndicats* fonctionnant dans une société capitaliste peuvent être classés en deux catégories. L'une se compose des syndicats de gauche sur lesquels les idées marxistes-léninistes exercent leur influence et l'autre des syndicats dit «jaunes.»

Les syndicats se sont constitués dans la première moitié du siècle dernier, d'abord chacun en toute indépendance et ensuite en s'organisant suivant la hiérarchie industrielle. Les syndicats représentent une force importante dans les États capitalistes. Il n'est pas par hasard que, par exemple, le Parti Communiste Italien revendique une politique qui assure la liberté des travailleurs par la favorisation de l'autonomie et de l'unité des syndicats et garantit par voie contractuelle leur influence à tout niveau.

L'existence des syndicats d'ouvriers est en rapport avec le problème de la démocratie bourgeoise. La démocratie bourgeoise est une démocratie limitée de caractère relatif mais dans la lutte de la classe ouvrière même cette démocratie reflète une importance immense puisqu'en faisant usage cette classe peut *exprimer ses intérêts de classe*. L'existence de la démocratie, la liberté d'association et la garantie effective de celle-ci ainsi que la délégation des représentants aux institutions du pouvoir d'État constituent des conditions de la poursuite de la lutte économique. La question théorique est de savoir quelle est la relation entre les syndicats fonctionnant dans les États capitalistes et l'État bourgeois. La réponse à cette question vient de la vie politique pratique.

Les dirigeants des syndicats les plus importants de l'USA, par exemple, collaborent sans déguisement avec les capitalistes et les organisations du capital monopoliste et soutiennent, par leur activité, la fonction de l'État bourgeois. Cette collaboration se manifeste organisationnellement dans le fait que certains représentants des ouvriers sont membres de comités de direction ce qui leur permet, en principe, d'intervenir à la gestion de l'entreprise. Les syndicats plus militants ont obtenu certains droits comme p. ex. celui du contrôle de l'embauchage de travailleurs ce qui vise l'empêchement de l'emploi à temps partiel des ouvriers ou encore celui de l'intervention dans la répartition du travail, dans le calcul du montant de l'indemnité de licenciement et dans la fixation du chiffre de la pension, etc. Le syndicat est donc nécessaire à la défense du rapport de travail et aussi à celle du niveau de vie. Mais, dès qu'elles le jugent nécessaire, les forces en pouvoir prennent l'offensive même contre ces droits obtenus par extorsion. L'État bourgeois veut en effet soumettre à lui-même les syndicats et tout l'ensemble du mouv-

ement ouvrier (voir p. ex. la loi Taft-Hartley de 1947). Certains syndicats comme quelques-uns de la RFA par exemple sont en relation étroite, à l'intermédiaire de l'Actio Catholica, avec les organisations appartenant au mécanisme politique de la société capitaliste et avec l'Eglise en particulier et, par l'intermédiaire de celle-ci, avec le Vatican.

2. Des *organisations de la jeunesse* se reliant étroitement à l'un des partis politiques dont elles soutiennent l'activité, fonctionnent même aux États capitanstes. Lenine attachait une grande importance à l'organisation de la jeunesse étudiante en Russie tsariste. Il a appelé tous les organes du parti à favoriser les ambitions des organisations de la jeunesse et leur a recommandé de considérer comme la tâche la plus importante de leur activité l'éducation de la jeunesse et l'élaboration d'une idéologie socialiste conséquente. Lénine a également précisé que la jeunesse devait être convaincue sur la nécessité d'établir des contacts avec d'autres organisations de caractère socialiste.

Les organisations de la jeunesse sont importantes pour l'éducation socialiste puisque la propre initiative et la gestion autonome des affaires sont des moyens de l'éducation à condition qu'elles s'accompagnent de l'autonomie organisationnelle, de la liberté absolue de la critique et de l'application de la méthode de la persuasion.

Dans des conditions capitalistes, les organisations de la jeunesse ne sont pas unies mais constituent tout un réseau car, par exemple, autour des partis bourgeois ou de l'Eglise, divers groupes fonctionnent.

3. L'idée de la création de coopératives est née, elle aussi, dans la société capitaliste. La première coopérative a été fondée à Rochedale en 1844, sous l'effet des idées d'Owen. Les coopératives avaient le dessein d'être les pionniers d'un ordre social équitable mais elles sont devenues indirectement moyens de la lutte pour le socialisme. Dans les conditions du capitalisme, nombreux types de coopératives se trouvent: coopératives de consommation, de production agricole, industrielles, artisanales, coopératives d'achat et de vente ainsi que coopératives de crédit. Plusieurs formes réalisées de l'idée des coopératives visait aussi l'organisation des ouvriers. Les principes de fonctionnement des coopératives créées dans la société capitaliste sont les suivants: libre adhésion, gestion démocratique, les principes de la prédominance limitée du capital et de l'intérêt, remboursement à raison des achats, neutralité politique et religieuse, etc. Évidemment toutes les coopératives ne se tiennent pas à la rigueur à ces principes qui sont élaborés pour les coopératives de consommation en premier lieu mais qui peuvent être valables avec certaines modifications pour les autres également.

Les idées qui se sont formées concernant les coopératives sont bien nombreuses mais la seule réponse correcte aux questions y relatives est, en fin de compte, celle que le marxisme-léninisme donne. L'essence en est la suivante: *la coopérative ne peut pas être considérée comme une organisation de caractère socialistes* dans les cadres du capitalisme et bien que ses ambitions soient au service du socialisme elle ne peut avoir un caractère socialiste qu'après la constitution de l'État prolétarien. Il se pose la question si les coopératives d'une société bourgeoise appartiennent au système du pouvoir politique bourgeois. Suivant notre position, il y a lieu de faire distinction entre les coopératives de ce point de vue. Une partie d'elles y appartient et une autre partie non. N'appartiennent pas au système de la dictature bourgeoise en particulier les coopératives de consommation qui travaillent au service de la lutte révolutionnaire et jouent ainsi un rôle utile dans la lutte

de la classe ouvrière contre le capitalisme. Toutefois leur activité ne peut que compléter la lutte politique de la classe ouvrière. Leurs effets positifs résultent de l'assistance financière qu'elles offrent au mouvement ouvrier et du fait qu'elles préparent les masses à l'exécution collective des tâches économiques et attirent l'attention à la possibilité de l'existence d'autres formations économiques que celles du capitalisme. Cependant il est à noter également que les coopératives fonctionnant dans un milieu capitaliste sont plus ou moins dépendantes économiquement des entreprises capitalistes avec lesquelles elles ont des rapports. Pour citer la parole de Lénine, les coopératives «se basent sur le principe de la lutte économique contre la classe capitaliste» dans leur intervention contre l'exploitation mais l'idée d'arriver par cette voie à «l'amélioration» du capitalisme n'est qu'une illusion.

Les coopératives fonctionnaient à l'époque du capitalisme comme organisations de masse sociales et par ce fait elles sont devenues propres à fonctionner de façons différentes en socialisme aussi. L'extension étendue des coopératives est favorisée par l'assistance de l'État dans les pays socialistes. Les conditions socio-économiques c'est-à-dire le régime social du socialisme apportent un changement qualitatif aux coopératives et cela justement dans le domaine du «militantisme.» En socialisme, la fonction sociale éducative des coopératives devient extrêmement importante mais non par la favorisation des «aspects commerciaux» mais par l'activité socialiste des coopératives.

Les relations des organes sociaux avec l'État sont de plus en plus importantes. Le poids social de ces organes augmente et leur influence progresse avec le développement. Pour l'essentiel, on peut distinguer cinq fonctions principales de ces organes, notamment les suivantes:

1. Représentation des intérêts d'une certaine couche ou d'un certain groupe de la société (c'est-à-dire de leur membres);
2. collaboration avec les organes d'État dans l'accomplissement des tâches sociales;
3. dans certains cas participait à la prise de décisions de l'État;
4. organisation de l'application de ces décisions;
5. exercice possible d'un contrôle social.

Parmi les organisations sociales fonctionnant dans la société socialiste une importance particulière doit être attachée aux syndicats et aux organisations de la jeunesse tandis que les organisations de caractère de Front populaire et les coopératives tiennent une place spécifique.

2. Les *syndicats* jouent un rôle particulier dans le mécanisme de la dictature du prolétariat. En parlant de ce rôle (en 1922) Lénine a précisé les tâches des syndicats dans le régime de la dictature du prolétariat. Il a désigné comme l'une de leurs tâches principales la défense en tout sens et par tout moyen des intérêts de classe du prolétariat, la défense en tout sens et par tout moyen des intérêts des travailleurs et la favorisation du relèvement du niveau de leur bien-être matériel. En outre, il considérait comme très important d'éliminer en permanence les erreurs et les excès des organes économiques lorsqu'ils résultent de la déformation bureaucratique de l'appareil d'État. L'État prolétarien ne peut être renforcé que par «la lutte contre les abus bureaucratiques, les défauts et les faiblesses de cet État.» C'est pourquoi, comme c'était souligné par Lénine «l'un des indices les plus importants, et qui est infaillible, du bien-fondé et l'efficacité du travail syndical est la mesure dans laquelle le syndicat concerné réussit à prévenir les conflits de masse ayant lieu à l'entreprise d'État au moyen d'une

politique prévoyante qui vise la défense en tout sens des intérêts effectifs des masses ouvrières et l'élimination à temps des phénomènes susceptibles de donner lieu aux conflits.» A côté de la participation à la gestion industrielle, Lénine a exigé la définition précise de la forme de cette participation. Or, la condition principale du travail syndical est la relation avec les masses, sa méthode principale est la persuasion et l'éducation mais les syndicats «comme parties du pouvoir d'État» contribuent également à l'application de la contrainte sous la direction d'un «forum suprême» qui est le parti.

Dans le cadre d'un État socialiste, l'activité des syndicats est particulièrement importante dans le domaine de l'organisation des conditions de travail et de vie des travailleurs. Les syndicats qui connaissent bien les conditions de la production ainsi que les conditions de travail et de vie des travailleurs *participent* à l'organisation de la production *sans intervenir directement* à l'activité opérative des entreprises. Tout cela signifie en même temps l'intéressement des travailleurs à l'organisation et au contrôle du travail de l'entreprise. Toutefois la direction responsable unique ne subit aucune atteinte par ce fait. Les syndicats comme organisations de masse sont les organes de représentation des intérêts des travailleurs, c'est-à-dire de leurs membres et les protecteurs des droits légitimes de ceux-ci. Les syndicats exercent en même temps, comme Lénine aussi y a attiré l'attention, une activité de caractère politique: soutiennent et renforcent le pouvoir de la classe ouvrière et favorisent l'édification du socialisme sous la direction de principe du parti.

L'activité des syndicats est fort diversifiée et s'étend sur plusieurs domaines de l'activité économique à l'activité culturelle, en passant par l'activité politique et par ce fait, dans des conditions socialistes, *l'activité* et la fonction des *syndicats* comprend en particulier les suivants:

a) ils participent à la consolidation du pouvoir des ouvriers et de l'alliance ouvriers-paysans, au développement des forces productrices et par ce fait au relèvement du niveau de vie des travailleurs et au règlement de leurs conditions de travail et de vie ainsi qu'à l'encouragement de l'application des règles;

b) prêtent assistance à la consolidation de l'unité morale et politique du peuple travailleur et, en qualité d'organisations de la classe ouvrière, participent à l'élection des organes de pouvoir d'État;

c) encouragent la mise en valeur de la démocratie d'entreprise, luttent pour la réalisation d'une politique de salaire socialiste, pour la protection de la propriété socialiste et pour la stabilisation de la discipline de travail;

d) organisent et développent l'émulation par le travail, le mouvement des novateurs et le mouvement de brigades;

e) mobilisent à l'application des accords d'entreprise et contrôlent leur observation;

f) participent à l'arrangement des litiges de travail, dirigent, organisent, contrôlent et développent la protection du travail, et le congé de repos;

g) ils luttent contre le bureaucratisme, organisent le contrôle social, suivent les conditions de vie et le ravitaillement des travailleurs et formulent des propositions appropriées dans ce domaine;

h) développent l'activité artistique, culturelle et sportive des travailleurs, prêtent assistance à la formation professionnelle des travailleurs et font l'éducation de leurs membres dans l'esprit de l'amour de la patrie et de l'internationalité prolétarienne.

Toute l'activité des syndicats vise le rassemblement des travailleurs autour du parti et leur mobilisation à l'édification de la nouvelle société, c'est-à-dire à ce que les syndicats deviennent l'école du communisme vraiment dans le sens léninien tandis qu'ils assurent la réalisation de meilleures conditions de vie et l'éducation politique des travailleurs. Les syndicats remplissent leurs tâches comme il faut si, en permettant aux travailleurs de participer au travail de l'édification de l'État et de l'administration publique, ils leur font comprendre en même temps les tâches principales de l'édification socialiste, c'est-à-dire qu'ils rendent les travailleurs hommes socialistes, par leur travail pédagogique.

Les syndicats remplissent donc une fonction administrative très importante même directement. Par ce fait, les relations existant entre les dirigeants des syndicats et des organisations d'État sont d'un caractère tout à fait autre que celui des relations établies entre les dirigeants des autres organisations de masse des travailleurs et des institutions d'État. Une question est de savoir si les activités administratives transférées aux syndicats conservent leur caractère étatique ou, en d'autres termes: si les actes produits au sein de cette compétence des syndicats ont un caractère juridique. Il se produit fréquemment que les syndicats sont revêtus de certaines autorisations d'État avec les «fonctions» d'État leur confiées. En pareil cas la *nature juridique* des actes produits par les syndicats est indiscutable. Cependant il est à souligner que l'investissement des syndicats de telles autorisations n'entraîne point la suppression de leur caractère social. Plusieurs auteurs traitent de cette situation spécifique et la plupart d'eux soulignent qu'on ne pourrait qualifier d'organes administratifs que des organes dont l'activité primordiale consiste dans l'activité *d'exécution et de disposition*. Il serait une erreur foncière de classer les syndicats dans cette catégorie; les organes sociaux comme les instituts et les entreprises étant considérés dans cette conception comme organes qui ne s'occupent pas de telles questions, ils ne peuvent en aucun cas être qualifiés d'organes administratifs.

À propos du problème de la délimitation il faut prendre en considération fondamentalement la place que les syndicats occupent dans le mécanisme de la dictature du prolétariat, c'est qu'ils diffèrent des organes d'État par le fait que leur tâche principale n'est pas d'exercer une activité de pouvoir d'État ou administrative mais d'assurer les relations entre la classe ouvrière et le parti, la classe ouvrière et l'appareil d'État *dans le domaine de la production*. Selon l'enseignement de Lénine «compte tenu de la place qu'ils occupent dans le système de la dictature du prolétariat les syndicats situent, si j'ose le dire ainsi, entre le parti et le pouvoir d'État ... et sans une base comme les syndicats la dictature ne peut pas être réalisée et les fonctions d'État ne peuvent pas être exercées.» Cet enseignement exprime à la fois le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'État socialiste et aussi le fait que leur activité se base sur l'identité des intérêts de l'ensemble des travailleurs et de l'État. Les syndicats contribuent activement au développement de l'économie nationale, encouragent et organisent l'émulation socialiste et en particulier les mouvements de brigades socialistes. E.A. Ivanov cite quatre caractéristiques de la place que le syndicat tient au sein du régime politique d'une société socialiste développée. La première en est que, dans une société socialiste développée, le syndicat fait partie d'un régime politique qui ne connaît plus que les conditions de la gestion et de la direction. La deuxième: il constitue un élément déjà non de la démocratie prolétarienne mais de la

démocratie socialiste du peuple entier. La troisième: il constitue l'organisation déjà non seulement de la classe ouvrière mais, dans le fond, de tous les travailleurs et cela de façon unifiée. La quatrième: il assure au régime politique de la société socialiste une base beaucoup plus étendue qu'elle n'était auparavant.

Sur les questions dont la réglementation n'est pas possible dans tout le détail mais seulement par une règle-cadre, les décisions doivent être laissées au directeur de l'entreprise ou du service et qui doit prendre celles-ci dans le cadre du règlement et en considérant les nécessités et possibilités de l'entreprise ou du service ainsi que les intérêts des travailleurs y appartenant. C'est pourquoi il est particulièrement important que les syndicats soient autorisés à prendre part à l'élaboration des décisions, en pareils cas.

Le but à atteindre est d'agrandir l'importance du rôle des syndicats dans la réalisation des tâches économiques. Il est nécessaire que les travailleurs puissent participer, dans le domaine de la démocratie d'entreprise en particulier, d'une façon plus efficace à *l'élaboration et au contrôle* des tâches des services d'entreprise et à la résolution des problèmes locaux. Dans la mesure où une décision du directeur peut affecter les intérêts des travailleurs et le droit d'intervention du syndicat est compatible avec la direction responsable unique exercée par le directeur, les formes suivantes de la participation sont connues dans ce domaine: obligation *d'audience* incombant à l'organe d'État, l'exigence de *l'accord*, le droit du syndicat à *formuler ses propositions* et le droit du syndicat à une *réglementation* autonome et le droit du syndicat à présenter sa *protestation* (droit de veto). La collectivité de l'entreprise ou la commission syndicale la représentant peuvent exercer des droits importants dans le domaine de l'organisation du travail d'entreprise, et la sphère de ces droits est de plus en plus vaste, à partir de la formulation de propositions jusqu'à la décision autonome ou la réglementation. Ces attributions permettent aux travailleurs de contribuer à la direction, à l'organisation et au contrôle du travail d'entreprise. Il faut assurer aux travailleurs la possibilité de participation jusqu'au droit de décision ou de consentement en ce qui concerne les prestations sociales et culturelles, la protection du travail, la formation professionnelle, les rémunérations mais également les problèmes liés à la production de l'entreprise. Les syndicats doivent donc assurer la prédominance des intérêts des travailleurs dans une mesure croissante en possession d'une compétence de plus en plus importante, en accord avec les conditions socio-économiques données, tout en assurant une participation plus intense des travailleurs à la gestion des affaires sociales.

La participation des syndicats à la direction de l'industrie reflète les spécificités des différents pays socialistes. Dans les pays socialistes, outre les commissions nationales suprêmes et les commissions du degré moyen, la commission syndicale locale joue également un rôle important dans la direction et gestion de l'entreprise et une tâche significative est confiée aux conférences de production des travailleurs.

Dans les entreprises hongroises, déjà entre les années 1944 et 1948 s'étaient formées les *comités d'entreprises* dont les attributions ont été reprises par la suite par les syndicats, en Pologne, les Conseils des ouvriers et leur congrès jouent un rôle important dans la direction de l'industrie; en Yougoslavie, ce sont les Conseils des ouvriers qui favorisent la participation de la collectivité d'entreprise à la direction. Les syndicats hongrois prennent part à l'avancement du travail des organes d'État, cependant il semble utile de souligner la

nécessité de renforcer le rôle des syndicats dans l'avenir en particulier dans les domaines de la direction et la démocratisation de la vie économique et de la production ainsi que de la protection des intérêts des travailleurs. Dans un délai à prévoir il ne serait pas raisonnable de confier aux syndicats d'autres tâches administratives et surtout d'augmenter par ce fait l'effectif de leur appareil, mais il est nécessaire d'améliorer et d'intensifier efficacement le contenu et la régularité de leur coopération.

La démocratisation et la socialisation des fonctions et institutions culturelles, d'hygiène et sociales ne peuvent pas être réalisées dans un délai à prévoir par leur mise sous une direction syndicale remplaçant celle des Conseils.

En Hongrie, le rôle des syndicats s'est considérablement agrandi. Les manifestations en sont apparues à un niveau central (ce qui concerne le Conseil National des Syndicats) d'une part et à un niveau local d'autre part, dans le fonctionnement des services syndicaux d'entreprises en particulier.

Les syndicats prennent part à l'élaboration de la gestion de la masse salariale des entreprises et au développement de leur politique sociale. Ils assurent une fonction importante dans le contrôle de l'application des dispositions relatives au rapport de travail et dans la protection tant générale que quotidienne des intérêts de leurs membres. Les syndicats contribuent à l'éducation politico-idéologique de leurs membres, au développement de la démocratie au niveau des entreprises et des postes de travail et à la formation professionnelle et intellectuelle des travailleurs. Ils participent à l'élaboration et la réalisation des plans de développement de la production et des plans sociaux et culturels, soutiennent et contrôlent la direction d'entreprise, organisent l'émulation et le mouvement de brigades, ayant lieu déjà à l'échelle nationale, des travailleurs et prennent leur part à la consolidation de la discipline de travail et au développement général du moral socialiste.

Tout cela suppose une activité autonome que les syndicats doivent déployer sous la direction politico-idéologique du Parti. Et quant à leur relation aux organes d'État elle est dominée, à côté de certaines divergences d'opinion qui ne sont pas inconcevables, par une coordination mutuelle. Ils doivent arranger leur controverses en conformité avec les intérêts du peuple entier et ils pourraient envisager de les livrer à la publicité, de même que les protestations dont l'objet est la critique du travail des organes d'État.

En Hongrie, une approche empirique a eu également lieu en ce qui concerne l'analyse des fonctions des syndicats, en 1974. Cette analyse s'étendait sur la question: comment les travailleurs qualifient-ils l'activité effective des syndicats et dans quelle mesure sont-ils contents de ceux-ci. Lors de cette enquête, 543 personnes ont été interrogées. A la question: quelle importance devrait-elle être attachée aux tâches indiquées dans le cadre de l'activité des syndicats, les réponses étaient les suivantes: 1. la priorité devrait être accordée à l'arrangement des problèmes affectant les plaintes et violations des intérêts des travailleurs et de leurs litiges (95⁰/₀), 2. les syndicats devraient assurer l'amélioration de la situation matérielle, le salaire, la pension, etc. des ouvriers (91⁰/₀), 3. la tâche la plus importante serait d'assurer les possibilités de récréation (89⁰/₀), 4. une première importance devrait être attachée à l'amélioration des conditions de travail (86⁰/₀). Les ouvriers attendent du syndicat l'accomplissement des tâches énumérées, en particulier c'est-à-dire le service *direct de leurs intérêts personnels*. Ils exigent du syndicat dans une moindre mesure la garantie de la sûreté de l'emploi (84⁰/₀), une organisation de travail qui permette d'être plus content du travail (77⁰/₀), le développement au ni-

veau d'entreprise de l'activité culturelle et éducative (70%) et l'amélioration de la productivité (45%).

En outre, les ouvriers ne classent pas parmi les tâches les plus importantes du syndicat d'exercer une influence sur la politique économique générale du pays (72%), et ni la formation d'une conduite politique active, (46%), ni la garantie de la sûreté de l'emploi (83%) ne constituent la tâche du syndicat. Il découle que les ouvriers interrogés considèrent que les tâches du Parti et celles du syndicat se séparent.

En répondant à la question: le syndicat combien d'attention accorde-t-il aux tâches citées, les ouvriers interrogés qualifient l'activité du syndicat de la façon suivante. Ils trouvent insuffisante l'attention que le syndicat accorde: 1. à l'arrangement des problèmes affectant les plaintes et violation des intérêts des ouvriers et de leurs litiges (29%), 2. à l'amélioration de la situation matérielle, du salaire, de la pension, etc. des ouvriers (28%), 3. à l'assurance des possibilités de récréation (30%), 4. à l'amélioration des conditions de travail (25%). En ce qui concerne les autres tâches énumérées du syndicat, les réponses montrent une tendance semblable en ce qui précède à la baisse. Les réponses portent à penser que, bien que le syndicat accorde une attention suffisante (suivant les 2/3 des interrogés) aux activités énumérées, son activité effective fait objet de critiques, c'est-à-dire à partir des conclusions de cette enquête — qui ne permet évidemment pas une généralisation trop poussée — le syndicat ne remplit pas entièrement les tâches que les interrogés considèrent comme siennes, en accordant «trop peu» d'attention à celles que la majorité des ouvriers juge importante.

3. Dans le domaine de l'éducation de la jeunesse, la *Jeunesse Communiste* joue un rôle important en éduquant la jeunesse à l'édification du socialisme et à l'assimilation des idées socialistes suivant les directives du Parti.

Les tâches fondamentales des organisations de la jeunesse fonctionnant dans les pays socialistes sont la propagation des idées du marxisme-léninisme, la mobilisation de leurs adhérents et de la jeunesse en général à l'édification du socialisme.

En Hongrie, l'organisation de masse de la jeunesse est la *Jeunesse Communiste* (KISZ) qui est une organisation du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois. Sa mission est de prêter assistance au Parti à l'éducation communiste de la jeunesse. Elle déploie une activité en deux sens: elle éduque dans l'esprit du marxisme-léninisme et mobilise à l'édification du socialisme la jeunesse sous la direction du Parti et transmet l'opinion de la jeunesse au Parti, d'une part et représente les intérêts de la jeunesse hongroise devant les organes de l'État et de la société, d'autre part.

Le Parti considère l'éducation de la jeunesse comme une affaire sociale. L'avenir de la jeunesse se lie au développement de notre pays et dépend dans une grande mesure du travail dévoué des jeunes. La résolution du Parti sur la jeunesse est à la voie de la réalisation. Des changements importants se sont produits dans le rapport de la jeunesse au socialisme, dans le jugement de la jeunesse et dans les soins lui consacrés. La *Jeunesse Communiste* remplit ses fonctions politiques et sociales, son caractère communiste s'est accentué. Le parti prend une partie de plus en plus importante de son recrutement dans les rangs des membres de la *Jeunesse Communiste*. Dans le domaine de l'éducation politico-idéologique de la jeunesse, la responsabilité et l'activité de toute organisation et de tout membre de la société doit être agrandie. Les familles, les écoles, les collectivités, des lieux de travail, les dirigeants

politiques et économiques, les organisations et mouvements de masse doivent former le profil idéologique-politique-moral des édificateurs de l'avenir plus consciemment et avec plus d'exigences que jusqu'ici. Le Parti patronne toute ambition et démarche qui visent le développement du caractère politique et les traits militants de la Jeunesse Communiste. Une tâche importante de la Jeunesse Communiste est d'intensifier son influence politique dans le milieu des jeunes et de la jeunesse travailleuse en particulier. Les organisations de la Jeunesse Communiste doivent éduquer les jeunes dans l'esprit de l'autonomie, de l'initiative et de la conscience de devoirs. Les organisations de base du Parti doivent améliorer leur activité de direction exercée sur la Jeunesse Communiste. Les études et le travail tant producteur que social des jeunes déployant leurs activités dans les organisations de base du Parti et de la Jeunesse Communiste ainsi que dans les syndicats et leur sphère d'attraction exigeraient plus d'attention et de confiance encourageante qu'il ne leur était accordé jusqu'ici.

Les organisations de la jeunesse, basées sur le marxisme-léninisme peuvent, dans une société socialiste, elles aussi, participer aux activités politiques et sociales, à l'élaboration des plans d'économie nationale et au développement de l'économie nationale.

Le Parti considère l'éducation de la jeunesse comme une affaire sociale. Le Parti patronne toutes les efforts et mesures qui servent le développement progressif du caractère communiste et les traits militants de la Jeunesse Communiste Hongroise.

Le principe du centralisme démocratique qui constitue une garantie organisationnelle et une prémisses de l'initiative créatrice et du développement d'une discipline consciente de la jeunesse, prédomine également dans les organisations communistes de la jeunesse. Ces organisations sont créatrices de l'homme socialiste nouveau genre de la société socialiste et constituent la troupe de réserve du Parti. La jeunesse doit marcher en tête dans l'édification de la société communiste de façon que les jeunes, ouvriers et paysans ou appartenant à d'autres couches sociales des travailleurs, prennent tous leur part à l'édification de la société socialiste. Les jeunes concourent à la vie sociale dans tous les domaines du travail productif jusqu'à l'accomplissement de tâches de police, en passant par le travail culturel, dans les villages aussi bien qu'en ville. Ils remplissent une fonction informative importante dans le milieu des travailleurs et dans celui des jeunes en particulier pour favoriser le respect des normes sociales et politiques et des règles de la coexistence sociale et apportent ainsi une participation importante au succès du travail constructif politique et économique.

L'organisation de la Jeunesse Communiste tient des relations étroites avec les organes d'État. Elle les aide et soutient dans leur travail. En ce qui concerne la façon dont les fonctions publiques sont réalisées, ces relations prennent corps dans l'activité législative et dans l'application des règles du droit ainsi que dans celle de la juridiction (de la justice) et du contrôle. L'essentiel de ces relations est *d'aider l'accomplissement des tâches administratives* en coopération avec les organes d'État. Les organes d'État sont obligés à la coopération avec les organisations de la Jeunesse Communiste de même par de nombreuses dispositions législatives. Mais cela ne veut pas dire que les organes d'État soient autorisés à donner des ordres, par leurs décisions, à la Jeunesse Communiste ou à d'autres organisations sociales ou, en d'autres termes, que l'acceptation de diverses obligations puisse être ordonnée par des

règles juridiques. Les organes d'État doivent s'appliquer à la protection des intérêts de la jeunesse et à la satisfaction de ses exigences légitimes.

La Jeunesse Communiste est en coopération avec d'autres organisations sociales dont les syndicats sont particulièrement importants. Les relations établies par cette coopération se réalisent dans la participation aux activités économiques et cultures (sociales) c'est-à-dire que les organisations de la Jeunesse Communiste contribuent, avec d'autres organes sociaux, à la réalisation des fonctions de l'État socialiste par la législation (en qualité de signataires lors de la promulgation de décrets et décisions pris en conseil des ministres et d'arrêtés et d'ordres de service ministériels, d'une part et en consentants lors de discussions en commission commune, d'autre part) ainsi qu'à l'activité dispositive et exécutive (dans diverses commissions opératives communes et par un travail d'organisation et de contrôle pratique, en qualité de membre de diverses équipes, par l'organisation de commissions particulières, par la disponibilité d'activistes assurée aux commissions du contrôle populaire, etc.). La Jeunesse Communiste réalise son activité en coopération avec les organisations du Front populaire aussi.

En Hongrie, des enquêtes empiriques ont été effectuées même en ce qui concerne les organisations et fonctions de la Jeunesse Communiste en 1974. Lors de cette enquête, 789 questionnaires possibles à évaluer ont été appréciés dont les interrogés étaient choisis dans une masse de jeunes moins de 30 ans et qui avaient une qualification supérieure. Citons ici trois sujets sur lesquels les interrogés se sont prononcés lors de l'enquête. 1. «Qu'est-ce que vous considérez comme les tâches les plus importantes dans le domaine du travail de la Jeunesse Communiste?» Les réponses étaient à donner dans une échelle de 5 graduations (partant de 1: sans aucune importance jusqu'à 5: très importante) concernant la représentation des intérêts, le rapprochement des différentes couches, le travail économique, l'éducation politique, la stimulation de la formation professionnelle, l'organisation des loisirs, la dynamisation du travail de la Jeunesse Communiste et l'élaboration d'un système d'exigences homogène. 2. «L'organisation de la Jeunesse Communiste représente-t-elle vos intérêt à l'entreprise?» (Les réponses étaient les suivantes: 1. Oui, 2. non, 3. je ne sais pas. Si non, pourquoi: 1. l'organisation de la Jeunesse Communiste ne connaît pas suffisamment les intérêts des jeunes intellectuels, 2. la Jeunesse Communiste ne considère pas comme importante la représentation des intérêts des jeunes intellectuels, 3. la direction de la Jeunesse Communiste se compose dans sa majorité de jeunes dont les capacités sont insuffisantes, 4. la direction de l'entreprise néglige l'opinion de l'organisation de la Jeunesse Communiste, 5. les jeunes intellectuels déploient une activité insuffisante au sein de la Jeunesse Communiste, 6. il y en a d'autres raisons, notamment...). 3. «Est-ce que les mouvements et actions de la Jeunesse Communiste vous conviennent?» (Les réponses: 1. oui, 2. en partie, 3. non, 4. je ne les connais pas.)

A partir de la répartition des réponses «sans aucune importance» et «très importante» on obtient l'image suivante concernant la première question, c'est-à-dire quelles sont les tâches les plus importantes: 1. l'éducation politique (50%), 2. la représentation des intérêts (43%), 3. la stimulation de la formation professionnelle (34%), 4. la dynamisation du travail de la Jeunesse Communiste (30%), 5. l'organisation des loisirs (22%), 6. l'élaboration d'un système d'exigences homogène (21%), 7. le rapprochement des différentes couches (20%) et 8. le travail économique (14%). En outre, l'enquête a montré

certaines divergences dans l'importance que les jeunes travaillant dans les différents domaines attachent aux fonctions indiquées. On doit également prendre en compte le fait que, bien que les questions posées soient de caractère général les réponses traduisent des expériences acquises au lieu de travail. Les résultats de l'enquête montrent encore que, selon l'opinion des membres de la Jeunesse Communiste interrogés, dans deux domaines des fonctions de la Jeunesse Communiste, notamment dans l'éducation (politique, professionnelle et générale) de la jeunesse et la représentation de ses intérêts, il y a encore beaucoup à faire.

Les réponses données à la deuxième question qui vise en toute évidence l'organisation de la Jeunesse Communiste de l'entreprise concernée montrent les suivants: les 34⁰/₀ des interrogés jugent la Jeunesse Communiste capable de la représentation de leurs intérêts tandis que 41⁰/₀ sont à l'avis contraire, 18⁰/₀ ne le savent pas et 7⁰/₀ n'ont pas répondu à la question. Les 41⁰/₀ justifient leur réponses «non» de la façon suivante: 1. les intellectuels ne sont pas actifs (7,7⁰/₀), 2. la direction néglige l'opinion de la Jeunesse Communiste (6,5⁰/₀), 3. la Jeunesse Communiste ne connaît pas les intérêts à protéger (5,4⁰/₀), 4. la direction de la Jeunesse Communiste est faible (5,6⁰/₀), 5. la Jeunesse Communiste ne considère pas cette fonction comme importante (4,5⁰/₀), 6. par d'autres raisons (10,1⁰/₀) et 1,4⁰/₀ ont donné leur réponse sans justification. Tout cela, bien que ne traduise que l'opinion de peu de gens, constitue une critique non négligeable adressée à la Jeunesse Communiste, mais il est à prendre en compte le fait que les 18⁰/₀ des interrogés n'étaient pas en mesure de juger le travail de la Jeunesse Communiste puisqu'ils ne le connaissaient pas. En réalité, la Jeunesse Communiste représente donc les intérêts de plus de jeunes. Évidemment, il y a encore à faire même dans ce domaine et il faut particulièrement veiller à ce que les intérêts représentés soient ceux de la collectivité et non des personnes isolées. Mais cela nécessite la consolidation de la démocratie au sein de la Jeunesse Communiste dont le développement est favorisé par les parlements de jeunesse. Les différentes professions présentent des jugements divergents en ce qui concerne cette question aussi (p. ex. les pédagogues trouvent la représentation de leurs intérêts par la Jeunesse Communiste la moins suffisante).

Les réponses données à la troisième question permettent seulement quelques constatations à titre indicatif car les diplômés débutants ne participent aux mouvements et actions indiqués que dans une faible mesure. Les mouvements et actions de la Jeunesse Communiste (p. ex. mouvement de patronnage de la Jeunesse Communiste, conseils de jeunes techniciens et économes, concours, actions de travail, etc.) ont été jugés convenables par 20⁰/₀ des interrogés, inconvenables par 11⁰/₀ et ignorés par 11⁰/₀. Les jugements négatifs ont indiqué comme causes: une généralisation trop poussée (22⁰/₀), une mauvaise organisation (17⁰/₀). Le pourcentage de ceux qui reconnaissent dans les mouvements et actions de la Jeunesse Communiste une possibilité de faire preuves est singulièrement faible (3,5⁰/₀). Il est à noter encore que les 71,4⁰/₀ des interrogés ont donné la réponse selon laquelle la Jeunesse Communiste n'avait pas favorisé l'intégration des jeunes au lieu de travail, or ce serait une tâche importante de la Jeunesse Communiste aussi et l'assistance prêtée dans les domaines de l'établissement de relations, de la représentation des intérêts, de la consultation pratique et l'assistance dans d'autres domaines ne doit pas s'affaiblir.

4. Le *Front populaire* fonctionne dans les pays socialistes soit sous la

forme d'une organisation de masse, soit en mouvement de masse ayant pour mission de rallier les classes sociales concernées dans l'exercice du pouvoir et leurs organisations.

L'idée du ralliement des différentes classes sociales et de leurs organisations remonte à une vieille date au sein du mouvement ouvrier. Le Front populaire fait en effet une partie intégrale de la *politique d'alliance* de la classe ouvrière et qui présente un caractère différent suivant les pays dans lesquels il fonctionne, comportant les caractéristiques nationales de ceux-ci. Le Front populaire est une organisation propre non seulement des pays socialistes mais il fonctionne même dans les pays capitalistes (sous des noms différents comme p. ex. «front unique», «front de gauche») et, dans son cadre, des classes ou couches différentes luttent pour atteindre des buts définis à la base d'un terrain d'entente commun dans les différentes phases du combat de la classe ouvrière. Les partis communistes s'efforcent toujours à élargir le camp d'alliance de la classe ouvrière, la coopération et l'unité d'action. Dans l'élaboration de la politique unitaire, le III^e congrès de Comintern jouait un rôle important.

Lors de la naissance des démocraties populaires, les organisations du Front populaire, dont le Front National d'Indépendance hongrois, remplissaient un rôle particulier au sein du régime du nouveau pouvoir: ils avaient pour mission de rallier les forces antifascistes et de mobiliser la société dans une vaste envergure pour les tâches en face desquelles le nouveau pouvoir se trouvait. Après la libération, le Front d'Indépendance National avait pour membres le Parti Communiste Hongrois, le Parti indépendant des petits propriétaires, le Parti Social-Démocrate, le Parti des paysans, le Parti Bourgeois Radical ainsi que les syndicats et toutes les organisations démocratiques désireuses de participer au mouvement. A l'année 1949, le caractère du Front d'Indépendance avait subi un changement par suite duquel il constituait déjà non plus une coalition de partis mais l'alliance de ceux reconnaissant le rôle dirigeant du Parti Communiste. Cependant cette phase de développement avait l'erreur politique de forcer la disparition des divers partis pour mettre trop vite fin à ce processus et, ce qui était une erreur plus grande encore, d'anémier le Front populaire même au lieu de le consolider parallèlement à la disparition des partis. C'était en particulier à la campagne que des organisations de paysans dont le fonctionnement sous la direction du Parti aurait été souhaitable ont été liquidées. Par ce fait de larges couches de la paysannerie ont été au fond dépourvues d'organisations de masse ce qui avait pour résultat un affaiblissement des relations entre le Parti et les masses. Il s'y ajoutait encore une confusion théorique concernant le rôle du Front populaire dans les conditions de la dictature du prolétariat et qui se traduisait entre autres dans la limitation de son activité pour ainsi dire uniquement à la participation à l'élection. Une nouvelle étape de développement du mouvement de Front populaire fut ouverte par le congrès de 1954 du Parti des travailleurs hongrois qui a reconnu l'importance du Front populaire comme l'une des conditions capitales de l'élargissement de la base de masse du pouvoir d'État démocratique.

Le Front Populaire Patriotique réorganisé a obtenu un rôle important dans la vie sociale, ce qui vaut en particulier pour l'époque suivant la contre-révolution de 1956. Le Front Populaire Patriotique, contrairement au Front National de la Tchécoslovaquie et au Front National de la Pologne, par exemple, n'est pas la coalition des partis, en ce qui concerne son organisation.

En Hongrie, le Front Populaire Patriotique n'a pas de membres individuels comme c'est le cas pour le Front Patriotique Bulgare mais la totalité de ses membres se compose des membres des organisations ralliées à lui et qui coopèrent avec lui. Ce n'est pas un phénomène commun car, dans certaines démocraties populaires, l'organisation de masse du Front populaire permet l'adhésion de personnes à côté de celle d'autres organisations.

Le rôle dirigeant du Parti ne se traduit évidemment pas, au sein du mouvement de front populaire, par la privation des organisations ralliées de leur autonomie car le terme «ralliement» est l'expression de la coopération par une forme d'organisation. Ces organisations ralliées ne sont pas soumises à des décisions obligatoires prises par le Parti ou le Front Populaire mais les organes de ce dernier remplissent leurs tâches en accord avec les organisations ralliées et en s'appuyant sur celles-ci, en conservant leurs modes de fonctionnements spécifiques.

Les organes nationaux du Front Populaire de la Hongrie qui jouent un rôle important sont: le Congrès national, le Conseil National, la Présidence du Conseil National; ses organes régionaux sont: les commissions de Front populaire de la capitale, des arrondissements de la capitale, des départements et des villes départementales, des arrondissements des villes départementales, des rayons, des villes et des communes. Les commissions de niveaux différents sont élues par les électeurs se présentant aux réunions publiques et par les députés des commissions du Front populaire.

Les relations entre le Front Populaire et les organes d'État se réalisent au niveau central aussi bien qu'an niveau local (régional) et le Front populaire maintient des relations directes, pour la réalisation des tâches, avec les organisations du Parti ainsi qu'avec les organisations nationales et sociales de leur terrain de fonctionnement (organisations du syndicat, de la Jeunesse Communiste, d'autres associations, etc.) et avec les travailleurs. Pour assurer ces relations directes, les commissions de front populaire organisent des réunions, forment des commissions et convoquent des conférences et consultations sur les affaires concernant leur terrain de fonctionnement et organisent des groupes d'activistes, des commissions d'action et des groupes de travail pour l'accomplissement de tâches précisées.

Le développement de la société entraîne celui du mouvement de front populaire qui trouve ainsi des possibilités nouvelles. L'objectif principal du travail du front populaire reste de contribuer efficacement au *développement d'une unité politique et sociale* qui embrasse la totalité de la nation édicatrice du socialisme. L'essence de l'unité nationale socialiste se compose des facteurs suivants: édification achevée du socialisme, ralliement des classes et couches sociales fondamentales sous la direction de la classe ouvrière et coopération des membres de parti et des indépendants pour la réalisation des objectifs socialistes communs.

Le rôle rempli par le front populaire est de double caractère: d'une part, il constitue un groupement politique au sein duquel les organisations du régime politique travaillent ensemble avec la participation et sous la direction du parti communiste et, d'autre part, du point de vue de l'ensemble de la société, il apparaît comme le mouvement de masse le plus étendu dont l'objectif est l'accomplissement en commun des tâches importantes pour le socialisme, par la coopération de toutes les classes et couches de la société.

Le domaine le plus important dans lequel les relations entre le Front populaire et l'État socialiste se traduisent est celui des *fonctions politiques et*

constitutionnelles. Ce domaine comprend les droits, obligations, devoirs et activités par l'exercice desquels le front populaire contribue, en élément du régime politique, à la formation des organes de représentation centraux et locaux (régionaux) de l'État socialiste, favorise le fonctionnement des membres et des corps de ces organes sous la direction du parti communiste en servant d'intermédiaire entre l'organisme d'État et les citoyens.

Cette fonction du front populaire est, dans les pays socialistes, généralement une institution constitutionnelle et les règles précises en sont fixées par un statut d'un échelon plus élevé.

Quant à la fonction de caractère *provisoire* d'effectuer une élection les tâches liées au fonctionnement *continu* peuvent être considérées comme plus essentielles et qui permettent de:

a) assurer une possibilité importante à la socialisation de l'élaboration des règles juridiques et à la discussion publique et vaste des projets;

b) suivre en permanence l'application des règles juridiques en vigueur;

c) exercer, en cas de nécessité, le droit d'avertissement (de signalisation) concernant le travail de l'appareil d'État;

d) organiser des forums, pour faire valoir la démocratie directe, permettant de discuter les problèmes affectant un large public, soit pour les différentes couches séparément ou avec la participation de plusieurs de celles-ci dans le but d'assurer l'information réciproque;

e) déployer une propagande intense et une activité de consultation pour développer les connaissances des citoyens en matière de droit.

L'édification achevée du socialisme n'est possible que par la *réalisation de l'unité nationale*. C'est ce qui justifie sur le plan politique le fonctionnement du Front populaire et son extension sur toute la période de l'édification du socialisme.

La nécessité du développement progressif du Front populaire résulte de: 1. l'extension de son activité dans des directions définies pour l'accomplissement de tâches de politique intérieure et extérieure, 2. la modernisation des formes et méthodes de son travail.

En matière de politique intérieure, le Front Populaire doit intensifier la coopération de l'alliance des ouvriers-paysans et les différentes classes et couches et il a particulièrement beaucoup à faire pour la consolidation de l'alliance des ouvriers-paysans et c'est pourquoi il doit s'occuper également des problèmes de la paysannerie des coopératives de production agricole. Il doit intensifier son influence dans le milieu des intellectuels et en particulier de ceux de province, des petits commerçants, artisans ainsi que dans celui des personnes ecclésiastiques de sentiment démocratique. Il y a encore nombreux domaines où il peut avoir à faire: protection de la propriété socialiste, mise au courant des règles juridiques, favorisation et soutien du développement économique. Le rôle des Conseils ayant été agrandi et leur autonomie élargie *les tâches des organes du front populaire se sont aussi augmentées* en particulier dans le domaine de l'information de la population et de l'interprétation de son opinion dans le but de mieux intéresser les gens dans la vie politique et en donnant plus d'extension à la démocratie socialiste et à l'unité nationale. En règle générale, le Front populaire doit ambitionner l'intensification de la coopération internationale.

5. Un rôle important est rempli, dans l'exécution des tâches de l'État socialiste, par les *coopératives*. Les diverses formes des coopératives sont apparues dans les pays socialistes en partie comme l'héritage du capitalisme, à

l'époque de la prise du pouvoir, mais le rôle qu'elles jouent dans la production et la vie sociale se modifie essentiellement dans les conditions du socialisme.

La coopérative est une institution spéciale qui allie les caractéristiques fondamentales de: a) l'entreprise socialiste et b) l'organisation sociale. Cette dernière se traduit par le volontariat de leur création, dans le rapport d'adhérence, le rattachement de leur force de travail et dans le démocratisme qui assure la décision sur les problèmes fondamentaux, y compris l'élection et la destitution des dirigeants, etc. à l'assemblée générale. Mais comme les coopératives mettent les biens et les forces de travail de leurs membres à la disposition de l'exploitation collective, ne sont pas en premier lieu des organisations politiques bien que leurs fonctions soient: 1. la protection des intérêts de leurs adhérents, le remède des lésions les affectant et l'amélioration de leur situation matérielle et leurs conditions de vie et de travail; 2. l'élévation de leurs adhérents au rang de personnalités ayant des connaissances multiples (éducation culturelle et politique). En Hongrie, un rôle spécifique est aussi celui que les organes de représentation des intérêts de coopératives jouent. Ils ne représentent pas en effet les intérêts individuels des membres — bien que ce fût raisonnable. Pour les employés des coopératives les syndicats sont également importants du point de vue de l'accomplissement des tâches.

Les différentes coopératives reflètent une importance particulière dans l'État socialiste où le pouvoir d'État est à la main de la classe ouvrière tandis que les moyens de production sont dans leur majorité en propriété de l'État. En pareilles conditions, la coopération de la population favorise dans une grande mesure la réalisation des tâches et objectifs de l'État socialiste et l'harmonisation des intérêts sociaux et individuels dans le domaine de l'agriculture aussi bien que dans celui de l'industrie. Par ce fait, la condition de la prédominance des rapports de production socialistes dans toutes les branches de l'économie nationale se réalise. Les coopératives favorisent en même temps le développement de la *conscience socialiste* des travailleurs citadins et de la population rurale, c'est-à-dire qu'elles leur permettent le passage à la voie socialiste. Un moyen important en est le concours de l'État et dont le but est d'assurer l'acquisition des moyens de production qui permettent de dépasser la productivité des exploitations individuelles et de la petite culture.

Parmi les coopératives, celles de la production agricole sont particulièrement importantes compte tenu du fait qu'elles ont démolé les barrières de classe que la propriété privée et la petite production marchande avaient élevées dans le passé, pour séparer les différentes couches de la paysannerie, en supprimant ainsi la stratification de classe interne spécifique de la paysannerie.

L'un des objectifs fixés à long terme du Parti est la poursuite de la politique agraire et de l'intensification du caractère socialiste des coopératives. Les initiateurs de l'extension de la grande production de caractère industriel sont les fermes d'État; leur rôle, comme celui des coopératives qui se distinguent par leur production, sera encore plus important dans l'avenir. Elles marchent en tête dans l'application de méthodes efficaces et dans la production. Le but à atteindre est la modernisation de la machinerie, l'amélioration du ravitaillement en produits chimiques et l'extension de la culture par irrigation au sein des coopératives, comme c'est le cas pour les fermes d'État. Une efficacité plus élevée et des rendements croissants doivent être

obtenus par le développement des grandes exploitations dont la gestion est bonne ou moyenne, par la mise au rang des coopératives à conditions défavorables et par la mise au point d'une structure de production qui convienne mieux à leurs données naturelles.

Lénine attachait une grande importance aux coopératives de production dans les conditions de la dictature du prolétariat et considérait la coopération des ouvriers et paysans comme une condition indispensable de l'édification achevée de la société socialiste.

Par l'extension des rapports économiques entre villages et villes et qui est favorisée justement par les coopératives, l'alliance de la paysannerie coopérative et la classe ouvrière se renforce, elle aussi. A l'Union Soviétique, c'est à l'aide des coopératives de production que le Parti et l'État soviétique a fait passer les masses paysannes comptant beaucoup de millions de la voie de l'exploitation individuelle démembrée d'un niveau bas et dont la technique était arriérée à celle de l'exploitation socialiste collective puissante et qui possède une technique agricole d'avant-garde. Dans les démocraties populaires, dont en Hongrie, le concours du Parti et celui du gouvernement, leur travail éducatif persuasif ont permis de réaliser la réorganisation socialiste de l'agriculture. Nos expériences ont vérifié la thèse marxiste selon laquelle la transformation en grande industrie de l'agriculture *ne peut pas être un processus spontané*. Les plans à long terme y relatifs sont fixés même par la déclaration-programme du Parti.

Le développement de la production agricole en grande exploitation socialiste entraîne un changement significatif dans les conditions de la paysannerie coopérative; les traces de la stratification antérieure de la paysannerie disparaissent définitivement. Par la mécanisation, l'industrialisation de la production agricole et l'intensification importante de la productivité, le nombre des occupés dans l'agriculture se diminue à l'échelle nationale et la proportion des travailleurs qualifiés augmente. La paysannerie coopérative se rapproche de la classe ouvrière en ce qui concerne ses conditions sociales, le caractère de son travail, sa qualification, ses conditions de vie, sa mentalité et ses exigences matérielles et culturelles.

Un changement significatif s'est produit également dans les conditions des couches citadines de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire des artisans dès leur association en coopératives artisanales visant une contribution à la satisfaction des besoins de la population. L'activité de direction du Parti et du gouvernement sert les intérêts de la totalité des travailleurs, c'est-à-dire qu'elle assure l'harmonisation raisonnable des intérêts nationaux et ceux des coopératives ou des individus.

L'essor considérable du mouvement coopératif et la généralisation de la coopération assurent les conditions du développement d'une nouvelle étape du socialisme, c'est-à-dire que, les fondements du socialisme étant posés avec succès, nous sommes en présence de la période de l'édification de la société socialiste développée. Ce fait constitue à la fois une pierre milliaire dans le processus au cours duquel les formes de propriété des groupements se transforment progressivement en forme de propriété nationale, ce qui veut dire que l'unité de formes de propriété se réalise, l'harmonie absolue des intérêts fondamentaux des groupements, des individus et de la société se réalise. Cela permet le développement progressif des forces de production dans toutes les branches de l'économie nationale et la réalisation d'une abondance des biens matériels qui ne peut pas être assuré par aucune autre société. Par ce

fait, même la base politique sera renforcée, la société s'unifie, la conscience individuelle et sociale s'accordent et le développement de la conscience atteint un niveau très élevé.

Les coopératives et l'État ont donc des relations étroites dans une société socialiste. Ces relations se manifestent sur plusieurs plans. L'État d'un côté prête aux coopératives une assistance en moyens financiers, ce qui est particulièrement importante pour les coopératives de production. Dans ce domaine, la subvention de l'État est indispensable puisque la paysannerie petit propriétaire ne peut pas créer de ses propres moyens économiques un grand nombre d'entreprises collectives. Les théoriciens bourgeois attaquent les coopératives socialistes pour l'acceptation des subventions de l'État par laquelle elles «collaborent» avec le gouvernement et abandonnent le principe du secours mutuel. Mais il faut faire une distinction sous cet aspect également entre l'État bourgeois et l'État socialiste. Le but d'un État bourgeois est de maintenir la société capitaliste tandis que l'État socialiste vise l'édification d'un ordre social plus juste qui est le socialisme. L'objectif initial des coopératives était le même. Tandis que les activités de l'État bourgeois servent donc les intérêts des capitalistes, l'État socialiste insiste sur le développement de l'intérêt public et de la propriété collective. La protection de l'intérêt privé, les intérêts de l'oligarchie financière sont incompatibles avec l'intérêt des coopératives tandis que l'intérêt public est compatible avec le principe de la propriété collective. Ainsi le principe du secours mutuel est à maintenir en capitalisme mais il ne peut pas être maintenu en socialisme où il retarderait la liquidation définitive de la sphère de l'activité privée, de l'exploitation individuelle et du commerce privé. Toutefois l'État socialiste dirige l'activité des coopératives (en particulier par une réglementation juridique), c'est-à-dire la direction de l'État joue un rôle important dans l'activité des coopératives socialistes. A l'analyse des relations entre l'État socialiste et les coopératives on peut constater comme une caractéristique fondamentale le fait que la base de la direction d'État est le rôle prédominant de la propriété nationale socialiste dans le système de l'économie socialiste. La direction d'État des coopératives se traduit en premier lieu par le plan d'économie nationale unitaire mais ne se limite uniquement à ce fait. L'activité de direction de l'État socialiste n'est pas la même pour les différents types de coopératives et présente plusieurs caractéristiques spécifiques. L'activité de l'État relative aux coopératives vise, comme la loi sur les coopératives le précise, la réglementation juridique, la direction économique et la surveillance de la légalité concernant les coopératives.

La direction d'État des coopératives comprend des actes: a) obligatoires, b) proposant, c) sanctionnels, d) autorisateurs. Cependant il serait une erreur de limiter la direction d'État aux seuls actes juridiques puisqu'elle s'étend sur un domaine plus vaste.

La direction et le contrôle exercés par l'État sur les coopératives ne constituent une activité identique à la surveillance car celle-ci (au fait, la réglementation juridique) représente seulement une partie importante, un élément de la direction. Il est nécessaire d'insister sur ce point parce que, comme c'est bien connu, beaucoup de problèmes liés à la direction d'État des coopératives trouvent leur solution non par la réglementation juridique mais par un travail d'organisation portant secours. La direction d'État des coopératives suppose et même exige l'harmonisation suffisante de ces deux

formées de directions. Mais la direction d'État est loin de signifier la suppression de la gestion intérieure démocratique des coopératives.

Pour les relations mutuelles de l'État et la coopérative, le dirigeant et le dirigé, la question est de savoir quel est le champ que l'État laisse à la prédominance de la démocratie de coopérative de production, c'est-à-dire qu'il la restreint pour rendre ainsi la démocratie de coopérative de production purement formelle ou bien il permet son épanouissement pour permettre et stimuler à la fois le déploiement de la capacité créatrice de la collectivité coopérative. Un exemple de la première situation peut être pris de la période des années 1950, en soulignant son système de collecte des produits agricoles. La deuxième peut être illustrée par la période actuelle.

La démocratie de coopératives est donc une démocratie réglementée par le droit et ainsi la garantie juridique la plus importante de sa prédominance est *l'observation de la légalité* au sein de la coopérative, de la part de la collectivité de cette coopérative de production aussi bien que de la part des organes et personnes extérieurs à la coopérative.

La mesure dans laquelle les coopératives répondent aux fonctions résultant de leur caractère social doit être examinée même de façon empirique. Certaines conclusions peuvent être déduites des analyses empiriques effectuées. Les conclusions principales y relatives d'une enquête sociologique étaient les suivantes, sans qu'elles prêtent à une généralisation à l'échelle nationale,

a) Le mode de vie des adhérents actifs des coopératives dépend d'abord de leur âge et sexe ainsi que du niveau de leur formation.

b) La restratification sociale progresse à pas gigantesques. Près de la moitié des interrogés avait une qualification.

c) Le nombre de ceux qui se sont adhésés à la coopérative ayant une conscience de «propriétaire individuel» est en baisse au milieu des interrogés.

d) Suivant les données obtenues lors de l'enquête, près de 50% des adhérents actifs effectuent un travail de caractère industriel.

e) Le temps consacré au travail collectif varie suivant l'âge, le sexe et la branche d'exploitation de la coopérative où le poste de l'interrogé se trouve.

f) Une corrélation étroite peut être mise en évidence entre le temps consacré au travail effectué dans l'exploitation auxiliaire personnelle et l'âge.

g) Près de la moitié des interrogés travaille au maximum de sa capacité tant dans l'exploitation collective que dans l'exploitation auxiliaire personnelle.

h) Les données de l'enquête portent à supposer que le travail effectué à l'exploitation auxiliaire personnelle et à la maison après les heures du travail obligatoire est au détriment du progrès intellectuel, des loisirs et de la régénération de la force de travail pour une partie importante des interrogés.

i) Le niveau de l'information qui constitue une condition essentielle du développement de la démocratie de coopératives de production semble convenable. Cependant une attention particulière doit être portée à l'intelligibilité et à l'individualisation de l'information ainsi qu'à la possibilité de la manifestation des opinions.

j) La coopération entre dirigeants et membres est positive. L'appréciation de l'atmosphère du lieu de travail varie suivant le cas où l'examen porte sur l'atmosphère de la collaboration des dirigeants et des membres ou sur celle du travail collectif des membres. Cette dernière présente en effet plus de positivité, ce qui nécessite certaines considérations de la part des dirigeants.

Les interrogés montraient une préférence pour leurs relations avec les membres de leur propre couche.

k) Le niveau de l'adhérence aux organisations, du travail social et de la formation politique des sujets de l'enquête est bas ce qui nécessite l'élargissement organisé de l'activité politique et publique, de la conscience politique et de la formation politique. En outre, il est important que les opinions politiques puissent s'exprimer concernant les problèmes domiciliaires également et que les opinions développées soient transmises aux personnes compétentes. Pour la prise en considération raisonnable des opinions, l'élévation du niveau de formation est d'une importance décisive.

l) La position d'esprit politique montre un aspect positif au sein de la coopérative de production considérée. Cela porte à supposer une possibilité du développement progressif de l'activité politique différenciée actuelle, compte tenu de l'activité politique et publique moins intense que les membres actifs des coopératives de production témoignent dans d'autres domaines.

Les conditions existantes au sein des organisations sociales ou le développement de la démocratie de ces organisations sont très importants pour *une participation plus intense à l'élaboration, à la prise à l'application et au contrôle de l'application des décisions des organisations d'État*. Il importe donc de développer les conditions internes des différentes organisations sociales et de relever leur niveau pour élargir les possibilités de tout membre d'influencer l'activité des organisations sociales et ainsi celle des organes d'État et d'en prendre une certaine responsabilité.

2. Rapports de l'État et du parti communiste dans le régime politique de la société socialiste

Des conceptions limitant la notion de la dictature du prolétariat au pouvoir politique du parti ou de l'État se présentent même dans la théorie marxiste. Mais il convient de rappeler la conception de Lénine selon laquelle après la révolution «il se forme un appareil prolétarien très puissant flexible et relativement vaste par lequel le Parti est lié plus étroitement à cette classe et à la masse et par lequel la dictature du prolétariat se réalise». La dictature du prolétariat englobe donc, hors de l'organisme d'État le parti communiste, les différentes organisations de masse des travailleurs, etc.; en fin de compte, elle est identique avec cet élément du régime politique de la société socialiste dont la fonction fondamentale est d'exprimer les intérêts de la classe ouvrière. A l'intérieur de cette formation, le parti et l'État jouent un rôle décisif.

La sphère d'activité de l'État et celle du parti sont difficiles à délimiter avec précision dans le processus de la prise de décisions politiques. Le parti aborde les problèmes sociaux sous un aspect politique général sans que la possibilité d'une *intervention opérative* au cas échéant soit exclue mais qui ne doit pas se généraliser dans la pratique. Par contre, bien que les dispositions de l'État soient de caractère réalisateur et technique par rapport au caractère général des décisions de parti, elles ne peuvent pas être dépourvues de *l'élément politique* qui commande tout le régime de la dictature du prolétariat. La précision exhaustive, limitative et même une indication approximative des compétences seraient difficiles et ne permettent de s'orienter dans cette

question que par la prise en considération exacte des conditions historiques et politiques données.

On ne peut pas exclure comme possibilité une *contradiction fonctionnelle* entre les décisions du parti et celles de l'État socialiste, toutefois les rapports fondamentaux se caractérisent par l'identité des objectifs qui se base sur l'expression des intérêts de la classe ouvrière.

La fonction de direction que le parti réalise par ses membres individuels est moins importante que la direction organisationnelle *institutionnalisée* qui est fondamentale et qui est présente à tous les niveaux et dans toutes les organisations de la vie nationale. Une thèse fixée par la Constitution est celle qui désigne comme force directrice de la société le parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière et comme la tâche principale de celui-ci, la définition et le contrôle de la ligne politique. Une mission nécessaire du développement de la société socialiste est d'arriver au point final du processus qui part des oppositions d'intérêts de caractère non antagonistique et aboutit à l'intégration absolue des intérêts de la société. Dans cette mission, la fonction sociale du parti communiste est la même que celle de l'État socialiste: l'institution d'une société sans classes. Du point de vue de la dictature du prolétariat, le parti constitue un moyen de pouvoir manifestant la mission historique de la classe ouvrière de même que l'État.

La caractéristique la plus importante qui est commune au parti et au pouvoir d'État socialiste est ce qu'ils exercent leur activité régissant la société pour influencer sur le comportement des citoyens contre ceux qui contreviennent aux normes de la société, d'une part, et dans le but de l'édification achevée du socialisme, d'autre part. La divergence entre les fonctions de l'un et de l'autre provient du fait que leurs décisions concrètes sont liées à des phases différentes de leur réalisation dans le processus de manifestation des intérêts de la classe ouvrière et du peuple travailleur. Le parti constitue la partie la plus consciente et la plus active de la classe ouvrière et se trouve effectivement en mesure d'avoir une vue d'ensemble sur la totalité des régularités sociales: cette phase de découverte et d'expression des intérêts se traduit sous forme de décisions politiques concrètes. La réalisation de celles-ci appartient, entre autres, à l'État: il fait prévaloir l'intérêt social révélé directement par des décisions juridiques.

A l'élaboration des directives régissant la société des partis communistes, tous les facteurs de la société socialiste que la direction concerne participent. C'est pourquoi les directives ne peuvent pas être qualifiées comme manifestations volontaristes des différents organes du parti communiste et en particulier de ses institutions centrales.

Seule une société socialiste permet la participation des travailleurs ou de leurs organisations à l'élaboration des directives du parti. Les rapports des citoyens aux moyens de production évoluent en effet, en société socialiste, de façon que l'efficacité de la direction nécessite en permanence une *participation toujours plus intense des citoyens* à la prise des décisions.

Le rôle dirigeant des partis communistes ne se traduit pas par une hiérarchie prescrite par l'ordre légal pour l'État et les organes sociaux. Le rôle dirigeant du parti se met en oeuvre sans aucune réglementation juridique et par des moyens politiques en particulier, à la base des conditions de pouvoir politique existantes. En analysant ce problème du régime politique, C.A. Yampolskaya précise: «Quant à la participation des autres partis et organisations de masse politiques à l'élaboration de la politique, les marxistes

n'ont jamais nié et ne nient pas le fait que les syndicats et d'autres organisations de masse des travailleurs participent à la direction de la société et font partie de l'organisation politique de la société et par conséquent participent également à l'élaboration et la réalisation de la politique. Dans le cas d'un régime à plusieurs partis qui s'est établi dans certains pays socialistes, la collaboration du parti marxiste avec d'autres partis et des organisations de masse se réalise dans le cadre du Front National (Front Populaire). C'est par ce fait que les conditions nationales de l'édification du socialisme se traduisent dans ces pays (Bulgarie, RDA, Pologne, Tchécoslovaquie). Toutefois une forme de collaboration organisée des partis et des organisations de masse comme le Front Populaire (Front National, Front Patriotique) est loin d'affecter la question du rôle dirigeant du parti marxiste et de reprouver la conception de Lénine concernant cette question.»

Les rapports fondamentaux du parti communiste et de l'État socialiste sont définis par le fait que le parti décide, coordonne et exerce le contrôle en ce qui concerne la partie objective de la direction et l'État met en oeuvre les conceptions de la politique de cadres du parti en ce qui concerne les conditions subjectives.

L'influence politique et le rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste se basent, en société socialiste, avant tout sur son *pouvoir politique*. Le prolétariat a obtenu le pouvoir d'État sous la direction politique du parti. C'est grâce à cette influence politique et cette autorité qu'il s'efforce de réaliser des programmes et objectifs qui soient en accord avec les intérêts de la société entière, lors de l'édification du socialisme et du communisme. Le rôle dirigeant du parti communiste dans la société socialiste entraîne les fonctions suivantes:

a) Élaboration d'une ligne politique scientifiquement fondée pour l'ensemble de la direction de la société et pour ses différents secteurs, donc élaboration de la *conception fondamentale* du développement de la société. Le parti ambitionne en même temps la confirmation des décisions politiques principales par des lois et d'autres règles juridiques édictées par les organes d'État. Le droit est également un phénomène politique mais dans ce cas les décisions politiques prennent un caractère spécifique et leur formulation doit être conforme à des exigences déterminées. La protection de ces règles juridiques est assurée par tout le pouvoir de l'État dans l'application du droit. La législation socialiste est dans ce sens l'expression et la *fixation de la ligne politique du parti* et constitue un instrument important de la réalisation de celle-ci.

b) Dans l'esprit de la ligne politique élaborée par lui, le parti unit et *coordonne* l'activité des organisations politiques, économiques, sociales et culturelles de la société socialiste.

c) Le parti exerce une *activité* politique et *d'organisation* permanente et systématique par le moyen des communistes travaillant dans les différents organes et institutions ainsi que par les organisations de base du parti et contrôle la réalisation correcte de sa ligne politique.

L'une des fonctions principales de toute l'activité du parti est de favoriser l'application conséquente des lois et règles juridiques et cela en particulier par les organisations de parti fonctionnant dans l'appareil d'État et dans les organes judiciaires et de parquet. L'assurance de l'observation rigoureuse de la légalité constitue une condition importante de l'efficacité de la direction de parti et de l'extension de la démocratie. Les partis marxistes-léninistes ont

maintes fois vitupéré les faits de l'autoritarisme et de l'illégalité et la conduite de certains dirigeants ou organisations, face aux lois. C'est la lutte pour l'observation des lois et pour l'accentuation de leur prédominance et efficacité ainsi que le développement incessant du travail de la législation qui permettent l'accomplissement avec succès de la tâche compliquée de l'édification du socialisme et du communisme.

Le parti assure la sélection, la répartition et la formation des dirigeants dans les domaines principaux de la société socialiste. Lénine attachait une importance extraordinaire aux questions d'organisation et à la direction de parti de la politique de cadres: «aucune politique ne pourra être réalisée sans qu'elle se traduise par désignations et déplacements. En conséquence toute question d'organisation est revêtue d'une signification politique.»

Le parti effectue un travail idéologique pour éduquer les masses travailleuses dans l'esprit du marxisme-léninisme, pour relever le niveau de leur conscience socialiste et les faire participer, en donnant une extension à leur énergie révolutionnaire, à la réalisation des objectifs politiques de la société socialiste.

Au sein de la question considérée, une importance particulière doit être attachée aux rapports des organes de représentations suprêmes, du gouvernement et du parti. Le rôle dirigeant du parti se traduit particulièrement dans la *composition des organes suprêmes du mécanisme d'État* et dans certaines garanties juridiques ainsi que dans l'activité des groupes de parti fonctionnant dans les organes corporatifs. Tout cela fait apparition concernant les organes de pouvoir, de représentation et de direction régionaux également. Il en résulte que les rapports entre le parti et l'État se réalisent par les activités de direction du parti, exercées par rapport à l'État. C'est par les organes d'État centraux qu'une *volonté de classe* exprimant l'intérêt de classe découvert par le parti devient *volonté d'État* (ou, à la phase du déploiement de l'édification du communisme, la volonté sociale volonté d'État). C'est ainsi que l'intérêt de classe ou la volonté d'État devient droit puisque la décision politique s'exprime même sous forme de source de droit et par ce fait, par l'application possible de la contrainte d'État elle sera obligatoire à la totalité de la société. Les intérêts et objectifs de la classe ouvrière sont assurés ainsi par la mise en oeuvre du droit, par l'observation de la légalité, donc par instruments étatiques du côté des organes d'État. Cependant la direction de parti ne veut pas dire qu'une résolution centrale du parti de la classe ouvrière soit exécutée par les organes d'État suivant les directives du parti. En société socialiste, toute résolution du parti ne devient pas en effet règle juridique mais, d'autre part, les décisions politiques entrent en jeu sans devenir droit.

Les caractéristiques de la direction de parti peuvent être résumées de la façon suivante:

a) Le parti assure la direction des organisations d'État et des organisations sociales par des résolutions politiques de caractère de directives.

b) Le mécanisme de pouvoir (socio-étatique) ne peut pas décider sur des questions importantes sans une telle résolution politique de caractère de directive.

c) Les résolutions politiques de caractère de directives sont prises de façon démocratique et ne sont pas les produits de la volonté arbitraire des organismes directeurs du parti mais leur élaboration se fait avec la participation de tout un réseau d'activistes qui contribuent à l'enquête de la situation.

on, à son appréciation et à l'élaboration d'une proposition mais y participent aussi des dirigés c'est-à-dire ceux à qui la directive sera adressée.

d) Les résolutions politiques de caractère de directives sont exécutées dans les parties du mécanisme socio-étatique par la méthode de la persuasion et en rendant consciente la nécessité de l'exécution, par le truchement des membres du parti qui travaillent dans les organisations différentes.

Contrairement aux opinions bourgeoises, la direction de parti en société socialiste présente une différence qualitative en regard des rapports entre le parti bourgeois et le parlement ou d'autres organisations. La nouveauté qualitative est justement la projection politique des rapports de propriété socialistes. Donc, les idées selon lesquelles le parti est «l'organisation maître de l'État» et, par ce fait, «il force la concentration et centralisation du pouvoir» ou qu'il fonctionne d'une manière autoritaire en exerçant ainsi une dictature au moyen des ordres et instructions adressés aux institutions d'État, sont fausses. Cependant il est indiscutable que le culte de la personnalité avait des effets nuisibles sur les rapports entre le parti et l'État. La *centralisation exagérée* portait préjudice à la démocratie d'une part et accentuait le rôle de l'appareil de parti comme organisation d'assistance en diminuant ainsi l'efficacité de la thèse selon laquelle la direction de parti se manifeste dans l'activité des corps élus et se réalise par les «groupes communistes» des organes de représentation, les formations qui étaient nommées fractions dans le passé. Leur importance ne peut pas donc être dépréciée sous prétexte que «la direction de parti peut se passer d'eux pour se faire valoir.»

Les organisations du pouvoir d'État et de la représentation réalisent les tâches politiques ainsi que celles de l'édification économique et culturelle entrant dans leur compétence, et suivant dans leur activité les résolutions du parti communiste. Une forme principale de la direction de parti exercée sur les organisations de pouvoir d'État et de représentation est la formulation de résolutions communes au parti et aux organes d'État concernant des questions économiques, culturelles et diverses autres. Une direction raisonnable et l'enchaînement de la théorie et la pratique doivent se refléter avant tout dans l'efficacité des résolutions. La direction communiste doit toujours unir les directives générales exprimées par les résolutions avec la direction effective d'une part et donner à celle-ci un contenu utile en conformité avec le lieu et le temps donnés pour assurer les rapports convenables entre la direction et les masses d'autre part. Le rôle et le caractère des résolutions du parti ne veut pas dire que l'activité du parti remplace ou puisse remplacer l'activité des organes d'État.

Les résolutions du parti sont exprimées généralement par des règles juridiques et se réalisent par le moyen des organes d'État et le parti en assure l'efficacité de façon qu'il délègue à ces organes ses cadres les plus aptes à leur exécution.

Les principes directeurs du parti s'accordent avec la volonté et avec les objectifs des travailleurs car les tâches pratiques résultant des besoins de la société sont définies à l'aide des rapports de masse élargis maintenus avec les travailleurs et à partir de bases scientifiques. C'est l'une des garanties principales de la réalisation des résolutions, à côté de cette pratique suivant laquelle les résolutions du parti et du gouvernement, comme actes juridiques, sont mises au courant des masses du peuple travailleur qui sont en même temps persuadées sur la justesse de celles-ci. Pour ce faire, il faut assurer une interprétation correcte et homogène des résolutions de parti et de gouver-

nement. Il est inadmissible que le libéralisme et l'esprit de la complaisance s'emparent de l'activité du parti ou des organes d'État de même que la rigidité, le bureaucratisme, la négligence de la méthode de persuasion, l'aversion pour les nouvelles solutions et la timidité qui se présente dans certains cas en héritage du dogmatisme sont aussi inadmissibles.

La direction par le parti des organes d'État et de représentation nécessite des relations réciproques convenables entre les organisations du parti et les Conseils. La direction du parti ne peut pas se limiter à l'audience des rapports généraux sur l'activité des membres de Conseil ou à la prise de résolutions générales qui ne permettraient pas au parti de prendre une prise de position sur les questions les plus importantes. Le rôle dirigeant du parti s'étend au-delà de ces généralités et embrasse non seulement la direction en principe et la position des problèmes fondamentaux mais aussi la *garantie de l'exécution de la résolution* prise à propos de de ceux-ci. Les activités de direction et de contrôle du parti se réalisent par diverses formes dont la revue sous l'aspect organisationnel est d'autant plus facile que la structure des organes d'État et de ceux du parti sont essentiellement les mêmes étant le principe de tous celui du centralisme démocratique.

La direction des organes d'État et de représentation appartient à l'organisation de parti régionale qui se trouve à l'échelle la plus élevée sur le terrain de la compétence du Conseil concerné, comme c'est la pratique d'autres pays socialistes aussi. Ces organisations peuvent ainsi prêter une assistance directe à l'exécution des instructions centrales de parti et d'État à côté de leur activité de direction et de contrôle régionale. Les comités de parti dirigent les organes de Conseil en agrandissant leur responsabilité et en développant leur activité initiatrice et assurent l'assistance nécessaire à l'accomplissement des tâches économiques et culturelles. D'autre part, les organes d'État sont responsables de l'exécution de leurs résolutions et de l'exécution des instructions des organes supérieurs ainsi que de l'application et l'exécution corrects des directives générales du parti, par leurs mesures concrètes. Une résolution directrice du parti ne dispense jamais les organes d'État de l'étude approfondie de la façon dont elle peut être exécutée au mieux compte tenu des conditions locales données. Une condition première de la coopération et du travail efficace du parti et des organes d'État est ce qu'ils *soient systématiquement informés sur le travail de l'autre* sans quoi ils ne pourraient pas s'aider l'un l'autre et soutenir réciproquement l'activité de l'autre. L'information des organisations de parti doit être continue pour assurer la permanence à la gestion de caractère de directive du parti.

Le développement de la société socialiste multiplie les tâches du parti mais les modifie aussi. Toutefois le rôle dirigeant du parti ne cesse pas de se manifester dans la direction politique, la coordination et le contrôle, dans tous les domaines de la vie sociale. La croissance de l'importance du rôle dirigeant du parti doit s'exprimer par les suivants: a) intensification du caractère scientifique et de contrôle du travail de direction; le parti doit être en effet dispensé de tâches opératives et il faut mettre fin à cette situation où le parti et une organisation sociale ou nationale s'occupent de la même façon d'un problème, b) recueil et analyse des idées et propositions des travailleurs, demande de leurs opinions, etc.

IV. PROBLÈMES GÉNÉRAUX DU SYSTÈME DE PRISE DE DÉCISION DE L'ÉTAT SOCIALISTE

1. Caractéristiques du système de prise de décision de l'État

Le fonctionnement entier du régime politique de la société socialiste vise pour l'essentiel l'intégration des intérêts de niveau et d'importance différents sous la forme d'un intérêt général commun ayant un caractère de compromis. Cet intérêt joue ensuite le rôle *point de départ du processus de décision* ayant lieu dans le régime politique.

Suivant la conception marxiste, le système de valeurs apparaît en liaison avec la structure de la société. Mais cette liaison ne se reflète pas de manière automatique même dans le régime politique de la société socialiste, divers mécanismes intermédiaires (p. ex. les spécificités juridiques et organisationnelles de l'expression d'intérêts) pouvant *détourner* la manifestation des intérêts objectifs. C'est pour cette raison que la conception des idéologies bourgeoises qui considèrent la fonction d'intégration des intérêts du régime politique comme indépendante des classes, en prenant les critères secondaires de la structure sociale pour base de la répartition des intérêts, est fautive. Une activité humaine visant la pratique sociale est toujours de caractère politique. Par conséquent le processus d'intégration des intérêts de la société socialiste revêt également un caractère politique et sa transformation ayant un caractère apolitique est fonction de la diminution des divergences d'intérêt.

Tandis que les organisations politiques socialistes s'occupent, compte tenu de leur caractère, du contenu des différentes décisions dans leur généralité, l'organisme d'État a pour fonction de formuler les exigences définies par les décisions concernant ses membres et organisations sous forme de règles de conduite concrètes en faisant usage de son pouvoir réglé par le droit.

La procédure de prise de décisions peut être considérée comme *dynamique* et cela en deux sens. D'une part, parce que, compte tenu des rapports d'autorité et de subordination fonctionnant dans le régime politique soit formellement, soit non formellement, *toute décision suppose une décision de niveau moins élevé* (prenons l'exemple de la pratique de la législation «en plusieurs étages» en ce qui concerne l'ordre légal). Mais même si, dans un sens plus étroit, on considère une seule décision il apparaît qu'elle se compose de nombreuses phases pour arriver enfin à l'état de la réalisation. La littérature donne plusieurs analyses de la structure du processus de décision mais ce qui paraît en être commun est justement l'essence de la décision: *l'élaboration des variantes de la décision et le choix entre celles-ci*.

Le processus de décision qui se déroule en régime politique de la société socialiste dure, dans un sens plus large, de la naissance d'une condition sociale objective exigeant le changement à la communication de la décision prise.

a) L'expression d'un besoin social par exigences réelles nécessite le *réfléchissement* adéquat de ce besoin par les éléments du régime politique. Cela a lieu pour la plupart du temps dans le cadre des organisations sociales et politiques et le parti communiste y joue un rôle suréminent. Le développement de la société socialiste augmente l'importance du rôle des différentes organisations sociales et aussi du rôle initiateur du *citoyen* même dans les décisions locales aussi bien que dans les décisions centrales.

b) Un autre problème politique important est celui de la définition des

tâches et objectifs et qui est en relation étroite avec la hiérarchisation des intérêts et valeurs visés par une décision. C'est au fait à ce point que la fonction d'intégration des intérêts, exercée par le régime politique, se manifeste le plus nettement.

c) Après la détermination des objectifs et tâches, le processus de décision déplace son point principal aux organes d'État dont l'*appareil spécial* joue un rôle important. Celui-ci a pour tâche de prendre d'abord connaissance du problème indiqué et de découvrir ensuite les possibilités qui permettent d'orienter l'évolution des conditions sociales dans la direction prévue. Un autre fait aussi important est ce qu'il révèle les réactions possibles des valeurs et intérêts visés par les différentes variantes de décision.

d) Dans le régime politique de la société socialiste, l'appareil spécial de l'organisme d'État joue un rôle important non seulement dans l'élaboration des variantes de décision mais aussi par l'influencement, soit formel ou informel, du choix entre celles-ci. La fonction des organes publics et politiques est donc en priorité le *contrôle* des décisions proposées par l'appareil, du point de vue politique. Une décision qui est en conformité avec des rapports d'intérêts préférés par l'ensemble du régime politique et avec des objectifs fixés, qui est en accord avec les conditions et possibilités déterminant le contenu de cette décision, sera *approuvée* par le pouvoir juridique de l'organisme d'État pour revêtir la forme d'une règle juridique.

e) La phase finale de caractère technique du processus de décision a lieu également au niveau de l'appareil spécial. La décision formulée définitivement est à faire parvenir aux adresses par des *canaux de communication* adéquats.

Le modèle traité du processus de décision du régime politique d'une société socialiste, très schématique, n'en contient évidemment que les traits les plus généraux. Dans la réalité, ce processus est beaucoup plus complexe et contradictoire. Il suffit de rappeler le fait que les organes sociaux et politiques peuvent, eux aussi, être divisés en élément de représentation électif et élément d'appareil spécial qui jouent un rôle spécifique dans le processus d'initiative ou d'élaboration de décisions. D'autre part, l'appareil spécial, outre qu'il effectue un travail de caractère technique, présente des éléments politiques qui impliquent les intérêts internes de son organisation. De plus, toutes les décisions politiques ne se reflètent pas sous une forme juridique quoi-elles soient nées au sein de l'organisation d'État.

Même la perfection du processus de décision est fort relative puisque le recoupement de l'information reçue sur la réalisation de la décision et de la situation supposée par la décision (donc: le contrôle) n'est pas autre chose que le *mécanisme de rattachement* du processus de décision. Celui-ci pouvant fournir des informations utiles pour d'autres décisions les processus de décision se construisent en superposition.

Le problème du rôle d'instrument social de la décision d'État peut paraître d'abord un problème théorique et il l'est en principe. Mais ce problème a encore un aspect technologique spécifique. Comme création et mise en action d'un instrument social spécifique, il peut être considéré non seulement du point de vue de la théorie constitutionnelle et juridique, de la dogmatique de droit et de la sociologie de droit mais également comme une technologie.

Le traitement en jurisprudence se fait généralement par branches de droit ou par leur application parallèle ou combinée; la technologie n'y est pas prise en compte et non seulement comme une science auxiliaire de droit

mais comme un point de vue indépendant non plus. Une prémisse de la jurisprudence est ainsi la généralisation au niveau théorique des problèmes pratiques car c'est par cette voie qu'elle devient une science à l'usage de la pratique. La technologie fait son apparition, en dernière analyse, par certaines ficelles pratiques ou professionnelles en général et par les précédents qu'elle fournit dans le domaine de la législation et la jurisprudence en particulier. L'expérience pratique se constitue ainsi de la coutume instaurée, c'est-à-dire de la tradition du procès du travail d'une part et des solutions effectives d'affaires concrètes analogues comme modèles adaptables d'autre part. Une règle juridique ou décision de justice portant disposition sur un sujet identique ou analogue considérée et jugée bonne du point de vue technique sera revêtue au cours du procès de travail d'une valeur de modèle, soit par voie instinctive ou même avec intention, ce qui est évidemment une question technique aussi.

Cependant l'interprétation de la technologie de décision ne peut pas être limitée à ce qui a été dit ci-dessus. La technologie comprend en effet la prise et la mise en action de la décision comme un procès de travail rationalisé, elle est l'application méthodique des connaissances qui peuvent être puisées dans la théorie et dans la pratique de la décision d'État ainsi que dans d'autres connaissances qui y sont nécessaires à la solution de telles tâches pratiques.

Il s'agit donc de connaissances spécifiques systématisables qui ne sont pas à priori homogènes et qui sont associées par la finalité du procès de travail pratique. Elles sont d'abord des connaissances nécessaires à la réalisation des objectifs de travail concrets, extraites généralement de connaissances scientifiques et d'autres connaissances pratiques systématisées pour être ensuite combinées entre elles.

Un fait à justifier par la suite est que la décision politique devient de plus en plus compliquée. Cela peut être démontré par le fait qu'elle change aussi en tant que technique sociale spécifique. Cette dernière est caractéristique également comme la technologie de la prise et mise en action des décisions. Elle présente en nouveauté le changement d'échelle entraîné par leur production de masse. Notre analyse a pour but de déterminer certaines régularités technologiques générales relatives au droit. Ce n'est pas donc le rassemblement de différentes ficelles de profession ou l'analyse au point de vue technique de certaines affaires politiques concrètes dont il s'agit mais plutôt de leur généralisation en principe. Par cette voie, on peut arriver à d'autres conclusions théoriques mais qui sont valables surtout en sens technologique seulement. Ces constatations comme thèses technologiques générales ou théoriques ne définissent pas l'essence, le rôle social, et la détermination politique et économique du droit mais elles constituent des régularités de tendances générales concernant la manière dont le droit comme technique sociale spécifique peut ou ne peut pas être fait et actionné.

Selon cette interprétation, les conditions et les lignes de direction pour la description des décisions d'État peuvent être les suivantes :

- la direction d'État se lie à des formes d'activités étatiques ; les formes d'activité constituent des divisions de la direction ;
- les divisions de la vie juridique sont la législation, l'application du droit et la mise en vigueur du droit ;
- la direction d'État dans ce sens et la vie juridique sont phénomènes en interaction qui sont nécessairement en relation réciproque ;

— la direction d'État et la vie juridique sont considérées toutes les deux comme mouvements des formes d'activité; la réalisation de ces mouvements suit une technique consciente;

— les formes d'activité constituent des techniques de motivation spécifiques dans la réalisation des mouvements et, par conséquent

— le point de départ de l'analyse de principe de caractère technologique est la technique de motivation même.

Les mécanismes d'influence de la direction d'État et du droit comme l'ensemble de techniques de motivation changent. Leurs changements produisent ceux de la technologie.

La description de tout cela, qui implique celle des questions antérieures ne pouvant être considérées comme évidences qu'apparemment, est la suivante:

a) Technique sociale des motivations directes et indirectes

La société est, sous un certain aspect, une coopération organisée pour l'acquisition des biens matériels et spirituels au moyen desquels les gens assurent leur existence dans le monde. Elle constitue l'activité et la force consciemment concertées de gens et de leurs organisations et qui se construit en système. Elle est une communauté d'intérêts de grande échelle, en dernière analyse, un mécanisme d'autorégulation qui se produit lui-même, au sein de l'unité fonctionnelle duquel ni les gens qui sont en rapport entre eux, ni les différents intérêts, ni les forces de cohésion qui maintiennent la coopération ne sont pas de la même valeur. Ils se différencient à l'intérieur de l'unité de l'existence sociale justement par le fait qu'ils constituent à la fois la transition dialectique de l'un à l'autre; ils sont donc transitions non arbitraires mais répondant aux nécessités qui déterminent leur ordre interne.

Cette fois, on soulignera l'importance de la coopération au sein de cette unité fonctionnelle. Sans elle, il n'y a pas d'existence sociale. La réalisation de la coopération a pour résultats un fonctionnement coordonné, harmonisé. Dans son interprétation, sous le rapport considéré dans cette étude, trois éléments demandent une attention particulière:

- les rapports sociaux constants et les situations sociales typiques;
- les intérêts et leur reconnaissance;
- la motivation comme technique sociale spécifique et sa mise en oeuvre.

Tous ces éléments sont en corrélation.

La coopération pour la production et l'acquisition de biens matériels et spirituels est soumise aux régularités de la structure interne de la société et se caractérise non par les rapports individuels et occasionnels mais par des rapports constants. Ces rapports se déterminent dans leur fond par les besoins et par les modes possibles de leur satisfaction. Un déterminant fondamental est encore la prise de connaissance consciente elle-même qui se superpose à cette couche-là, la formulation des besoins réellement reconnus et les modes de satisfaction de ces besoins réellement discernés, en tant que des intérêts reconnus et compris.

Les besoins et intérêts des gens sont à la fois semblables et différents et ils se supposent dans plusieurs sens justement par ce fait. Ces besoins et intérêts se rangent nécessairement l'un à l'autre et l'un sous l'autre. La vie, l'existence de l'homme, en tant qu'adaptation à l'aide de l'instinct de conservation à la biosphère et à la société en même temps, est au fond

l'assimilation des hommes entre eux, où la satisfaction des besoins répondant aux intérêts reconnus se réalise en général par de rapports constants. Un élément-type devenu constant de la pratique très complexe de l'inter-assimilation permanente est la technique sociale de la motivation qui est un côté ou composant conscient de la coopération et du fonctionnement coordonné. Elle se règle comme méthode d'abord à la nature de la révélation et de l'appréciation pour devenir ensuite, à cette base, technique de la motivation de comportements, mécanisme de comportement faisant adopter des finalités définies. La motivation est donc la technique qui permet d'obtenir que les gens s'adaptent l'un à l'autre, qu'ils concertent leurs intérêts et objectifs l'un sous l'autre ou l'un sur l'autre, réalisent des objectifs communs, etc. Dans ce fonctionnement, la conscience de la force du concert et la conscience de la solidarité en ce sens, ainsi que dans la motivation les éléments de la discipline et de la loyauté, ne sont point indifférents.

La reconnaissance et l'appréciation se caractérisent par la rationalité qui est un phénomène historique et relatif. Le rationnel présuppose nécessairement dans son existence la négation simple et la négation dialectique de celle-ci et ainsi l'existence de l'émotionnel et de l'irrationnel, par exemple. Le rationnel est donc, dans ce sens, la non-identité de l'émotionnel et de l'irrationnel, c'est-à-dire la négation dialectique de l'irrationnel; sous cet aspect, il est une différenciation sans qu'il soit définitivement indépendant. Dans l'inter-assimilation des gens, une finalité et une orientation jouent en éléments rationnels; par rationnel, les formes niées de celui-ci doivent être entendues aussi dans ce cas. Mais tout cela est introduit au processus par la reconnaissance et l'appréciation au lieu d'être produit à priori par la technique de motivation et même la séparation à priori des éléments rationnels et des éléments niés du rationnel n'en est pas nécessairement caractéristique. La motivation comme mécanisme faisant jouer des finalités peut porter des finalités rationnelles et irrationnelles également.

La finalité se lie à la satisfaction d'un besoin, suivant son essentiel, d'une part et délimite, justement par ce fait, une attitude ou motive un comportement, d'autre part. Ce n'est pas un mécanisme d'action unilatéral: la finalité réagit à priori sur la satisfaction du besoin et celle-ci sur le besoin même. Ils ne sont donc pas indépendants l'un de l'autre et ne peuvent pas être, dans ce rapport, arbitraires. La finalité portant le besoin en le faisant cesser tout en le conservant suppose le choix entre les possibilités reconnues et ce choix est déterminé évidemment non par une seule finalité qui vaut pour un seul homme. Les possibilités et finalités de l'individu existent dans leurs rapports avec les autres possibilités et finalités ainsi qu'avec d'autres gens; ainsi l'apparition individuelle ne s'isole pas de ses rapports avec d'autres et la société entière. Les autres et la société constituent pour l'individu une force potentielle qui agit, motive et influence même par sa seule existence. Tous les instruments ou motifs qui servent l'élaboration des attitudes sociales coordonnées sont à priori soutenus par les conditions sociales existantes. Le besoin, la finalité et le mode de satisfaction du besoin sont socialement conditionnés et constituent ainsi eux-mêmes conditions; et la reconnaissance des possibilités ainsi que le choix entre elles ne peuvent pas être décisions indépendantes mais seulement décisions qui apprécient dans une mesure ou dans une autre, des conditions et expériences et qui s'assimilent aux conditions.

Par tout cela, une décision indépendante et isolée de tout progrès social,

ou, en d'autres termes: une décision prise sans aucune expérience voire naïve, peut être exclue. C'est une évidence qui ne demande aucune justification. L'exclusion catégorique de la possibilité d'une décision indépendante de tout effet social et dépourvue de toute expérience est un axiome de la technique sociale de motivation et en même temps une présupposition axiomatique de la nécessité sociale de l'assimilation.

Partout donc où la finalité est en rapport avec d'autrui, il découle du caractère de ce rapport que l'assimilation elle-même devient nécessairement condition et une forme spécifique conservée en état d'extinction de celle-ci: la direction qui exerce son effet non seulement de façon potentielle mais aussi activement, comme une force existante. Dans une mesure minimum, la possibilité de l'adaptation de l'un à l'autre, de la homogénéisation des finalités individuelles et de la direction existe déjà dans le rapport de deux hommes: leur rapport peut être, sous certains aspects, orienté et peut devenir un rapport fonctionnel dirigé.

La direction est une forme spécifique de la technique de motivation. En ce qui concerne son mécanisme, la direction s'intercale au processus de l'appréciation et du choix de la finalité liée à la satisfaction d'un besoin. Elle désigne en finalité une possibilité ou un type de possibilité et restreint le choix déjà à l'acceptation ou au refus de cette finalité. Dans le cas où une direction entre en jeu, les finalités ne sont pas donc de la même valeur du point de vue de la motivation du comportement; c'est justement par ce fait que dirigeant et dirigé se sont adaptés l'un à l'autre. La direction s'approprie ainsi le reste de la motivation qui est en relation avec la finalité: elle implique une finalité en la conservant tout en la supprimant, mais cette finalité unique est passée à une nouvelle qualité par le fait qu'elle était devenue une finalité de la direction qui motive effectivement le comportement d'autrui et, en effaçant ou repoussant ainsi les autres finalités, étant d'une valeur différente de celle qui est la leur, réagit sur eux.

Même cette technique a plusieurs types qui fonctionnent en parallèle et en interrelation. Le mode de direction qui se base surtout sur la motivation même joue en particulier dans de petites structures. Telle motivation — rationnelle, émotionnelle, irrationnelle, etc. — commandant une acceptation d'identification et une obéissance volontaire peut fonctionner parfaitement par exemple entre parent et son enfant, instituteur et son élève, médecin et son malade ou en d'autres relations entre deux personnes ou encore, en général, dans des collectivités moindres. Dans pareils cas, les éléments rationnels, émotionnels, ou d'autres — y compris leur contenu possible de contrainte — ne se séparent pas nettement. Cependant plus le nombre d'une collectivité dirigée est grand et plus les besoins et les intérêts reconnus de chacun des membres de cette collectivité sont différents, de moins en moins cette sorte de direction peut-elle remplir son rôle de motivation directe. Une direction basée en soi-même sur la motivation peut donc appliquer plusieurs techniques de motivation mais ce qui est essentiel, c'est que les instruments et motifs qu'elle prend en compte commandent une identification avec les objectifs de la part du dirigé et c'est pourquoi elle se traduit dans l'obéissance volontaire. C'est la technique de la motivation directe qui fonctionne au fond sans rétributions. Une direction basée en soi-même sur la motivation n'est pas d'une mesure et d'une échelle quelconque; le possibilité de sa prédominance est déjà par ce fait limitée. Elle n'est capable de fonctionner que dans de petites collectivités mais peut s'avérer fort puissant au sein de sa sphère

d'action. Elle est aussi propre à neutraliser ou repousser d'autres motivations, y compris la contrainte.

La technique de la motivation directe ne peut pas être appliquée à la direction de la société entière. Dans de nombreuses situations elle est indifférente du point de vue de la prédominance de techniques de motivation à macro-échelle, parfois elle peut les renforcer même mais, dans une certaine sphère, elle leur fait la concurrence. L'estimation de cette sphère n'est pas sans importance, en particulier pour la définition des techniques de motivation indirecte y compris le droit. La motivation directe en tant que technique est en effet simplement existante et toute élimination en serait une irrationalité. Les techniques de motivation à échelle macro se basent pour l'essentiel sur la motivation indirecte. Une direction doit nécessairement entrer en jeu dans toute relation qui est commune dans le domaine de la satisfaction des besoins de groupements relativement importants ou de la société entière. Cette direction institutionnelle organise les gens en collectivité d'intérêts coopératrice par l'intensification de l'un des éléments de la direction, le pouvoir rétributif, c'est-à-dire ce qui concerne la contrainte et la rémunération, et qui réagit alors sur tous les autres éléments parce ce qu'il est d'une valeur différente. Le pouvoir s'intercale également dans le processus de l'estimation des finalités et du choix entre eux; il considère une seule finalité pour nécessaire et non seulement il en attend l'adoption mais assure conséquemment et institutionnellement sa prédominance au moyen d'une contrainte ou stimulation.

Une finalité ainsi choisie est dans son fonctionnement avant tout une finalité associée à la possibilité d'une contrainte ou à la garantie d'une récompense. La direction devenant institutionnalisée, elle se l'approprie pour elle-même: c'est qu'en la supprimant et en la maintenant qu'elle se conserve la direction qui est basée en elle-même sur la motivation. Par ce fait elle dépasse les restrictions résultant de l'échelle de la direction basée directement sur la motivation et dont le contenu est purement rationnel, émotionnel ou irrationnel, pour devenir propre à la direction de macrostructures directement.

Ce type de direction est l'instrument de l'exercice du pouvoir. L'élément rationnel, émotionnel ou irrationnel se généralise ici en une moyenne renforcée par la possibilité de contrainte et/ou la rémunération et le privilège, définie par le dirigeant, et se formalise justement par ce fait: la finalité rendue nécessaire devient elle-même aussi une moyenne générale.

La consolidation formelle apparaît ainsi en nécessité tant pour les caractéristiques de contenu de la direction que pour les positions de ceux qui figurent dans ces rapports. La relation entre dirigeant et dirigé constitue une autorité et une subordination non seulement en sens fonctionnel mais même formellement, c'est-à-dire qu'elle s'arrange en une structure hiérarchique soit simple, soit complexe. C'est l'un des aspects du mécanisme de contrainte et de stimulation. Et l'autre côté de ce mécanisme est celui qui montre que les attitudes relatives à la direction institutionnelle s'accompagnent de conséquences socialement organisées et institutionnalisées. Tels sont les phénomènes spécifiques des instruments et motifs agissant sur le comportement des individus et organisations de la société et qui sont des éléments nécessaires du mécanisme de contrainte, qu'ils soient composés d'avantages ou de désavantages.

De cette manière, la motivation du comportement devient en même temps indirecte: c'est ce qui est justement essentiel dans sa technique.

Le direct et l'indirect s'entremêlent et il n'est pas nécessairement évident si un comportement évolue suivant la rationalité de la finalité de la direction, des engagements sentimentaux, passions, idées irrationnelles, habitudes, etc. ou bien compte tenu d'un préjudice prévisible au cas d'insoumission à la direction. Pourtant ce sont les facteurs à partir desquels un comportement peut être jugé. La direction institutionnelle égalise les inégaux et extériorise — du moins en partie — l'intérieur pour assurer sa prédominance sur les macrostructures et sur la société entière. Mais par ce fait, elle perd beaucoup du terrain sur lequel la direction basée en soi-même sur la motivation est capable d'agir: elle est un instrument différent qui est propre à beaucoup plus et en même temps à moins de choses que la motivation directe. L'échelle ne peut pas être arbitraire pour cette technique non plus. Dans tous les rapports où la motivation en soi-même est très importante il lui est impossible de prendre le rôle de motivation directe de la direction non-institutionnelle à laquelle est elle déjà par sa technique étrangère et dans toute la profondeur de laquelle ne peut pas pénétrer directement pour cette même raison.

La différenciation de la technique sociale de la motivation directe de celle de la motivation indirecte est donc relative. La motivation directe est une technique d'une échelle plutôt moindre tandis que la technique de la motivation indirecte est d'une échelle plutôt grande. C'est en conformité de ce fait qu'elles peuvent être appliquées efficacement. Dans des situations et comportements concrets elles peuvent se renforcer, s'affaiblir ou s'éteindre l'une l'autre ou bien peuvent entrer en relation passive entre elles. Compte tenu de la différence de leur échelle, elles ne peuvent pas généralement se remplacer l'une l'autre. L'essentiel en est loin d'être la seule question si l'instrument considéré est propre à la motivation de microcollectivités ou à celle de macrocollectivités mais un facteur aussi important est, entre autres, que la motivation indirecte s'accompagne du nivellement tandis que la motivation directe se caractérise moins par ce fait.

b) Décisions de direction de la société et dimensions de leur exécution

La direction organise les gens, même directement, en une unité; concernant la totalité de la société, en qualité de direction, elle exprime et renforce à la fois la structure de la société en se basant sur un type d'intérêt et de reconnaissance d'intérêt. Dans le sens le plus général, la force sociale assurant la cohésion de l'unité est le pouvoir. Il établit et maintient un ordre consciemment construit et qui est basé sur les rapports d'autorité et de subordination des dirigeants et des dirigés et aidé par la force d'influence et d'exécution et la contrainte nécessaire à faire triompher la direction.

Le pouvoir ne joue pas en général, ni sans différenciation: il veut mettre en oeuvre un ordre construit pour les structures et fonctions sociales. La volonté y dirigée est déterminée par l'existence sociale; par conséquent, l'orientation du pouvoir évolue en général suivant les sphères de l'intégration en collectivité des gens. C'est pourquoi l'«anatomie» du pouvoir se construit suivant les structures sociales, c'est à dire les classes, couches et groupements sociaux et les organisations concentrant les intérêts de ceux-ci, d'une part et fonctionnellement d'autre part: comme par essence pouvoir économique, idéologique et politique.

Il est important pour la direction de la société aussi que dans cette structure, une classe est — en permanence à partir de la formation historique de l'État — en position de domination compte tenu de la place qu'elle tient dans la production sociale et une organisation — l'État — est également en position de domination. La position de domination de l'État et celle de la classe dirigeante sont différentes par leur structure même. L'État comme organisation de pouvoir est tenu en possession par la classe dirigeante mais celle-ci n'en dispose pas comme d'une chose dont elle est propriétaire et cela d'autant moins que l'État est à la fois une organisation d'autorité générale valable pour toutes les collectivités et dont une des missions est d'organiser la satisfaction des besoins et intérêts sociaux les plus généraux.

La position de pouvoir de la classe dirigeante et celle de l'État sont leurs situations sociales dans lesquelles elles réalisent la direction de la société. Cela se traduit dans l'exercice de formes d'activité. Un élément général caractéristique de ces formes d'activité est la décision et son exécution.

La décision appartenant à cette sphère, comme l'exercice du pouvoir dirigeant la société, — conformément aux formes principales générales du pouvoir social — est déterminée par la politique, l'économie, l'idéologie dont elle reflète le caractère. Ces trois sphères sont à priori en corrélation: en règle générale, toute décision présente ces aspects.

C'est-à-dire en règle générale, une décision politique comporte non seulement un aspect politique mais également des aspects économique et idéologique; une décision économique présente non seulement un aspect économique mais aussi des aspects politique et idéologique; une décision idéologique a ses aspects politique et économique. Cette corrélation peut être considérée comme une régularité de la configuration générale nécessaire.

Cependant il est évident qu'une décision de direction sociale ne présente pas ces aspects au même degré d'intensité, compte tenu de leur objet différent et du fait qu'un accent particulier peut être mis consciemment sur l'un ou l'autre des côtés. A partir de la corrélation de configuration nécessaire et étant données les possibilités d'interprétation dans le domaine de l'estimation et l'appréciation, les questions politiques peuvent être transformées en questions idéologiques ou économiques ainsi que les questions économiques en questions politiques ou idéologiques et les questions idéologiques en questions politiques ou économiques. La possibilité de prendre les décisions en leur appliquant une telle métarmorphose, c'est-à-dire la possibilité de les traiter par «travestissement» peut être considérée comme une régularité.

Les décisions de direction sociale sont strictement liées à une organisation. Elles ne sont pas tout simplement les actes de la classe dirigeante ou de l'État. Aucun membre de la classe dirigeante — comme la totalité de ses membres non plus — et aucun organisme de l'État — comme la totalité de ses organismes non plus — ne sont évidemment dans une position de pouvoir qui leur permette de prendre une telle décision. Une condition technique du pouvoir de décision est le pouvoir sur l'appareil qui exécute les décisions. La forme de caractère d'organisation et sa structure hiérarchique sont d'une importance capitale. Une décision de direction de la société ne provient donc en aucun cas du consentement manifeste même formellement de chacun des membres de la classe dirigeante mais de l'exercice de la forme d'activité du parti (des partis) de la classe dirigeante en tant que construit (construits) en organisation hiérarchisée.

Du point de vue technologique, la question est de savoir qui est-ce qui

prend la décision, sur quoi, à quelle échelle et à quelle efficacité est-ce que les décisions sont prises. Dans les sociétés modernes d'aujourd'hui, l'essentiel est la relation réciproque entre le système hiérarchisé du parti dirigeant et le système également hiérarchisé de l'État.

Compte tenu de l'arrangement adéquat de cette relation, le parti dirigeant la société et l'État ne constituent pas une double forme du même pouvoir et ils se distinguent en particulier dans leurs méthodes. En régime politique axé sur un parti, la centralisation de l'organisation du pouvoir concentre les décisions de direction sociale fondamentalement au sommet de la hiérarchie de direction de ce parti. Les questions de fond relatives à l'existence et au fonctionnement de la société sont questions en particulier pour la direction du parti qui décide quant à ces questions par un choix entre les alternatives.

La condition technique de ce pouvoir de décision est l'existence de l'État comme appareil d'exécution de décisions. Il ne s'agit pas ici d'un organe d'État directement mais de l'État en qualité d'organisme de pouvoir hiérarchisé. Une décision de direction sociale comme décision de parti hiérarchique vise la direction de l'État qui peut agir à l'intégration de la société même directement. Mais c'est l'appareil d'État qui la développe en des décisions de direction sociale d'État pour s'en servir ensuite comme base pour d'autres manœuvres d'État. Le rôle social d'une décision d'État n'est pas donc le même que celui d'une décision de parti et leur échelle est également différente.

Une décision de direction sociale du parti est techniquement une décision politique pour le mécanisme d'État. Une partie importante de ces décisions s'adresse non seulement directement au mécanisme d'État mais aussi à l'ensemble de la population. Dans ce dernier cas, l'auteur de la décision et l'ensemble des adresses ne sont pas en rapport d'autorité et de subordination direct et ainsi la décision est, sous cet aspect, de caractère agitatif; le parti dirige la société non directement et lui seul, mais à l'aide de l'État. Tout cela ne veut pas dire que la décision de direction sociale du parti porte son importance dans sa partie concernant directement le mécanisme d'État mais que toute décision de direction sociale du parti est une décision politique engendrant une tâche d'État. Le parti prend évidemment plusieurs types de décision; p. ex. ceux qui règlent sa structure d'organisation interne, son fonctionnement, ses méthodes de travail, sa ligne politique autonome, etc., qui concernent des personnes, et des décisions agitatives qui intègrent la société entière, etc. Une décision de parti visant la direction de la société est, du point de vue technique, celle qui engendre une tâche pour le mécanisme d'État.

Une décision de ce type est décision politique et elle est à ce point homogénéisée; elle est une décision de direction portée au plan politique ou, en d'autres termes, une décision de direction d'aspect politique dans le fond. C'est-à-dire qu'elle incarne un choix entre alternatives purement politiques et de pouvoir ou un choix politique entre alternatives économiques ou idéologiques. A la base de la configuration de ces sphères de direction de la société et de la régularité des possibilités de leur traitement, les décisions de direction sociale peuvent être homogénéisées en décisions politiques propres à définir la ligne unique, du point de vue politique, qui détermine le fonctionnement organisé et coordonné de la société. La décision sur telles questions homogénéisées et réduites au même dénominateur (mises au même diapason) constitue la synthèse suprême de la direction de la société. En tant que

décision, elle n'est pas de caractère opératif ni normatif mais constitue l'unité dialectique de la possibilité de tous les deux et son échelle est ainsi très vaste. Elle induit, excite, prépare, stimule et limite la politique d'État, la direction d'État, les formes d'activité d'État et les décisions d'État sans les substituer.

Les décisions de direction sociale ainsi homogénéisées et concentrées se hétérogénéisent à nouveau au cours du fonctionnement du mécanisme d'État et se séparent de plus en plus suivant les formes d'activité. Du point de vue technique, c'est l'échelle de la décision qui change ici. Les décisions dont l'échelle est de deux type peuvent ainsi être comparées bien qu'elles soient à priori différentes. Une conséquence technologique consiste en cela que chacune peut remplir son rôle dans son échelle seulement. Une décision de direction sociale du parti et celle de l'État dont l'échelle est la même ne peuvent pas être comparées: elle ne peuvent pas être considérées comme mesures, l'une pour l'autre. On ne peut pas donc apprécier dans quelle mesure la politique de l'État ou l'accomplissement d'une tâche d'État sont en conformité avec des déterminations impliquées dans les décisions politiques de direction sociale du parti. Une telle coïncidence n'est caractéristique en général que sur les plans où elle s'accompagne d'autres formules encore et dont un exemple est la fusion institutionnelle des organisations du parti et de l'État par laquelle elles deviennent uniques en se renforçant particulièrement dans le système politique.

Toutefois une certaine coïncidence peut se produire occasionnellement dans les formes d'activité même sans les formules spécifiques précitées. La direction de la société, exercée par le parti, se réalise en ce qui concerne sa relation avec le mécanisme d'État non seulement par la prise de décisions politiques de niveau élevé mais s'étend encore à soumettre la suite de l'affaire à un contrôle spécial qui concerne leur exécution. Et cela exige techniquement un examen d'activités à la même échelle et au même niveau qui sont exigés par la mise en valeur des décisions. La division de tâches nécessaire à la réalisation abaisse nécessairement le niveau d'information par rapport au niveau de la décision c'est-à-dire par rapport à la synthèse supérieure. L'appréciation des expériences se lie au niveau de la réalisation pratique et il est également possible que la décision prise compte tenu de celle-ci reste à ce même niveau de la généralisation. Et il en résulte que la décision politique du parti, relative à la question donnée, descend à l'échelle de la décision de direction de l'État; ainsi, elle ne la dirige politiquement mais, en fin de compte, elle la substitue. Cependant, comme elle ne peut pas la substituer formellement, la décision d'État répète la décision politique éventuellement sans la faire passer à la manœuvre des dispositions d'État en appréciant à la fois les spécificités de la réalisation effective. La correction des troubles qui en peuvent résulter est évidemment possible mais elle nécessite d'autres actes encore et pour l'élaboration d'une solution qui soit capable de fonctionner convenablement, même le facteur de temps n'est pas indifférent.

Sans compter la sphère relativement limitée qui est, par son essence, celle de questions purement politiques, les décisions d'État sont des décisions de direction sociale de l'État à détermination politique organisant tout l'ensemble de la société au lieu d'être des décisions exprimées purement dans la sphère de la politique et homogénéisées en décisions politiques. Le développement de la structure est axé, sous un certain aspect, sur la question: qu'est-ce que l'appareil d'État et la société font pour la réalisation de l'objectif social fixé.

Et la fonction est en général: dynamisation des conditions de la société, sur une base étatique. Les objectifs sociaux mentionnés se classent, en dernière analyse, dans les sphères de la politique, l'économie et l'idéologie; mais ces sphères ne peuvent pas être identifiées directement à une forme d'activité donnée. L'activité d'organisation ou de direction économique de l'appareil d'État, par exemple, n'est identique en aucun cas avec la gestion directe de certains processus de production même en cas d'un système où les objectifs fixés au plan sont rigoureusement prescrits. L'État peut être présent à la vie économique soit en propriétaire, soit en exerçant du pouvoir public sans incarner la vie économique en soi-même. L'État n'est pas l'entreprise économique de la société comme le pays n'est pas une entreprise gigantesque unique. Ces évidences bien connues représentent probablement très bien ce qui est essentiel du point de vue technique: la division extraordinaire des tâches et l'élargissement en résultant des possibilités de combinaison. Tout cela vaut pour la technique de la direction aussi bien que pour la technique de la production. Par ce fait, l'échelle de l'activité d'organisation et de direction constitue un point de vue qui n'est point indifférent: c'est à celle-ci que la décision se règle en principe. Une décision d'État centrale portant sur la gestion économique dit évidemment autre chose à une entreprise qu'à un système de production ou à une branche de production; chacun doit accomplir ses tâches à son propre niveau. Il s'agit ici de niveaux d'organisation; la décision à grande échelle induit et limite donc celle à échelle moindre sans qu'elle la puisse, généralement, substituer.

Les décisions de direction sociale des organes d'État centraux qui se trouvent au sommet de la hiérarchie de l'État sont généralement décisions à grande échelle. Leur caractéristique essentielle est ce qu'elles sont destinées à la pratique c'est pourquoi elles sont orientées à des tâches. Dans certains cas, les objectifs fixés, n'indiquent pas de tâches concrètes mais seul leur orientation et cadre; la décision n'est pas alors opérationnelle. Telles décisions sont typiquement celles de caractère de principe. Cependant même une telle décision prend en considération les possibilités de sa traduction en tâche ainsi que les exécutions possibles de cette tâche. Sur l'élaboration d'un objectif, les tendances et formes d'organisation existantes de la direction exercent elles aussi leur influence; le caractère et les propriétés du travail à accomplir (du problème social nécessitant une solution d'État aussi) portent à prévoir la division du travail dans le mécanisme de l'appareil d'État et l'ordre établi de la division du travail (les compétences des organismes d'État) classe en général le travail à accomplir.

Les objectifs sont ainsi intégrés dans un système qui sépare les différents organismes par sphères de problèmes ou groupes de sujets d'une part et les associe en rapports d'autorité et de subordination d'autre part. (Cette structure est défini par le droit comme l'ordre de compétences et d'attributions.) Dans ces conditions il est évident que les décisions relatives à la direction de la société des organismes d'État centraux déterminent dans leur majorité non des principes mais des types de tâches, ensembles de tâches, termes d'exécution et les responsables de ceux-ci; les décisions sont opérationnelles. Techniquement, la majeure partie de ces décisions est opérative ou normative ou encore engendre des décisions de ces deux types. Pour l'échelle des décisions de direction sociale de l'État, même la structure interne de l'organisme qui prend les décisions joue un certain rôle du point de vue technique. La détermination de la dimension de la tâche est en effet fonction non seule-

ment du choix de celui qui en sera chargé mais aussi de la position de celui qui la détermine, voir de celui qui prend la décision. Sous cet aspect, la question la plus importante n'est pas de savoir s'il agit d'une décision individuelle ou corporative mais les possibilités de celui qui prend les décisions dans l'organisation hiérarchique, de saisir le problème, et la profondeur dont il le peut analyser sont beaucoup plus décisives.

Avec la division du travail actuelle, une personne ou une corporation n'est capable que d'avoir une vue d'ensemble sur des processus sans être en mesure de saisir dans leur totalité les questions de détail. La perception d'un problème est ainsi loin d'être une question d'information mais implique aussi, du moins à la même importance, la question de l'organisation du travail. Cela veut dire que la préparation d'une décision est un travail strictement organisé. C'est à partir des données et informations résumées et méthodiquement interprétées du mécanisme préparant la question à la décision que les alternatives de décision peuvent être esquissées; la décision hiérarchique est ainsi, d'une certaine façon, nécessairement précédée d'une proposition de décision professionnelle, d'une «quasi-décision,» qui résume la prise de position des spécialistes de l'appareil d'État ou celle de ceux qui n'y appartiennent pas ou bien, éventuellement, la position commune et concertée de tous. Les spécialistes en faisant cela effectuent un travail inverse d'un certain point de vue par rapport au travail qu'ils font lors de la définition des tâches partielles résultant d'une d'une décision; ici la décision à proposer doit être généralisée d'une manière adéquate à partir d'un grand nombre de questions partielles et de solutions partielles possibles. La petite échelle sera convertie en grande échelle, où l'exactitude et l'omission se rapportent dorénavant à cette dernière. Le travail de la préparation d'une question à la décision donne lieu donc à un changement d'échelle; le seul mécanisme de cette opération prête à des erreurs énormes. Le mécanisme préparatoire joue ainsi un rôle important dans la technologie de la décision: la question est de savoir quelle organisation et avec quelle efficacité ce mécanisme — assumant le rôle d'un organe qui rend des décisions hiérarchiques — peut mobiliser. L'unilateralité éventuelle de la décision, la limitation à une échelle moindre des possibilités de sa description et les obstacles de sa division technique peuvent résulter en partie des problèmes de cet ordre. Du point de vue technique, il est plus important si la décision est prise par le gouvernement ou une commission gouvernementale, par exemple, que s'il s'agit d'une décision individuelle ou collective. La position hiérarchique dans l'organisme d'État (compétence et poids de politique intérieure) de celui qui rend la décision et le caractère et la capacité de fonctionnement de l'appareil (qui prépare la décision) étant à sa disposition directe, constituent une unité fonctionnelle. Pour l'élaboration des alternatives de décision, les données et phénomènes valables et conformes à l'échelle correspondante constituent des points de repère qui ne peuvent pas toujours être homogénéisés, eu égard à la multitude des tâches partielles de l'exécution effective, sans en subir une simplification. La homogénéisation est une opération de préparation d'une question à la décision. Les chances réelles de son application sont en général données par la technique même et cela déjà par le fait que les aspects ou conditions politique, économique et idéologique sont en arrangement nécessairement réciproque et dans le cadre de leur généralité, — une décision de direction sociale n'étant pas la simple unité mécanique de ces aspects — l'interprétation travestie est non seulement possible mais très souvent même judicieuse. Cependant les compétences et attributions de l'État

constituent une sphère beaucoup plus complexe que la généralité des sphères politique, économique et idéologique; dans ces formes et sphères d'activité, dans la division de travail effective de l'État, l'échange des compétences n'est pas possible sans un changement structurel. Ce n'est pas le cas pour l'ensemble des devoirs où l'interprétation à la travesti est toujours possible et cela en partant du général. Cette opération réagit sur la compétence; cette réaction est dans certains cas un phénomène de correction mais peut avoir un effet désorganisateur aussi. Toutefois, dans sa technologie, le décalage de prise de décision effectif qui peut en résulter est important.

L'essence en réside dans le captage de la compétence de la décision réelle d'une part et dans le transfert de la décision réelle sans que l'ordre effectif des compétences soit modifié d'autre part. Dans un certain champ, c'est une corrélation d'évolution symétrique entre le rassemblement et la concentration des possibilités de décision et la fruite de la décision c'est-à-dire sa décharge sur des positions de compétence supérieures. Dans pareils cas, un problème technique délicat est celui de la détermination des dimensions de la décision. Le fonctionnement des organismes tenant des places différentes dans la hiérarchie étant inégal, leur sensibilité aux prolèmes et leurs alternatives, résultant de la division du travail, sont aussi dissemblables; ils se substituent ou peuvent se faire substituer l'un à l'autre par techniques différentes et la division technologique absolue n'a pas lieu. Conception, projet et division de la tâche peuvent s'interfiltrer sans contours précis; l'incertitude concernant l'échelle empêche de dégager les avantages techniques offerts précisément par le niveau d'organisation. Une incompétence technique entraîne donc l'incompétence en matière qui peut troubler le fonctionnement de l'appareil dans son ensemble.

Les facteurs qui déterminent ou influencent les décisions de direction sociale de l'État sont bien nombreux en plus de ceux mentionnés jusqu'ici (p. ex.: régime politique, conditions économiques, situations historiques, droit, traditions, niveaux de culture, de démocratisme, de conservatisme, acceptation de risques, vaillance politique, etc.) mais ils agissent directement sur le contenu de la décision en particulier et leur effets sont relativement faibles sur la technique de la décision directement.

Par contre, une question de premier ordre est même du point de vue technique la relation réciproque entre la décision et son exécution. La décision détermine en général l'exécution et la possibilité de l'exécution exerce une influence sur la décision. Comme c'était déjà dit: c'est par cette raison que la décision est, plus ou moins, toujours orientée vers tâche. Ainsi l'amélioration du mécanisme de décision n'est possible qu'en parallèle avec celle de l'appareil d'exécution et en assurant un niveau qui lui soit suffisant. La décision en soi n'est pas donc en priorité absolue bien qu'elle fasse partie des problèmes centraux fondamentaux de la direction. L'exécution comme mécanisme est relativement autonome et doit être considérée comme fonctionnement organisé de l'appareil d'exécution d'une part et comme fonctionnement organisé de l'ensemble de la société d'autre part. Pour la décision et ensuite pour le fonctionnement de l'appareil d'exécution, l'augmentation de la disponibilité de la société à accepter les décisions est d'une importance particulière. Le point de difficulté est, sous un certain aspect, de faire accepter les décisions par la société entière. Une des caractéristiques de la décision prise est ce qu'elle est surtout purement rationnelle, elle exprime une espèce de rationalité. Son acceptation se fait cependant non à la seule base du rationnel mais des élé-

ments sentimentaux, émotionnels, traditionnels, etc. y jouent aussi. Ensuite, le niveau de la perception de problèmes ainsi que son caractère sont différents, l'intégration des intérêts apparaît d'une autre façon, etc. En bref, la décision et son acceptation ne sont pas égales et leur niveau est différent et l'égalisation n'y est même pas possible; tout cela n'est pas indifférent pour la technologie de l'exécution. C'est justement ce qui accroît l'importance de l'idéologie à côté de la politique et du droit dont le rôle est très important dans l'équilibre sociale et le fonctionnement coordonné.

La mise en valeur, l'exécution ou la mise en état exécutoire d'une décision constituent des unités de fonctionnement relativement isolées du point de vue technique et cet isolement peut être considéré en général comme motivation. Tous les moyens et motifs qui favorisent l'exécution de la décision sont techniques de motivation relativement autonomes qui sont mises pour la plupart consciemment au service de la réalisation des tâches correspondantes à la décision par l'appareil qui rend la décision ou par celui qui l'exécute. L'effet de motivation réel ne peut être prévu en effet qu'en moyenne sans pouvoir être calculé avec précision. Les différentes techniques de motivation constituent un système de motivation extrêmement complexe, par leur interrelation dynamique et n'entrent pas en jeu séparément mais dans leur ensemble. Cependant la valeur des différentes motivations d'un comportement n'est pas la même. Pour établir une formule de base, les techniques de motivation peuvent être schématisées suivant des sous-systèmes dont les plus généraux sont:

- La contrainte,
- la stimulation matérielle,
- l'influence,
- la persuasion.

Ces sous-systèmes impliquent des formes très variées (p. ex. la contrainte peut être contrainte physique, contrainte existentielle ou économique, contrainte psychique, contrainte politique, contrainte juridique, etc.).

La technique de la contrainte généralement ne compte pas sur l'assimilation de son sujet aux objectifs du contraignant ou sur sa collaboration au service de ces objectifs: elle obtient donc le comportement conforme à ces objectifs par la force. Par contre la technique de la stimulation matérielle achète la collaboration: elle assure un bénéfice matériel à celui qui manifeste le comportement voulu. Le comportement voulu sera produit suivant le cas où il vaut ou non la peine de viser les objectifs matériellement stimulés à côté des ses propres objectifs. La technique de l'influence gagne la personne influencée pour l'objectif jusqu'au niveau de l'adaptation passive et ainsi celle-ci accepte les objectifs lui fixés et les met d'accord avec ses propres intérêts et objectifs. La base du comportement voulu consiste en ce que les objectifs désignés et ses propres objectifs peuvent être ajustés les uns aux autres et peuvent être acceptés mutuellement. La technique de la persuasion est l'adaptation active qui gagne la personne persuadée jusqu'au niveau de l'assimilation et qui a pour résultat que celle-ci s'assimile aux objectifs fixés et y ajuste ses besoins et objectifs en les considérant comme siens.

Le fonctionnement de ces systèmes de motivation se base, d'un certain point de vue, sur le fait que le sujet de la motivation apprécie l'alternative lui offerte de manière raisonnable (p. ex., en cas de contrainte, il adopte le comportement auquel il pourrait être contraint plutôt que de subir la contrainte). Cependant l'appréciation se compose d'autres éléments que la seule

rationalité (ou irrationalité), tels que l'aspect sentimental, émotionnel, etc. qui peuvent influencer la profondeur, et la direction de la motivation. Par exemple, la technique de la contrainte peut trouver un renforcement dans la crainte, la stimulation matérielle, l'apprêt au gain, l'avidité, la jalousie; la technique de l'influence et en particulier celle de la persuasion, dans le courage, l'estime de soi-même, la vanité, le désir du pouvoir ou la haine. Il s'agit ici non seulement de caractères individuels mais d'atmosphère sociale aussi. L'application préférée ou forcée de l'une des techniques peut stimuler d'une façon particulière et dans une certaine mesure ces caractéristiques de l'individu ou de l'atmosphère sociale (p. ex.: la technique de la contrainte peut stimuler à la fois la crainte, la passivité et la violence, la technique de la stimulation matérielle l'attachement à l'argent, l'égoïsme, etc.). Les corrélations de stimulation indiquées ci-dessus ne sont pas absolument indifférentes pour le choix de la technique de motivation à appliquer et pour celui de la proportion à laquelle les différentes techniques seront appliquées.

Après tout cela, si l'on prend pour base les types les plus courants des décisions de direction de la société, il est évident en principe que l'exécution aura des techniques de motivation optimales et d'autres qui ne peuvent pas être appliquées avec la même efficacité quelle que soit la sphère considérée. Ainsi, à la première approche, par exemple la stimulation matérielle peut paraître optimale pour la sphère économique. L'influence et la persuasion pour la sphère idéologique et la persuasion, l'influence et la contrainte pour la sphère politique. Mais il est évident à la première vue qu'un tel classement ne se prête qu'à donner lieu à des corrections. Car, par exemple, l'exécution efficace d'une décision de caractère économique et qui suppose une créativité importante nécessitera l'adoption active des objectifs fixés c'est-à-dire la technique de motivation de la persuasion qui peut être secondée mais non substituée par la technique de la stimulation matérielle. La stimulation matérielle peut s'avérer un moyen adéquat pour la généralisation d'une forme de gestion mais la technique de motivation optimale de la liquidation radicale d'une forme de gestion n'est pas celle-ci mais la contrainte économique, etc.

Les possibilités d'une schématisation mécanique sont limitées même par le fait que les décisions peuvent apparaître en travesti; à titre d'exemple: une décision économique en décision politique, une décision politique en décision économique, et dans pareils cas. le choix de la technique de motivation posera un problème qui mérite une attention particulière. La possibilité de motivation voire l'ensemble de conditions de l'application efficace à un temps défini des techniques de motivation est en effet déterminée par la société et l'histoire. La modification de la nature d'une décision, dont l'importance technique est d'autant plus grande qu'elle suppose une modification efficace de la technique de motivation lors de l'exécution, peut améliorer les chances de l'exécution mais, dans d'autres cas, elle peut les gêner. Du point de vue technique, si l'exécution d'une décision se base sur une seule technique de motivation et qui, par dessus le marché, n'est pas l'optimale est une erreur aussi grave que la mise en oeuvre de tout un arsenal des moyens les plus divers en assurance croisée où l'état de surdimension bloque pour ainsi dire le fonctionnement efficace.

Un autre aspect de l'exécution d'une décision en tant que l'application et la mise en oeuvre de techniques de motivation est la question de savoir quel est le caractère de la décision c'est-à-dire s'il s'agit d'une décision de principe.

d'une décision normative ou opérative. Techniquement, une décision de principe motive des décisions de caractère normatif ou opératif; les problèmes qu'il pose appartiennent directement à la sphère des décisions de direction de la société et non à celle de l'exécution de décisions de direction sociale. Et l'interrelation des décisions normatives et opératives est caractéristique, du point de vue technologique, en matière de la structure de la technique juridique.

c) Structure de la technique de décision

La direction opérative vaut généralement pour certaines personnes et situations définies tandis que la direction normative vaut non pour personnes désignées mais pour personnes en général et types de situation en général. L'unité de la direction opérative est le cas et l'unité de la direction normative est le type de cas et les décisions ne sont réelles que dans le cadre de l'unité de chacune.

La direction normative c'est-à-dire la direction par normes et règles a pour forme la plus importante le droit; par la suite, on entendra par normatif essentiellement juridique. Pour les opérations, la différence importante entre opératif et normatif réside donc dans le fait que en règle générale, une décision de caractère normative est généralement obligatoire (en tant que règle) pour une décision opérative et, en conséquence, l'opérativité est généralement subordonnée à la normativité. Autorité et subordination sont donc présentes en général dans les objectivations aussi. A titre d'exemple, par le fait que l'organe autorisé à une direction normative, bien qu'il ne soit pas nécessairement organe de direction de l'organe autorisé à une direction opérative (le premier n'étant pas organe supérieur du dernier) se place au-dessus de l'organe autorisé à une direction opérative justement par sa direction normative que le dernier est obligé d'accepter en tant que direction générale. C'est le pouvoir de la direction normative sur les autres organes d'État: un système d'objectivation concret au sein de l'appareil d'État.

Le droit en tant qu'action de formes de mouvement se compose de la législation, de l'application du droit et de la mise en vigueur du droit. Dans ces formes de mouvement le droit est une forme spécifique, conservée en état d'extinction, de la direction de la société et qui s'approprie la direction institutionnelle par sa transformation apparente en pure forme. Dans ce sens, le droit est le dépassement de la direction opérative de la société c'est-à-dire sa forme mise à un niveau plus élevé et ainsi séparée d'elle et fixée. Le droit est donc la négation dialectique de la direction opérative de la société: dans ce sens, il constitue une concentration particulière de la direction sans être en même temps une direction. Il se place dans sa généralité au-dessus de la direction opérative et devient la direction générale de celle-ci aussi (en tant que direction non de principe mais normative) tout en étant son simple instrument. Sous cet aspect, il a pour une fonction non négligeable pour les opérations de commander, dans une certaine sphère, les décisions opératives, ce qui veut dire qu'il les substitue et rend inutiles, dans la mesure où il peut substituer nombre de décisions opératives par une seule de ses règles.

La décision en tant que direction et à la fois non-direction est un système de normes ou de formes. Un système de règles relativement stable revêtu d'une autorité spéciale dont le caractère obligatoire ainsi que le fonctionne-

ment sont généraux et qui assure sa prédominance non seulement par son respect, son contenu rationnel, sa puissance de conviction, ses éléments traditionnels et la confiance dont son applicateur professionnel ou son créateur officiel jouissent mais aussi à l'aide de la force contraignante et stimulante du mécanisme social établi pour l'observer et le faire observer et à l'aide du pouvoir de certains organes d'État fonctionnant au sein de ce mécanisme même en particulier. Ces particularités constituent des conséquences techniques; il ne s'agit pas de la définition en substance du droit. Du point de vue de l'établissement et la mise en action d'une norme, il est également une question importante de savoir comment il constitue un système de normes. Il est évident qu'il incarne un objectif et une volonté favorisant le fonctionnement de la société et qui ont été rendus collectifs: cependant il les incarne non seulement comme une ligne, une décision de principe, une tendance générale mais, et c'est ce qui est essentiel du point de vue technique, comme une réglementation qui peut être appliquée à tout cas décisif même directement et qui est en même temps obligatoire.

Certaines relations structurelles de la décision en tant que modèle de comportement sont intéressantes pour la création aussi bien que pour l'application du droit. En tant que modèle de comportement il se caractérise par une stabilité relative, d'une part — le facteur de temps y évolue à priori autrement que dans les différentes formes de la direction —, et d'autre part par sa forme qui permet seul sa définition; et sa stabilité relative repose dans une grande mesure justement sur sa forme caractéristique. La hiérarchisation de cette formalisation garde en soi la structure de la relation entre dirigeant et dirigé en la relevant tout en la supprimant.

Dans cette répartition, la décision politique constitue une structure hiérarchique complexe et présente une très grande stabilité comme forme de structure. Comme technique de motivation normative particulière, elle constitue dans les mouvements de son existence le système d'interaction de cette structure. La forme de structure principale n'y peut guère changer mais le contenu de motivation d'autant plus, ce qui réagit, à côté de l'action de la technique de motivation changeante, sur le fonctionnement de la structure entière.

2. Relation entre l'information et la décision d'État

Le plus important des aspects sociaux de la décision est celui qui pose la question: quel groupement social est en mesure de diriger les conditions sociales. Toute pensée politique de prétention théorique renferme une généralisation théorique de l'expérience retenue du rapport de pouvoir pratique qui pose la question de savoir laquelle des formes de la répartition de décisions peut être considérée comme la meilleure. La manipulation accompagne, si ce n'est pas dans son sens moderne, toute l'évolution politico-historique jusqu'à nos jours et son essence peut être résumée comme suit: à quel point les sujets et intéressés de la décision réussissent-ils à changer l'opposition ou du moins à changer les formes des rapports d'intérêts rétrécies en «formes fausses» de conscience dans la conscience des objets de la décision. L'essentiel du problème réside dans l'interrelation des idées démocratiques formulées, pour la plupart, par des normes politiques et juridiques et la pratique de décision qui exprime les relations de pouvoir effectives; dans ce

cadre, la question formulée surtout dans des conditions modernes est de savoir dans quelle mesure la possibilité de disposer *des informations* ou ne pas en disposer détermine la réalité de la participation à la décision.

Après les révolutions bourgeoises, un certain temps l'idée illusoire régnait selon laquelle les idées de l'idéologie révolutionnaire devaient être transplantées dans leur ensemble dans la pratique politique de la nouvelle formation sociale. La révélation de l'irréalisabilité de cette conception n'a pas demandé beaucoup de temps. L'État capitaliste moderne s'est désassocié non seulement de ceux qui ne possèdent pas de pouvoir économiques mais, relativement, *même de la classe dirigeante*, si ce n'est pas dans le processus de la manifestation d'intérêts mais dans celui de la prise de décisions. Ainsi, l'organe corporatif démocratique est devenue un forum, dans la plupart du temps en opposition avec les normes juridiques la législation, qui approuve les décisions prises par d'autres forums; le pouvoir exécutif sert dans le meilleur cas souvent pour intermédiaire de forces extérieures au parlement et même extérieures à l'État et les diverses formes de représentation ont perdu une grande partie de leur force institutionnelle.

Par l'éclaircissement de l'opposition entre les normes de décisions et la situation réelle, la sociologie a fait le premier pas vers la découverte de cette contradiction. En principe, trois issues sont possibles: ou bien la réalité de l'avenir doit être mieux ajustée aux normes (bien que ce soit seulement une possibilité provisoire et de caractère assez étatique), ou bien la régulation normative doit tenir dans une plus grande mesure compte des conditions existantes ou encore il se peut que les deux voies doivent être équilibrées convenablement. Comme une norme représente toujours un changement, une autre situation que celle qui existe, le caractère adéquat de la possibilité réelle et objective de ce changement doit être assuré pour les décisions. S. Verba voit la différence entre une décision formelle et une décision réelle, à juste titre, précisément dans cette contradiction dont la solution est de *retrouver les facteurs sociaux et d'intérêt réels de la décision*.

Même le mécanisme de prise de décisions de l'État socialiste n'est pas exempt d'un désordre de fonctionnement où les décisions sont produites dans la plupart des structures d'organisation par voie administrative et éventuellement tout contrairement aux normes. Un moyen considéré comme capable de surmonter cette anomalie a été formulé par la conception de l'autogestion. Suivant cette conception, l'autogestion réunit les formes d'activités aliénées des travailleurs et élabore l'unité du travail matériel et du travail intellectuel, des sciences et de la production, du travail et de la prise de décisions. Bien que l'on puisse constater que les centres effectifs de la prise de décisions ont passé, à certaines périodes, à l'extérieur des organes de représentation mais il est indiscutable, selon la conception précitée, que c'est déjà supprimé par la garantie de la participation à la prise de décisions pour tous ceux qui ont obtenu le droit par leur travail d'y participer.

L'analyse du point de vue de la pratique pose des problèmes concernant plusieurs points de cette conception. Les membres d'un groupement n'expriment en effet leurs intérêts effectifs d'une manière adéquate au cours de leur action instinctive que lorsque c'est en conformité absolue avec les conditions objectives. Mais les conditions complexes de la société moderne ne permettent pas, ou du moins elles limitent à un domaine très restreint, la spontanéité: elles exigent une activité consciente, utile et préméditée. Le cadre institutionnalisé en est le «mécanisme d'intégration d'intérêts» organisé qui assure

l'élaboration de l'intérêt collectif résultant de la confrontation d'intérêts individuels dont la représentation individuel mécanique est impossible. D'autre part, les décisions prises à des grandes dimensions sociales peuvent devenir selon toute probabilité formelles, faute d'informations spéciales et fondées du point de vue de la compétence professionnelle.

L'analyse du rapport de la décision avec l'organisation nous amène au problème que la hiérarchie de direction implique le système d'information dans la même mesure que le système de décision. Bien que les deux ne soient pas identiques ils sont en pratique inséparables. Par ce fait, toute analyse portant sur la *communication* s'étend inévitablement sur le mécanisme de la prise de décisions aussi, au sein de la structure. Une situation de décision suppose le fait que le sujet «possède une information partielle en ce qui concerne la probabilité à priori présumable» sans quoi aucun modèle de décision rationnel ne peut être élaboré.

La conception selon laquelle une information obtenue sur l'objet de la décision peut constituer un élément neutre ou passif de la décision n'est qu'une illusion. Il suffit de rappeler le fait que la possibilité de *disposer d'une information adéquate constitue un avantage pour influencer la décision* ou que la concentration de la décision est possible non seulement par le blocage de la décentralisation mais même par la *monopolisation des connaissances nécessaires à la décision*. Cependant les droits démocratiques ne constituent pas en eux-mêmes une garantie de la participation à la décision puisque l'activité est inversement proportionnelle avec l'exigence en informations de la situation de conflit.

Quels types d'information sont nécessaires au processus de décision? L. F. Ward a dit déjà dès le tournant de siècle: «que personne ne se juge capable de légiférer sans connaître du moins l'histoire des organisations modernes, celle de leurs différents systèmes monétaires, fiscaux, leur système de travaux publics, d'éducation, etc., leurs moyens militaires et nautiques, leur jurisprudence générale et leurs lois coutumières.» D'après Lajos Szamel, la quantité et la qualité des informations à recueillir sont conditionnées par le niveau de la direction pour laquelle ces informations servent de matières d'analyse. Il convient de compléter cette constatation par la remarque qu'une direction du même niveau peut obtenir des informations différentes ou des informations dont le caractère correspond à celui d'un système de direction de niveau différent, ce qui s'explique par le fait que *le caractère de l'information nécessaire à la décision est déterminé en premier lieu par la condition sociale servant d'objet de la décision*. Pour la décision, information neutre ne peut être donc que celle qui concerne des conditions extérieures au système donné du processus de prise de décision bien qu'il soit évident que même une telle information peut être décisive et peut s'avérer efficace par intervention dans d'autres relations.

3. Participation et contrôle en société socialiste

L'un des problèmes formulés par la littérature est celui de la confrontation des notions «*participation*» et «*intéressement*». Une question est de savoir si elles peuvent être confrontées ou que si elles sont au fait séparables. C'était dans des conditions modernes que le mécanisme de décision est né dans lequel — quoique à l'intérieur de l'objet de décision, mais séparé de lui — le

groupement intéressé à la décision et au sein de celui-ci le sujet de la décision se sont formés. La révolution bourgeoise était cette ligne de démarcation historique qui a opéré une différenciation à l'échelle sociale entre les positions de sujet de décision et d'intéressé de décision auparavant coïncidentes et qui a instituée le mécanisme de décision à trois pôles où *objet de décision* (société), *intéressé de décision* (classe dirigeante) et *sujet de décision* (structure politique) *se sont séparés*. Cette répartition n'a pas cessée d'exister, avec des rapports de classes foncièrement différents, en société socialiste où elle se caractérise par la *fusion progressive de l'objet décision et de l'intéressé de décision* comme sens de développement principal. Cependant la subjectivité de décision conserve une structure particulière, étant données les régularités de la division du travail, même après le dépouillement de son caractère politique. L'ambition visant l'expression générale des intérêts semble plus raisonnable qu'un développement vers la totalisation de la subjectivité de décision puisque, comme Marx l'a signalé dans son *Capital*, le travail de la surveillance et direction s'établit nécessairement partout où le procès de la production directe revêt la forme d'un processus économiquement combiné au lieu de se présenter comme le travail isolé de producteurs indépendants.

Les ouvrages analysant les processus de décision présentent comme caractéristique assez générale de souligner l'importance des *fonctions de contrôle*. C'est à juste titre que Kálmán Kulcsár constate: «nombreux sont ceux qui ont tendance à ne considérer comme participation que la participation directe à la phase finale, délibératoire, de la décision et cela encore de façon que la participation soit assurée pour les non-initiés ou la société à une décision obligatoire pour un appareil d'exécution. Alors que la participation de la société à l'administration n'a pas cette forme unique et encore moins la forme d'auto — administration sans avoir recours à un appareil spécial intermédiaire.» Le contrôle de la décision pousse ainsi à l'arrière-plan la question: qui est-ce qui prend la décision. «A la phase actuelle — écrit Zador Tordai — la démocratisation de la direction a pour moyen de préférence la socialisation du contrôle de celle-ci... L'existence du contrôle met les forums de la direction du contrôle en une relation d'interdépendance qui assure l'efficacité du contrôle précisément par la dépendance (partielle mais efficace) de la direction du contrôle... C'est ainsi, en effet, qu'une disposition prise audessus du niveau de la direction devient la forme préparatoire de la participation au système de décision donné.»

De tout cela, découle la conclusion que le problème fondamental du mécanisme de décision n'est pas la question de savoir qui est-ce qui prend la décision et dans quelles conditions de procédure mais que *s'il sert d'une manière convenable l'intérêt du groupe social, la classe ouvrière*, que les conditions socio-économiques et l'état politique déterminent à l'intermédiaire de la norme y relative et que dans quelle mesure ces intéressés peuvent-ils comparer tant le processus de décisions que l'exécution de celles-ci avec les objectifs définis. Cela ne veut point dire qu'il soit «absolument indifférent qui est-ce qui prend une décision si elle est bonne.» Une structure de décision totalement séparée des intéressés devient en effet, tôt ou tard, elle-même l'intéressée de la décision. Le rôle du chaînon entre le sujet et l'intéressé de la décision doit être assuré de concert par la *participation orientée à la décision et par la participation orientée au contrôle conjointement*.

Le mécanisme de prise de décision du régime politique de la société socialiste diffère donc, par plusieurs de ses éléments, de tout mécanisme

antérieur. De l'adoption de la constatation philosophique marxiste selon laquelle la liberté est l'action consciente adéquate à la nécessité, il résulte également que cette liberté se réalise de plus en plus avec le développement de la société socialiste. Pour que la reconnaissance de la nécessité puisse se refléter dans l'activité humaine, il est aussi nécessaire que ces deux soient reliées par le processus de décision. *Prendre une décision objectivement juste veut dire donc de la faire dans les conditions réalisées de la libre action. Et cela vaut de même inversement: l'action humaine libre permet la conformité objective de la décision au développement des conditions sociales. C'est la perspective du développement de la société socialiste.*

OUVRAGES CONSULTÉS

— outre les classiques du marxisme-léninisme —

Abramowski, Günter: Das Geschichtsbild Max Webers. Stuttgart, 1966.
Adock, F. E.: Roman political ideas and practice. The Univ. of Michigan P. 1964.

Alkotmányok (Les Constitutions — en hongrois). Publications de la section Droit Comparé de l'Institut de Sciences morales et politiques de l'Académie Hongroise des Sciences, Budapest, 1970.

Antalffy, György: Állam és alkotmány az athéni demokráciában. (État et Constitution dans la démocratie athénienne.) Budapest, 1962.

Antalffy, György: Állam és demokrácia. (État et Démocratie.) Budapest, 1967.

Antalffy, György: Állam, politikai rendszer, társadalom. (État, régime politique, société.) Budapest, 1979.

Antalffy, György: Az állami és társadalmi szervek viszonyának újabb állam- és jogelméleti problémáiról. (Les problèmes plus récents — relatifs à la théorie de l'État et du droit — des organes étatiques et sociaux. (Acta Universitatis Szegediensis Acta Iuridica et Politica Tom. XIII. Fasc. 1. Szeged, 1966.

Antalffy, György: Cours sur Nicolas Machiavel. Acta Universitatis Szegediensis Acta Iuridica et Politica. Tom. XXX. Fasc. 1. Szeged. 1983.

Aristoteles: Politika, Budapest, 1969.

Badaloni, Nicola: Tommaso Campanella. Milano, 1965.

Bálint, József: Társadalmi rétegződés és jövedelmek (Stratification de la société et les revenus). Budapest, 1983.

Baranya, S.—Vigh, L.: Az információ szerepe a vezetésben. A politikai információ. (Le rôle de l'information dans la direction. L'information politique.) Budapest, 1975.

Bélley, L.—Kulcsár, L.: A közéleti-politikai viszonyok elemei az új lakótelepeken. (Les éléments des relations politiques et de vie publique dans les ensembles de blocs d'habitation nouveaux.) Budapest, 1975.

Bihari, Ottó: Általános és különös vonások az államszervezetben. (Traits caractéristiques généraux et spéciaux de l'organisme de l'État socialiste.) Társadalmi Szemle, 1975. n°12.

Bodin, Jean: Les six livres de la république. Faksimiledruck der Ausgabe, Paris, 1985. Aalen, 1961.

Campanella, Tommaso: A Napváros. (La Cité du Soleil.) Trad. Hongr.; (introduction et notes Sallay, Géza) Budapest, 1959.

Campanini, G.: I limiti del potere. Forli, 1966.

Chabod, Fr.: Machiavelli and the Renaissance. (Transl. from Italian by D. Moore.) London, 1958.

Chauviré, R.: Jean Bodin, auteur de la République, Paris, 1914.

Chevalier, J.: L'État — Nation. Revue du Droit Public, 1980. n° 5.

Csizmadia, Ernő: A gazdasági mechanizmus reformja és a mezőgazdaság. (La réforme du mécanisme économique et l'agriculture.) Budapest, 1967.

Mme Domé, G.: Demokrácia a mezőgazdasági termelészövetkezetekben. (Démocratie dans les coopératives agricoles.) Budapest, 1978.

Dror, Y.: Public policy making reexamined. San Francisco, 1968.

Dumbauld, Edward: The life and legal writings of Hugo Grotius. Univ. of Oklahoma, 1969.

Falus, Róbert: A római irodalom története. (Histoire de la littérature latine.) Budapest, 1970.

Faquet, G.: Le secteur coopératif. Paris, 1959.

Feist, Elisabeth: Weltbild und Staatsidee bei Jean Bodin. Halle, 1930.

Fekete, Tibor—*Kovács*, László: A pályakezdő diplomások helyzete. (La situation des diplômés débutants, rédigée sous les auspices du Comité Central de la Jeunesse Communiste.) Manuscrit, Budapest, 1975.

Ficzere, Lajos—*Trócsányi*, László: A dolgozók részvétele a vállalatok igazgatásában. (La participation des travailleurs dans la gestion des entreprises.) Budapest, 1966.

Formanek, M.: Sur la dialectique de la démocratie. Sociologicki Casopis, 1971. n° 1.

Gindev, P.: Demokratia i obščestvenniy progress. (Démocratie et progrès social.) Moscou, 1972.

Glezerman, J.: A szocialista állam fejlődési tendenciái. In: A történelmi materializmus és a szocialista társadalom fejlődése. (Les tendances du développement de l'État socialiste. Dans: Le matérialisme historique et le développement de la société socialiste.) Budapest, 1975.

Gramsci, Antonio: Jegyzetek Machiavelli politikájáról. Marxizmus, kultúra, művészet. (Notes sur la politique de Machiavel. Marxisme, culture, art.) Budapest, 1965.

Grotius, Hugo: De iure belli ac pacis libri tres. (Introduction par Hajdú, Gyula et Szabó, Imre.) Budapest, 1960.

Háthy, László—*Makó*, Csaba: Munkásmagatartások és a gazdasági szervezet. (Attitude des ouvriers et l'organisme économique.) Budapest, 1972.

Horváth, I. K.—*Castiglione*, L.: A régi Róma aranykora. (L'âge d'or de Rome antique.) Budapest, 1967.

Huovinen, Lauri: Das Bild vom Menschen im politischen Denken Niccolò Machiavellis. Helsinki, 1951.

Ivanov, E. A.: A szakszervezetek helye a szocialista társadalom politikai rendszerében. (La place des syndicats dans le régime politique socialiste.) Budapest, 1977.

Izdebski, Z.: Quelques observations sur les idées politiques de Jean Bodin. (Lodzkie Towarzystwo Naukowe, vol. 2. n° 59.) Lodz, 1965.

Iampolskaia, C. A.: A társadalmi szervezetekkel kapcsolatos problémák vizsgálatának útjai. (Les méthodes d'examen relatives aux problèmes se

rattachant aux organísmes sociaux — en russe.) Sovjetskoe Gosoudarstvo i Pravo 1969. n° 3.

Kaizerov, N. M.: A hatalom problémái a modern burzsoá szociológiában. (Les problèmes du pouvoir dans la sociologie bourgeoise moderne; — en russe.) Sovjetskoe Gosoudarstvo i Pravo 1970. n° 1.

Kask, L. I.—Nikolaeva, L. V.: Sur quelques problèmes de la notion de fonction d'État; (en russe) Vestnik Leningradskovo Iniversiteta, 1974. n° 11.

Kazarine, A. I.: Gugo Grociy kak polititscheskiy muslitel. (Hugo Grotius, le penseur politique; — en russe.) Dans Vestnik Istorii Mirovoy Kulturi, 1958. n° 6.

Kiss, Artúr: Marxizmus és demokrácia. Budapest, 1973.

Kiss, Artúr: Politikai elmélet — politikai gyakorlat. (Théorie politique — pratique politique.) Budapest, 1979.

Kiss, Artúr: A szocialista állam és kritikusai. (L'État socialiste et ses critiques.) Budapest, 1979.

Kluxen, Kurt: Politik und menschliche Existenz bei Machiavelli. Stuttgart, 1967.

Knight, W. S. M.: The life and works of Hugo Grotius. London, 1925.

Komjáth, Irén: Népfrentpolitika az európai munkásmozgalomban. (La politique du Front Polulaire dans les mouvements ouvriers européens.) Budapest, 1967.

Kubics, T.: Az ellenőrzés funkciója a szocialista társadalomban. (La fonction du contrôle dans la société socialiste.) Pravny Obzor, 1969. n° 7.

Kulcsár, K.: Társadalom, politika, jog. (Société, politique, droit.) Budapest, 1974.

László, E.: Individualism, Collectivism and Political Power. Den Haag, 1963.

Lhomo, J.: Pouvoir et société économique. Paris, 1966.

Lei, J. D.—Tumanov, V. A.: Polititscheskiy mekhanizm monopolii. (Le mécanisme politique des monopoles.) Moscou, 1974.

Lukács, György: A társadalmi lét ontológiájáról. (Sur l'ontologie de l'existence sociale.) Budapest, 1977.

Lukács, György: Utam Marxhoz. (Vers Marx.) Budapest, 1971.

Machiavelli, Niccolo: A fejedelem. (Il principe.) (Trad. en hongr. et notes per Lutter, Éva; épilogue: Kardos, Tibor.) Budapest, 1964.

Machiavelli, Niccolo: Értekezések Titus Livius Római történeteinek első X könyve fölött. (Essais sur les X premières décades de Tite Live, traduit en hongrois par Pados, János.) Pest, 1862.

Machiavelli, Niccolo: Istorie Fiorentine. A cura di Franco Gaeta. Milano, 1952.

McClosky, M.: The American political Process. New York, 1963.

Molnár, Erik: A marxizmus szövetségi politikája (1848—1899). (La politique d'alliance du marxisme.) Budapest, 1967.

Molnár, Imre: A termelőszövetkezetek vezetése és társadalmi szervezetei. (La direction et les organisations sociales des coopératives agricoles.) Budapest, 1967.

Mounin, Georges: Machiavel. Sa vie, son oeuvre avec un exposé de sa philosophie. Paris, 1964.

Muralt, Leonhard: Machiavellis Staatsgedenke. Basel, 1945.

Nicolet, Claude: Les idées politiques à Rome sous la République. Paris, 1964.

- Nie, P.: Társadalmi szerkezet és politikai részvétel: fejlődési viszonyok. (Structure sociale et participation politique: conditions de développement.) American Political Science 1969. n° 3.
- Ottenwälder, Paul: Zur Naturrechtslehre des Hugo Grotius. Tübingen, 1950.
- Péteri, Zoltán: Az államforma elméleti alapkérdései. (Les questions théoriques fondamentales de la forme constitutionnelle de l'État. (Thèses de candidature.) Budapest, 1969.
- Quaritsch, H.: Staat und Suveränität. Bad Homburg, 1969.
- Rácz, János: Az üzemi bizottságok a magyar népi demokratikus forradalomban. (Les comités d'entreprises dans la révolution populaire hongroise.) Budapest, 1971.
- Renaudet, Augustin: Machiavel, Étude d'histoire des doctrines pratiques. Paris, 1955.
- Riabov, D. D.: Sotsialistitscheskoe gosoudarstvo i vospitanie novogo tcheloveka. (État socialiste et l'éducation de l'homme nouveau); Gosoudarstvennuy i obchtschestvennuy kontrol. (Contrôle d'État et contrôle social.) Moscou, 1972.
- Ristic, P.: Jugoszlávia társadalmi és politikai rendszerének fő jellegzetességei. (Les caractéristiques les plus importantes du régime politique et sociale de la Yougoslavie.) Novi-Sad, 1973.
- Rutenberg, V. I.: Kampanella, Leningrad, 1956.
- Ságvári, Ágnes: Népfront és koalíció Magyarországon 1936—1949. (Front Populaire et Coalition en Hongrie 1936—1949.) Budapest, 1967.
- Sampson, R. V.: The Psychology of Power. New York, 1966.
- Sasso, Gennaro: Machiavelli; Geschichte seines politischen Denkens. (Traduction allemande.) Stuttgart, 1965.
- Signorile, C.: Le problème de l'État et le marxisme. Mondo Operaio, 1976. n° 3.
- Small, A. W.: Origine of sociology. New York, 1967.
- Stankiewicz, W. J.: In defense of Sovereignty. New York—London—Toronto, 1969.
- Suontautta, Tauno: La souveraineté des États. Helsinki, 1955.
- Szabó, Imre: A szocialista jog. (Le droit socialiste.) Budapest, 1963.
- Szamel, L.: A vezetés elhatározásaihoz szükséges információ megszerzése és elemzése az államigazgatásban. (Acquisition et appréciation de l'information nécessaire aux prises de décisions dans l'administration publique.) Állam és igazgatás, 1972. n° 1.
- Szamel, L.: Az államigazgatási aktusokkal kapcsolatos néhány probléma. (Quelques problèmes relatifs aux actes administratifs.) Almanach de la Faculté de Droit de Pécs, Budapest, 1954.
- Tchernogolovkine, N. V.: Sur les bases du développement de l'État socialiste (en russe). Pravovedenie, 1967.
- Tchirkine, V. J.: Államformák a szocialista orientációjú országokban. (Statuts politiques dans les pays d'orientation socialiste.) Magyar Jog, 1972. n° 6.
- Testa, A.: Meditazioni su Campanella. Bologna, 1965.
- Tibomirov, Jn. A.: Vlasty i oupravlenie v sotsialistitscheskom obchtschestve. (Pouvoir et direction dans la société socialiste.) Moscou, 1968.
- Topornine, B. N.: Régime politique de la société soviétique et caractéristiques principales de son développement (en russe). Mysl. 1972. n° 7/8.

Tordai, Zádor: Állam, szocializmus és demokratizálás. (État, socialisme et démocratisation.) Magyar Filozófiai Szemle, 1970. n^o 2.

Vilcsenko, E. D.: Human Relations. Egy polgári szociológia elmélet bírálatához. (Sur la critique d'une théorie sociologique bourgeoise.) Budapest, 1974.

de Vries, Hans: Essai sur la terminologie constitutionnelle chez Machiavel. (Il Principe.) La Haye, 1957.

Ward, L. F.: Théorie de la prise de décision. Dans: Rubinstein—Hoherstrob: Quelques théories de l'organisation. Homewood, 1954.

White, D. J.: Decision Theory, Chicago, 1969.

Felelős kiadó: dr. Veres József

85-494 — Szegedi Nyomda — Felelős vezető: Dobó József igazgató

Készült linószedéssel, íves magasnymással 8 A5 iv terjedelemben

az MSZ 5601—59 és 5602—55 szabvány szerint.

**A SZEGEDI JÓZSEF ATTILA TUDOMÁNYEGYETEM
ÁLLAM- ÉS JOGTUDOMÁNYI KARÁNAK E SZOROZATBAN
ÚJABBAN MEGJELENT KIADVÁNYAI**

Tomus XXXIII.

- Pólay Elemér Emlékkönyv. Studia in honorem Velimirii Pólay septuagenarii.* (Szeged, 1985).
József Veres: *Vorwort* 5—8 1.
- Fasc. 1. György Antalfy—András Tamás: *State and law-making.* (Szeged, 1985) 9—40 1.
- Fasc. 2. Pál Bajory: *Beweisaufnahme im römischen Recht.* (Szeged, 1985) 41—56 1.
- Fasc. 3. József Balázs: *Anfänge der Kriminalstatistik in Ungarn.* (Szeged, 1985) 57—70 1.
- Fasc. 4. Ferenc Benedek: *Ursprung und Funktion der actio Publiciana.* (Szeged, 1985) 71—92 1.
- Fasc. 5. Peter Blaho: *Formen und Methoden der Rechtserzielung im archaischen Rom bis zum Zeitalter des drei fundatores.* (Szeged, 1985) 93—102 1.
- Fasc. 6. Ödön Both: *Die wichtigeren sozialen, politischen und verfassungsrechtlichen Ansichten des jungen Bertalan Szemere.* 103—140 1.
- Fasc. 7. Róbert Brósz: *Die Rolle der Gewohnheit (des Gewohnheitsrechts) im Laufe der Entwicklung und Entwicklung der longi temporis Praescriptio (nes).* (Szeged, 1985) 141—165 1.
- Fasc. 8. Pierangelo Catalano: *Diritto romano attuale, sistemi giuridici e diritto latinoamericano.* (Szeged, 1985) 167—188 1.
- Fasc. 9. Ervin Cséka: *Bases de politique juridique et principe de classement des recours de droit pénal.* (Szeged, 1985) 189—202 1.
- Fasc. 10. Gábor Hamza: *Zur Frage der historischen Entwicklungstypen der gewillkürten Stellvertretung (Eine rechtsvergleichende Studie).* (Szeged, 1985) 203—212 1.
- Fasc. 11. Gottfried Härtel: *Einige Betrachtungen zur Sanctio pragmatica pro petitione Vigilii vom 13. 8. 554. und zur am 13. 4. 534 an Belisar erlassenen Sanctio pragmatica.* (Szeged, 1985) 213—218 1.
- Fasc. 12. Robert A. Horváth: *Epistemology and Methodology in The Social sciences: The Case of Statistical Discipline.* (Szeged, 1985) 219—230 1.
- Fasc. 13. Johannes Irmischer: *Utopia — Athos?* (Szeged, 1985) 231—234 1.
- Fasc. 14. Éva Jakab: *Vom sequestrum der legis actiones bis zum verbindlichen „Gerichtsdeposit“ des Prozeßgegenstandes.* (Szeged, 1985) 235—244 1.
- Fasc. 15. Béla Kemenes: *Das fides — Prinzip und sein Zusammenhang mit der fiducia.* (Szeged, 1985) 245—262 1.
- Fasc. 16. Hannu Tapani Klami: *Nomos and Nomisma Comments an Inflation in the Roman Empire.* (Szeged, 1985) 263—270 1.
- Fasc. 17. Marek Kurylowicz: *Leges aleariae und leges sumptuariae im antiken Rom.* (Szeged, 1985) 271—280 1.
- Fasc. 18. Egon Maróti: *Zur Regelung der römischen Personennamenführung.* (Szeged, 1985) 281—282.
- Fasc. 19. Theo Mayer—Maly: *Thensaurus meus.* (Szeged, 1985) 283—290 1.
- Fasc. 20. Kálmán Merényi: *Anfänge der Pönalisierung der Sittlich keitsverbrechen (Formen des staatlichen Eingrffis).* (Szeged, 1985) 291—310 1.
- Fasc. 21. Imre Molnár: *Alfenus Varus iuris consultus.* (Szeged, 1985) 311—328 1.
- Fasc. 22. Dieter Nörr: *Savigny liest Goethe.* (Szeged, 1985) 329—348 1.
- Fasc. 23. Ignác Papp: *To the Questions of State Organisation, State Activity.* (Szeged, 1985) 349—354 1.
- Fasc. 24. Sandro Schipani: *Römisches Recht, Unabhängigkeits — revolutionen und Rechtskodifizierungen in Lateinamerika.* (Szeged, 1985) 355—366 1.
- Fasc. 25. Ildikó Szondi: *The Rationalisation of the Registration of Housing Claims and Chages in Housing Economy in Hungary since 1980.* (Szeged, 1985) 367—380 1.
- Fasc. 26. Jenő Szilbereky: *Über die umfassende neuregelung des Zivilverfahrens.* (Szeged, 1985) 381—390 1.
- Fasc. 27. István Szűcs: *Die fortdauernde Geltung zweier Grundsätze des römischen Rechts in ungarischer Vervaltungsrechtsanwendung.* (Szeged, 1985) 391—404 1.
- Fasc. 28. Árpád Tóth: *Rechtsstellung der Arbeiter der militarisierten Betriebe in dem ersten Weltkrieg in Ungarn.* (Szeged, 1985) 405—420 1.
- Fasc. 29. József Veres: *Fortleben römischer Rechtsinstitute im ungarischen Bodenrecht.* (Szeged, 1985) 421—432 1.
- Fasc. 30. János Zlinszky: *Die historische Rechtsschule und die Gestaltung des ungarischen Privatrechts im 19 Jahrhundert.* (Szeged, 1985) 433—446 1.
- Fasc. 31. *Liste der Publikationen von Elemér Pólay.* (Szeged, 1985) 447—

- Fasc. 1. Bajory Pál: *A másodfokú bíróság határozatai a polgári eljárásban.* (Szeged, 1985) 35 1.
- Fasc. 2. Cséka Ervin: *A jogorvoslatok helye a büntető eljárásban.* (Szeged, 1985) 15 1.
- Fasc. 3. Józsa Zoltán: *Albérleti kis-nagy ipar?* 15 1.
- Fasc. 4. Pólay Elemér: *Rabszolgák „házassága” az ókori Rómában.* (Szeged, 1985) 72 1.
- Fasc. 5. Antalffy, György: *Cours l'État Socialiste.* (Szeged, 1985) 93 1.
- Fasc. 6. Papp Ignác: Связь профессиональных союзов с органами государственного управления (Szeged, 1985) 35 1.
- Fasc. 7. Szabó, Imre: Теоретические и практические вопросы из области судебных разбирательств по делам об установлении попечительства. (Szeged, 1985) 22 1.
- Fasc. 8. Szűcs István: *The rights of the party in the public administrative procedure.* (Szeged, 1985) 16 1.
- Fasc. 9. Terz, Panos: *Die Normbildungstheorie (Eine völkerrechtsphilosophische, völkerrechtsoziologische und völkerrechtstheoretische Studie)* 50 1.